

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E
3 5036 20071630 9

DATE DUE	
JUL 10 2003	

Storage
CA1 EA 87151 EXF
Cote-Harper, Gisele, 1942-
International cooperation for the
development of human rights and
democratic institutions : report t
the Right Honourable J
43261079

✓

60984 81800

Rapporteurs spéciaux

Me Gisèle Côté-Harper
Professeur de droit
Université Laval

Dr. John C. Courtney
Professeur de science politique
Université de la Saskatchewan

Secrétariat

Clovis Demers

Verona Edelstein

Recherche

Monique Lavoie

Rob Robertson

Secrétaires

Lucie Sauriol

Liette Simard

43.261-08D

Table des matières

	Paragraphes
Introduction	1 - 2
Partie I: la conjoncture	3 - 16
Partie II: ce que fait le Canada	17 - 32
Partie III: ce qui se fait au plan international	33 - 67
Organisations multilatérales internationales	
A. L'Organisation des Nations Unies (ONU)	35 - 38
B. Le Commonwealth	39
C. L'Organisation des Etats américains (OEA)	40
D. Le Conseil de l'Europe, Strasbourg	41
E. L'Organisation de l'unité africaine (OUA)	42
F. Le Groupe de la Banque mondiale: l'Association internationale de développement (IDA)	43 - 44
G. La Banque inter-américaine de développement (BID)	45
Institutions et programmes des pays démocratiques de l'Ouest	
H. Les principales fondations	46 - 50
a) La Fondation Ford	47 - 48
b) La Fondation Rockefeller	49 - 50
I. Fondations américaines privées financées au moyen des fonds publics	51 - 55
a) The Asia Foundation	51
b) The Inter-American Foundation	52
c) The National Endowment for Democracy (NED)	53 - 55
J. La Suède	56 - 57

Table des matières (suite)

K. Le Danemark	58 - 59
L. Les Pays-Bas	60 - 62
M. La Norvège	63 - 64
N. Les fondations politiques de la République fédérale d'Allemagne (RFA)	65 - 66
O. L'Australie	67
Partie IV: ce qui est à faire	68 - 75
Partie V: une nouvelle institution	76 - 88
Partie VI: ce que nous proposons	89 - 119
A. Mandat du Centre	91
B. Organisation du Centre	92 - 104
a) Le Conseil de direction	92 - 101
b) Le secrétariat	102 - 104
C. Le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa	105 - 106
D. L'Agence canadienne de développement international (ACDI)	107 - 111
E. Examen des programmes et des projets	112 - 114
F. Financement	115 - 118
G. Evaluation du Centre	119
Conclusion	120 - 128
Annexes:	
A. Mandat des rapporteurs spéciaux	page 42
B. Consultations	page 44
C. Activités de l'Agence canadienne de développement international et du Centre de recherches pour le développement international	page 95

Introduction

1. Le 28 janvier 1987, vous nous avez demandé d'examiner comment le gouvernement pourrait procéder à la création d'une institution qui aurait pour objet le développement, le renforcement et la promotion, dans les pays en voie de développement, des institutions et pratiques démocratiques et des droits humains et de vous présenter nos recommandations au plus tard le 30 juin 1987. A cette fin, vous nous avez demandé d'examiner ce que fait déjà le gouvernement du Canada dans ce domaine et de consulter un large éventail d'organismes et de personnes intéressés par ce secteur. Notre mission se plaçait dans le contexte de la recommandation No. 87 du Comité mixte spécial sur les relations extérieures du Canada et de la réponse favorable qu'y avait apportée le gouvernement canadien. Le texte complet du mandat que vous nous avez confié se trouve à l'annexe A.

2. Dans les limites du temps qui nous était alloué, nous avons consulté le plus large éventail possible de Canadiens: individus, organismes du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux et municipaux et organismes non gouvernementaux, organisations actives dans le domaine des droits humains et du développement international, syndicats, associations nationales de commerce, universités et journalistes. Un nombre important d'entre eux ont répondu à notre invitation et nous ont fait part, par écrit, de leurs observations et de leurs suggestions. De plus, nous nous sommes rendus à Ottawa et Hull, à Halifax, à Québec, à Montréal, à Toronto, à Winnipeg et à Vancouver où nous avons invité à des tables rondes des groupes choisis parmi les universitaires et les organismes non gouvernementaux actifs dans les domaines des droits de la personne, du développement international ou dans d'autres domaines connexes. Nous nous sommes rendus à Washington pour des entretiens avec des représentants de la Banque mondiale, de la Banque interaméricaine de développement et de l'Organisation des Etats américains, et à New York pour des entretiens avec des personnalités de certains pays en voie de développement, soit des ambassadeurs auprès de l'Organisation des Nations Unies ou des hauts fonctionnaires du Programme des Nations Unies pour le développement et du Secrétariat de l'ONU. Dans ces deux villes américaines nous avons aussi eu des entretiens avec certaines grandes fondations actives dans les domaines qui nous intéressent. L'annexe B ci-jointe donne un compte rendu de l'étendue de ces consultations.

Partie I: la conjoncture

3. Ce que nous avons appris au cours de nos consultations, l'intérêt exprimé par nos interlocuteurs et la vigueur des débats auxquels nous avons participé nous ont convaincus d'une chose: la volonté qu'a exprimée le Comité mixte spécial sur les relations extérieures du Canada de voir le Canada offrir à ses partenaires du monde en développement une assistance accrue dans le domaine des droits de la personne et du renforcement des institutions démocratiques, et la réponse favorable du gouvernement à cette proposition illustrent une étape importante du cheminement de notre société. Pour le Canada et pour plusieurs de ses alliés et amis, il s'agit d'une nouvelle étape dans la prise de conscience de l'importance fondamentale des droits humains et dans leur engagement à les promouvoir chez eux et dans l'ensemble de la collectivité internationale.

4. Au plan législatif, le Canada a déjà franchi d'importantes étapes dans la mise en place d'un cadre pour la protection des droits humains au pays: la Déclaration canadienne des droits proclamée en 1960, la Loi canadienne sur les droits de la personne de 1977 et la Charte canadienne des droits et libertés de 1982. Du côté provincial, dès l'année 1932 on trouve dans les statuts des dispositions interdisant certaines formes de discrimination et en 1962 entre en vigueur la première loi traitant de l'ensemble des droits humains: l'Ontario Human Rights Code. Suivent ensuite au Nouveau-Brunswick, en 1967, la Human Rights Act; en Nouvelle-Ecosse, en 1969, la Human Rights Act; au Manitoba, en 1970, la Human Rights Act; en Alberta, en 1972, l'Individual's Rights Protection Act; à Terre-Neuve, en 1974, le Newfoundland Human Rights Code; à l'Ile-du-Prince-Edouard, en 1975, la Human Rights Act; au Québec, en 1975, la Charte québécoise des droits et libertés de la personne; en Saskatchewan, en 1978, le Saskatchewan Human Rights Code; et en Colombie-Britannique, en 1979, le Human Rights Code.

5. Bien sûr, l'histoire de nos débats sur les droits de la personne et de nos initiatives dans ce domaine a eu ses hauts et ses bas. Les droits des femmes, des autochtones, des minorités, des enfants, des personnes âgées, des handicapés ont connu des échecs et des succès; mais avec les années, nous les avons mieux reconnus, mieux définis, mieux assurés. Nous leur avons donné, dans nos institutions, des bases et des sauvegardes. Nous continuons de le faire, non sans difficulté, poussés par le bon sens et la justice. Les lois proclamées depuis 1960 sont des bornes historiques sur le chemin qu'a parcouru le Canada dans sa prise de conscience et son engagement. Des bornes semblables, posées à la suite de semblables débats, mesurent aussi le chemin parcouru par la collectivité internationale.

6. Au cours des dix à quinze dernières années l'intérêt qu'a pris le Canada à la promotion des droits humains sur la scène internationale s'est développé dans une mesure remarquable. Nous nous en sommes rendu compte en examinant comment il avait abordé ces questions dans le passé et comment il le fait maintenant. Le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les organisations non gouvernementales ont atteint dans ce domaine un niveau d'activité très important. Les questions de droits humains étant par nature fort délicates où qu'elles se présentent, y compris chez nous, le Canada a consacré ses plus grands efforts à donner aux organisations multilatérales qui s'occupent de ces questions des moyens plus puissants de développer des normes internationales et de les faire observer. Ainsi en a-t-il été de ses interventions aux Nations Unies auprès de la Commission des droits de l'homme, des organismes qui s'y rattachent et des autres qui ont été créés en vertu de traités sur les droits humains, auprès des agences spécialisées des Nations Unies et au sein du Commonwealth.

7. La diplomatie canadienne, depuis 1976, se trouve à l'avant-garde de ce qui se fait à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies et dans d'autres organismes de l'ONU pour élaborer de nouvelles méthodes d'attaque de la question et de nouveaux mécanismes de défense et de promotion des droits humains. Ses consultations auprès des organismes non gouvernementaux de défense des droits humains comme les églises, Amnistie internationale et, plus récemment, les organisations autochtones, et le dialogue qu'elle a entretenu avec eux sont venus rehausser cette contribution.

8. Au mois de décembre 1975, le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux prenaient ensemble la décision de procéder à la ratification du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et de son Protocole facultatif. C'était signifier aux Canadiens et au monde que notre pays était prêt à voir sa conduite en matière de droits humains soumise à l'examen de la collectivité internationale. Tout Canadien acquérait, avec cette ratification et plus spécialement avec la ratification du Protocole facultatif, le droit, reconnu en droit international, d'en appeler de sa cause auprès d'organismes internationaux.

9. Le mois de janvier 1976 marqua la création du Comité fédéral-provincial-territorial permanent des fonctionnaires responsables des droits humains, dont l'une des responsabilités est de voir à ce que soient mis en oeuvre les engagements internationaux de nature juridique pris par le Canada en matière de droits humains. C'est ce comité qui préside à la rédaction des

rapports que fait le Canada sur sa mise en oeuvre des pactes internationaux. On peut dire avec assurance que ces rapports sont les plus complets de tous ceux qui ont été présentés par les Etats qui sont parties aux conventions. La franchise avec laquelle ils disent les faiblesses qui existent encore chez nous et la qualité qui singularise la participation des délégations fédérales-provinciales à la présentation de ces rapports auprès des instances créées par les traités ont été remarquées. C'est là une manifestation tangible de la disposition du Canada à écouter les critiques internationales et à y prendre un enseignement alors même qu'il s'emploie à promouvoir la défense et l'avancement de ces mêmes droits au plan international.

10. Il y a lieu de signaler aussi l'importante collaboration qui se poursuit sans interruption entre le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et les organisations non gouvernementales pour l'élaboration des positions canadiennes en matière de développement du droit international dans des domaines comme le droit des enfants, des minorités et des autochtones. Cette collaboration s'impose de toute évidence étant donné que de nouvelles dispositions du droit international dans ces domaines pourraient fort bien avoir des incidences sur les politiques et les pratiques internes du Canada.

11. Considérant l'importance du multilatéralisme dans toute question relative aux droits humains sur la scène internationale, il y a lieu de nous arrêter sur ce que sont actuellement les orientations de l'ensemble des organismes de l'ONU.

12. Au mois de février 1987 devant la Commission des droits de l'homme des Nations Unies, monsieur Kurt Herndl, Secrétaire général adjoint de l'ONU responsable pour les droits humains, expliquait comment l'histoire des travaux entrepris par l'ONU pour la promotion des droits humains et la mise sur pied d'un système international de défense et de promotion des libertés individuelles avait connu deux phases distinctes. Au cours de la première phase est survenu un événement marquant: la codification d'un système de lois internationales sur les droits humains connu sous le nom de Charte internationale des droits de l'homme. Cette charte comprend la Déclaration universelle des droits de l'homme, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et son Protocole facultatif, et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. A ces textes sont venus s'en ajouter d'autres très importants concernant, par exemple, les droits des femmes, la discrimination raciale et la torture. Les droits des enfants, des minorités, des travailleurs étrangers, des populations autochtones et des handicapés de même que les droits à la nourriture et aux autres nécessités de la vie font l'objet de travaux qui sont en cours. La deuxième phase de ce programme

international d'action pour les droits humains a été marquée, elle, par des travaux concertés visant à développer des organismes de surveillance ainsi que des mécanismes et des procédures qui permettraient de réagir à toute allégation de violation des droits humains. Grâce à des organismes créés en vertu de traités, comme le Comité des droits de la personne créé en vertu du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et d'autres encore, un dialogue nouveau s'est engagé entre la collectivité internationale et les gouvernements quant aux mesures que devraient prendre les Etats, dans le cadre de leur propre système juridique, afin de respecter les normes internationales qu'ils se sont engagés à observer dans le domaine des droits humains. Enfin, toute une gamme de mécanismes et de procédures a été élaborée qui permet de réagir aux violations flagrantes des droits humains qui peuvent survenir.

13. Nous croyons tout à fait pertinente à notre propos l'insistance qu'a mise Monsieur Herndl à signaler combien il importe de convaincre les gouvernements qu'il faut procéder à la ratification des traités essentiels et qu'il y va de leur plus grand intérêt de voir à ce que leurs politiques s'appuient sur les valeurs qui sont à la base de la Charte internationale des droits. A son avis, l'ONU entre dans une troisième phase d'activités qui découle naturellement des deux précédentes et qui est aussi importante qu'elles. Il s'agit de faire le raccord entre deux fonctions: celle des Etats qui mettent en oeuvre des normes qu'ils se sont engagés à observer, et celle qui consiste à mettre une assistance technique et des services de consultation à leur disposition pour le faire. A ce propos Monsieur Herndl a rappelé ce qu'à plusieurs reprises le Secrétaire général avait répété:

"Il est essentiel de créer au plan national un système de défense des droits humains qui devrait comprendre au moins les éléments suivants: une législation pour la défense des droits humains qui soit suffisante; la création de moyens administratifs et judiciaires capables de régler les aspects très concrets de cette défense; l'intégration des droits humains au système d'éducation et la création d'institutions locales telles que des commissions nationales des droits humains. Pour chacun des éléments d'un système national des droits humains il existe, sans aucun doute, un besoin de coopération internationale, d'échange d'information, de conseils et d'assistance". (TRADUIT DE L'ANGLAIS)

14. Ce que disent au sujet des droits humains le rapport du Comité mixte spécial et la réponse que lui a donnée le gouvernement reproduit donc et raffermi des orientations qui déjà prennent forme au sein de l'ONU. La partie du rapport du Comité intitulée "L'avancement des droits de la personne" vise en effet à élargir la conception canadienne du développement de manière à ce que notre

aide aux pays en voie de développement puisse être appliquée au renforcement de leur capacité de remplir et de mettre en oeuvre les obligations internationales qu'ils ont contractées.

15. Entre, d'une part, la promotion et le développement des droits et libertés et, d'autre part, le développement des institutions il existe un lien. Pour nous ces institutions ne comprennent pas seulement les institutions formelles que se donne une société; elles comprennent aussi les politiques, les programmes d'action et les pratiques qui singularisent cette société. Il est bien sûr que de mettre en place un cadre institutionnel ne constitue pas une garantie que tout le monde jouira de ses droits et libertés; nous sommes convaincus toutefois, et l'expérience canadienne nous l'enseigne, qu'il n'y aura de garantie réelle et permanente de ces droits pour les collectivités et les individus que lorsque aura été mise en place une solide infrastructure de lois, d'institutions, de programmes et de pratiques.

16. Le projet que fait le Canada d'offrir sa contribution à ses partenaires du monde en développement qui veulent, comme lui, traduire en actes leurs engagements internationaux, se situe bien, à notre avis, dans la conjoncture canadienne et la conjoncture mondiale. Le moment est opportun. Ce projet est une expression de notre temps, de l'évolution de la collectivité internationale et de l'évolution des Canadiens et de leurs institutions.

Partie II: ce que fait le Canada

17. Les Canadiens apportent déjà une contribution valable aux pays en voie de développement dans le domaine qui nous préoccupe et dans des domaines connexes. Ils le font de multiples manières, par le truchement de l'aide publique au développement et grâce à des financements du secteur privé. Agences gouvernementales, institutions para-publiques, organisations de volontaires, églises: nous avons été impressionnés par la variété de leurs initiatives et par l'imagination et l'ouverture d'esprit avec lesquelles elles ont voulu répondre à des demandes complexes et souvent délicates. Elles ont su, lorsque c'était nécessaire, pousser avec courage et sensibilité jusqu'à la dernière limite de leurs mandats traditionnels afin de pouvoir répondre aux besoins de leurs partenaires. Elles l'ont fait sur le terrain en Amérique latine, dans les Antilles, en Afrique et en Asie; d'autres au Canada l'ont fait pour informer et sensibiliser leurs publics et leurs gouvernements.

18. Le lecteur trouvera à l'annexe C une description sommaire d'initiatives prises par l'Agence canadienne de développement

international (ACDI) et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) qui ont été portées à notre attention et qui nous ont paru pertinentes à notre étude. Il ne s'agit pas, sans doute, d'un inventaire exhaustif. Ce document illustre toutefois l'ensemble des activités pertinentes que nous avons pu identifier et il propose, croyons-nous, d'intéressantes et d'utiles orientations pour l'avenir.

19. Du côté gouvernemental, l'Agence canadienne de développement international se signale par ses multiples projets de développement à la base où s'allient explicitement développement économique, développement social, participation de la base aux décisions et promotion de la dignité et des droits de l'individu, des défavorisés et des minorités. Cet alliage très fréquent dans les programmes d'aide aux coopératives et aux syndicats et dans les projets de développement rural intégré n'est pas un phénomène récent. Il ne fait pas de doute qu'il représente pour la promotion des droits de la personne et le développement des institutions démocratiques une contribution solide, importante et relativement sans risque. Comme en fait foi l'annexe C, l'ACDI s'est aussi engagée directement dans la mise sur pied et le renforcement d'institutions consacrées à la défense et à la promotion des droits humains: par exemple, une assistance technique offerte au gouvernement d'Haiti pour l'organisation des élections, une contribution au renforcement du rôle de l'ombudsman au Nigéria et au Sri Lanka, un appui à l'aide juridique pour les femmes en Colombie et à l'association des magistrats de la Jamaïque. Certains projets bien précis d'organisations non gouvernementales financés par l'ACDI tels que l'aide aux familles des prisonniers politiques en Afrique du Sud, l'appui aux Peace Brigades International au Guatemala, et l'appui financier au World Council of Indigenous Peoples vont encore plus loin dans cette direction.

20. De son côté, le Centre de recherches pour le développement international, qui vient de se donner un programme dans le secteur des institutions représentatives et de la participation, a déjà à son crédit plusieurs initiatives conçues pour améliorer et renforcer les institutions d'infrastructure consacrées à la sauvegarde et à la promotion des droits de la personne et à la participation de la population aux prises de décisions qui les affectent. Fidèle à sa vocation de recherche et soucieux de stimuler, sur le terrain, la réflexion et la discussion entre ceux qui sont les premiers intéressés, le CRDI s'est employé principalement à susciter et financer des conférences, des ateliers et des projets de recherche locaux: par exemple, l'étude des structures et du fonctionnement du parlement péruvien, une conférence pour encourager les Etats africains à ratifier la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples, un projet de recherche sur la manière dont les juges, au Chili et au Pérou,

traitent du droit d'association, du droit à la liberté de parole et de l'habeas corpus, des recherches sur le règlement des différends au sein de la population paysanne autochtone et sur les contradictions entre le droit coutumier et les lois officielles dans la région des Andes.

21. Dans le domaine des droits de la femme, les institutions canadiennes ont atteint un niveau de développement remarqué sur la scène internationale. C'est ainsi que l'ex-coordonnatrice de Condition féminine Canada, Maureen O'Neil, a été invitée au printemps de 1986 à visiter le Sri Lanka, l'Inde et les Philippines pour y rencontrer des représentants de leurs bureaux responsables de la condition féminine, des hauts fonctionnaires, des universitaires et des organisations non gouvernementales afin de partager avec eux l'expérience canadienne. Cette mission a été financée par l'ACDI. Au mois de mai 1987, une délégation de six hauts fonctionnaires des Philippines dirigée par la Sous ministre du développement social et économique se rendait à son tour au Canada pour s'informer davantage de ce qui s'y faisait du côté fédéral, provincial et non gouvernemental. Ce programme, organisé et coordonné par Condition féminine Canada avec l'aide de la section de l'Intégration de la femme au développement de l'ACDI était aussi financé par l'ACDI. Sous l'impulsion de l'Entraide universitaire mondiale du Canada (EUMC) l'Inde et la Chine ont exprimé le désir de bénéficier de programmes semblables. Condition féminine Canada a aussi reçu de la ministre responsable des affaires des femmes en Argentine une demande d'organiser des visites au Canada pour des fonctionnaires argentins.

22. Signalons quelques contributions du ministère de la Justice: subvention de projets de recherche au Canada sur les droits humains et le droit international, participation à des programmes internationaux de formation, participation à des ateliers organisés par l'Institut de formation et de recherches des Nations Unies (UNITAR) et le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme pour aider les gouvernements à préparer les rapports exigés par leur adhésion aux conventions internationales, assistance pour la préparation de textes constitutionnels et législatifs aux Seychelles, en Papouasie - Nouvelle-Guinée et dans les Samoa occidentales.

23. Dans le domaine de la formation policière, le ministère du Solliciteur général du Canada réserve pour des stagiaires étrangers entre soixante-dix et quatre-vingt places au Collège canadien de la police de la Gendarmerie royale du Canada, par suite d'un sondage effectué auprès de trente à trente-cinq pays développés et en voie de développement. Ce ministère prend en charge les stagiaires qui suivent le cours spécial sur la police des drogues et jusqu'à vingt-cinq participants des Antilles. Les frais de voyage et de subsistance des autres participants sont à la charge des corps

policiers qui les envoient. Il est clair que la question du financement est un problème pour plusieurs pays en voie de développement.

24. Parmi les projets particuliers financés par le ministère du Solliciteur général en matière d'application des lois mentionnons le projet d'assistance à la police de la Grenade. Il comporte des éléments de formation du personnel de gestion et d'assistance au réseau national de communication et à la fonction d'identification légale. A la suite du projet de la Grenade, un cours d'administration avancée a été offert à l'école régionale de formation de l'est des Antilles, aux Barbades. Le même ministère a aussi fourni une aide à l'Ouganda, à la Zambie et à la Tanzanie au cours des dernières années sous la forme d'évaluations de leurs procédures policières, de leurs besoins de formation et des structures de leurs organisations. Par l'entremise de son Service correctionnel il a aussi contribué à la formation de personnel carcéral en matière de renforcement des institutions et des droits civils. Tous les projets dans ces domaines ont été entrepris en consultation étroite avec le ministère des Affaires extérieures. Aucun financement de l'ACDI n'a été rendu disponible pour ces projets.

25. De son côté le ministère du Travail a participé au financement de la mise sur pied du Commonwealth Trade Union Council. Cet organisme s'occupe d'éducation sur les questions ouvrières, d'information sur les normes internationales de travail et d'aide à la gestion interne des syndicats.

26. Les parlementaires canadiens participent activement à des contacts et à des échanges avec leurs homologues d'autres pays par l'entremise de l'Union interparlementaire (UIP), de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC) et de l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPF). Ces associations jouent un rôle important dans la promotion et la défense des droits humains en particulier pour ce qui concerne les droits des parlementaires. L'UIP a mis sur pied à Genève un Centre international de documentation parlementaire qui offre des services de bibliothèque et de documentation et une assistance technique aux pays en voie de développement. L'APC offre aussi les services d'une bibliothèque centrale à laquelle le Parlement canadien a fait une contribution.

27. En qualité de membres des diverses associations parlementaires et dans le cadre de leurs contacts internationaux, les parlements fédéral et provinciaux fournissent, dans une certaine mesure, des stages de formation et de l'aide aux parlements des pays en voie de développement. La Saskatchewan a un programme de formation bien établi. Le Québec, l'Ontario et la Nouvelle-Ecosse ont, à l'occasion, organisé des stages de

formation. De son côté le Parlement canadien réalise des projets ad hoc depuis environ vingt-trois ans. Au cours des cinq dernières années ces stages sont devenus un phénomène permanent. Des stages de deux à cinq semaines ont été offerts en 1986-87 à des fonctionnaires parlementaires de sept pays, y compris le Zimbabwe, le Zaïre, le Cameroun et Djibouti. Une nouvelle institution canadienne, nous a-t-on dit, pourrait améliorer ces activités de formation. L'un des moyens serait de collaborer avec le Centre de Genève. Cependant, a-t-on ajouté, le Parlement fédéral a atteint la limite de ses capacités de formation et si l'on voulait développer davantage cette action fort utile il faudrait trouver le moyen d'augmenter les ressources humaines dont disposent les parlements au Canada.

28. Le Président de la Commission canadienne des droits de la personne, Monsieur Gordon Fairweather, le Directeur général des élections de l'Ontario, Monsieur Warren Bailie et le personnel d'Elections Canada ont ensemble servi comme observateurs officiels d'élections au Zimbabwe en 1980, au Salvador en 1984 et au Guatemala en 1985. Elections Canada est en train de mettre en oeuvre un projet d'assistance technique au gouvernement d'Haiti, financé par l'ACDI, en vue des élections qui auront lieu dans ce pays en 1987. Ce projet comporte des stages de formation pour des fonctionnaires et des juristes et la fourniture de matériel. Le bureau du Directeur général des élections du Québec a collaboré à l'un de ces stages de formation.

29. Pour ce qui est du secteur non gouvernemental, plusieurs de nos interlocuteurs nous ont fait l'éloge de deux institutions canadiennes: le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa (CREDP) et la Fondation canadienne des droits humains (FCDH) de Montréal. Ces deux institutions très respectées fonctionnent chacune avec deux ou trois professionnels employés à temps complet et un budget annuel de dépenses de l'ordre de 200.000 à 400.000 dollars pour des projets financés principalement de l'extérieur. Elles ont réussi à engager dans un large éventail d'activités d'information, d'éducation et de recherches le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux, des organisations non gouvernementales et des particuliers.

30. Le CREDP, fondé en 1981, est installé à l'Université d'Ottawa. Il encourage la recherche, l'éducation et l'avancement des droits humains par l'étude et l'action, qu'elles soient de nature juridique ou pluridisciplinaire. Sa bibliothèque et son centre de documentation informatisé, dirigés par un bibliothécaire à temps complet, comprennent dix mille titres et documents, ce qui n'inclut pas ce que peuvent contenir d'ouvrages sur les droits humains les autres bibliothèques de l'université. Il est la

liaison canadienne avec le Human Rights Information and Documentation System (HURIDOCs) et il publie l'Annuaire canadien des droits de la personne et un bulletin d'information trimestriel. Le mandat du CREDP s'étend à la scène canadienne et internationale mais à cause de la rareté des ressources disponibles au Canada pour des projets internationaux dans ce domaine c'est le volet canadien de son mandat qui s'est surtout développé. Il a pourtant entrepris quelques activités internationales importantes dont on nous a signalé les suivantes: une chaire des droits de la personne présentement occupée par un universitaire chilien reconnu, un collègue d'été annuel de deux semaines à l'intention des défenseurs des droits de la personne aux niveaux national et international, un projet de recherche et d'enseignement en collaboration avec huit experts de l'Amérique latine et portant sur le développement social et économique, un stage de formation en droits humains pour des fonctionnaires du ministère canadien des Affaires extérieures et la participation à d'autres projets au Zimbabwe, en Indonésie et ailleurs.

31. La FCDH, fondée en 1967, est un organisme privé à but non lucratif. L'un de ses objectifs est d'informer l'opinion publique en vue de promouvoir le respect des droits humains et des libertés fondamentales. A cette fin elle s'est donné un programme national de recherche, d'éducation, de discussion et de publication. Elle procède actuellement à l'expansion et à l'informatisation de sa bibliothèque et de sa documentation qui sont déjà importantes. Elle publie un bulletin d'information trois fois par année. Son mandat s'étend au plan international et national mais elle aussi, à cause du manque de financement pour les projets internationaux, a surtout développé le volet national. D'importants projets à dimension internationale nous ont toutefois été signalés, notamment un cours d'été de deux semaines à l'Université de l'Ile-du-Prince-Edouard sur les lois et institutions concernant les droits humains qui rassemble une centaine de participants, un important projet pour l'enseignement des droits humains dans les écoles canadiennes, une conférence annuelle sur les droits humains et la politique étrangère, un inventaire commandé par l'UNESCO des programmes d'éducation en matière de droits humains dans tous les pays du monde, un projet de recherche sur les droits humains et l'autonomie gouvernementale des autochtones, une conférence internationale sur la protection des réfugiés dans le droit international et des conférences sur les droits humains et la paix des nations.

32. Il est évident aussi qu'une partie appréciable de la contribution canadienne aux pays en voie de développement dans le domaine qui nous intéresse passe par les organisations volontaires, les syndicats, les coopératives, les églises, les municipalités et les organisations nationales de commerce. Nous avons noté, en

fouillant les dossiers de l'ACDI, la variété des projets que ces organisations financent conjointement avec l'ACDI et exécutent sur le terrain pour son compte. Nous en avons signalé des exemples ci-dessus. Mais nos conversations avec les représentants de plusieurs dizaines de ces organisations nous ont convaincus qu'elles en font probablement autant avec leurs propres ressources. Notre information est incomplète; et pourtant, de ce que nous avons vu et entendu, nous croyons être en mesure de dire que le secteur non gouvernemental canadien a fait de véritables efforts pour répondre aux demandes et aux besoins qui ont été portés à son attention et a pris l'initiative de mettre sur pied des programmes et des projets valables dans ce domaine. En ce faisant il a fait preuve d'un courage, d'une sensibilité et d'une originalité de pensée qui nous encouragent à faire un pas de plus dans la direction que proposent le Comité mixte spécial et la réponse que lui a apportée le gouvernement.

Partie III: ce qui se fait au plan international

33. Dans les contacts que nous avons pu prendre avec les organisations internationales multilatérales, les fondations et les institutions d'autres pays démocratiques développés, nous sommes intéressés à voir si leurs programmes et leurs activités pouvaient offrir au Canada des modèles dont nous pouvions nous inspirer. Nous voulions aussi voir comment une nouvelle institution canadienne pourrait travailler avec elles. Dans la plupart des cas, ce que nous avons pu effectuer de consultations et recueillir d'information s'est fait par l'entremise de nos missions diplomatiques à l'étranger. A cause du temps limité dont nous disposions nous n'avons eu personnellement de contact qu'avec les organisations dont le siège se trouve à New York ou Washington.

34. Nous avons conclu, après les avoir examinées, qu'aucune de ces organisations internationales et nationales ne devrait nous servir de modèle. Par ailleurs l'idée de créer une institution canadienne a été bien accueillie par les organisations multilatérales, nationales et privées que nous avons consultées. Elles se sont dites intéressées à développer des rapports avec cette nouvelle entité. Nos interlocuteurs aux secrétariats des Nations Unies, du Commonwealth et de l'Organisation des Etats américains sont d'avis que la création d'une institution canadienne renforcerait leur action dans ces domaines.

Organisations multilatérales internationales

A. L'Organisation des Nations Unies (ONU)

35. Le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) qui a son administration centrale à New York, a un programme d'assistance technique et un représentant résident dans chacun des pays en voie de développement de l'ONU. Le PNUD, en réponse à des demandes spécifiques des gouvernements, réalise une grande variété d'initiatives qui concernent le développement des institutions démocratiques comme, par exemple, des projets pour le développement des syndicats et des médias, des campagnes d'alphabétisation, des projets d'amélioration du système judiciaire, etc. Des hauts fonctionnaires du PNUD ont exprimé l'avis qu'une institution canadienne pourrait fort utilement servir de centre d'excellence et de spécialisation et devenir une présence où les réseaux d'organisations non gouvernementales des pays en voie de développement pourraient partager les expériences des autres. Ni le PNUD ni aucune autre institution n'a une structure capable de jouer ce rôle.

36. Le Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme, établi à Genève au milieu des années 50, a un modeste programme d'assistance technique qui offre des services de consultation en matière de droits humains. Créé pour organiser des séminaires et des cours de formation, pour octroyer des bourses de recherche et pour offrir des services d'experts aux gouvernements, ce programme a eu des réalisations limitées en nombre mais utiles. Son fonctionnement est affecté par des contraintes comme l'insuffisance chronique de ressources financières, le peu de disposition des gouvernements à demander son aide et les sévères limites qu'impose à son action le besoin de mobiliser l'appui de cent soixante pays différents. Quelques pays nouvellement sortis de régimes dictatoriaux ont tout de même demandé et reçu de cet organisme une aide précieuse. De plus il a organisé en collaboration avec l'Institut de formation et de recherches des Nations Unies (UNITAR) d'utiles ateliers pour aider les experts de certaines sous-régions à donner suite à ce qu'implique dans la pratique la ratification des pactes relatifs aux droits humains. Ces activités ont été discontinuées à cause du manque de ressources. Les contraintes financières qui affectent le programme de l'ONU disparaîtront si, comme l'a recommandé la Commission des droits de l'homme au mois de février 1987, l'on crée un fonds volontaire pour le programme des services consultatifs et si on l'alimente bien. Cependant, toute possibilité d'un développement important reste assujettie aux contraintes politiques.

37. De l'avis des responsables du Centre pour les droits de l'homme de l'ONU, l'institution envisagée par le Canada est un

projet valable qui se situe bien dans le contexte international de l'heure. Ils croient que le Canada, qui apporte depuis déjà longtemps son concours au développement international, est l'un des quelques pays qui soient capables de bien travailler dans ce domaine. Ils conseillent une approche prudente et croient que des contacts à titre non officiel entre notre institution et le Centre de l'ONU pourraient conduire à identifier des besoins auxquels elle pourrait répondre.

38. Le Centre des Nations Unies pour le développement social, dont le siège est à Vienne, recouvre les activités de l'ONU dans tout le secteur social: condition féminine, développement social, protection de la société, démographie, narcotiques, etc. Les responsables du Centre se sont dits très intéressés à collaborer avec une institution canadienne. Dans le domaine de la condition féminine ils proposent des recherches sur la participation des femmes à la vie politique et aux prises de décisions, le développement de réseaux de coopération, l'élaboration et la promotion de plans et programmes d'ensemble et d'actions concertées aux plans national et régional. Ils s'intéressent aussi à des projets concernant les institutions électorales, parlementaires et judiciaires. Dans le domaine de la prévention du crime et du droit criminel ils s'intéressent à collaborer en matière d'application des normes internationales et de formulation de nouvelles normes sur le rôle de l'avocat de la défense et du procureur, par exemple, et sur l'usage de la force par les responsables de l'ordre. Enfin, ils souhaitent une collaboration pour l'élaboration de mesures qui empêcheraient les exécutions extralégales, arbitraires ou sommaires et qui permettraient de faire enquête sur celles qui se produisent.

B. Le Commonwealth

39. Le Commonwealth est en train de s'engager dans l'assistance technique pour le développement des institutions démocratiques et des droits humains. Déjà il a des programmes modestes dans les domaines des droits humains, de l'intégration de la femme au développement, des services juridiques et de l'information (développement des médias). Les responsables du Secrétariat du Commonwealth ont exprimé leur enthousiasme pour la mise sur pied de l'institution que nous envisageons. Ils seraient intéressés à explorer les possibilités d'une collaboration entre les pays du Commonwealth, le Secrétariat et notre institution pour la réalisation de projets multilatéraux. Le financement pour de telles activités est cependant limité, le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique étant destiné d'abord au développement économique et social.

C. L'Organisation des Etats américains (OEA)

40. La structure pertinente de l'OEA comprend l'Inter-American Commission on Human Rights, l'Inter-American Commission of Women et l'Inter-American Indian Institute. L'American Convention on Human Rights est entrée en vigueur en 1978. Les secrétariats de la commission des droits humains, de la commission des femmes et de l'OEA elle-même, qui ont leur siège à Washington, offrent une modeste assistance technique pour le développement des institutions démocratiques et des droits humains. Des hauts fonctionnaires de ces secrétariats nous ont dit qu'ils accueilleraient favorablement l'idée d'une institution canadienne et souhaitaient collaborer avec elle. L'Inter-American Institute of Human Rights de San José au Costa Rica, est une institution académique autonome qui s'occupe d'analyses, d'éducation, de recherches et de promotion des droits humains. Son financement est assuré principalement par des sources américaines (AID et Fondation Ford) mais elle reçoit aussi des contributions du Canada (ACDI et CRDI), de la République fédérale d'Allemagne (Fondation Naumann) et du Venezuela. L'institut de San José dont un Canadien, Monsieur le Juge Walter Tarnopolsky, fait partie du conseil, serait un excellent contact pour une nouvelle institution canadienne.

D. Le Conseil de l'Europe, Strasbourg

41. La structure européenne qui nous intéresse comprend la Convention européenne des Droits de l'homme, la Cour européenne des Droits de l'homme et la Commission européenne des Droits de l'homme. Au mois d'octobre 1983, le Conseil de l'Europe organisait une conférence sur la démocratie parlementaire à laquelle ont participé vingt-six pays développés. Une deuxième conférence sur le même sujet aura lieu au mois de septembre 1987 à laquelle pays développés et pays en voie de développement seront invités. Cette pratique d'inclure des participants de pays en voie de développement dans ces débats a été adoptée au colloque de Strasbourg, au mois de juin 1986. Ce colloque sur la Démocratie et la démocratisation: un dialogue entre l'Europe et l'Amérique latine, a réuni quarante personnalités des deux continents.

E. L'Organisation de l'unité africaine (OUA)

42. La Charte africaine des droits de l'homme et des peuples est entrée en vigueur en 1986. Les chefs d'Etat et de gouvernement éliront, en 1987, une commission chargée de promouvoir les droits humains en Afrique et de voir à ce que les Etats participants observent les dispositions de la Charte. Au mois de janvier 1987, le gouvernement de la Gambie qui avait été l'initiateur de la Charte, approuvait la création d'un Centre africain pour la démocratie et les droits humains dont le mandat serait d'étudier les problèmes qui affectent les droits humains et

la démocratie en Afrique, d'offrir des conseils aux gouvernements et aux organismes non gouvernementaux africains et de promouvoir les droits humains en Afrique. Le Procureur général de la Gambie nous a écrit pour nous dire sa satisfaction d'apprendre que le Canada se propose de créer une institution et sa conviction que les institutions prévues par son pays et le nôtre sauront vraiment contribuer au renforcement des droits humains et des pratiques démocratiques en Afrique. Il souhaite pouvoir obtenir de l'aide pour l'institution que créera la Gambie.

F. Le Groupe de la Banque mondiale: l'Association internationale de développement (IDA)

43. L'IDA concentre son attention sur le développement économique et sur les questions de la pauvreté et des nécessités de la vie. Elle offre de l'aide dans le secteur social, ce qui inclut des projets de développement politique et d'amélioration des structures. De plus en plus on se rend compte à l'IDA que pour bien ancrer un système social équitable il n'y a pas de moyen plus puissant que l'action dans le secteur social et que beaucoup de programmes dans ce secteur activent le développement économique. De plus en plus, pour assurer un plus grand succès à ses projets, l'IDA cherche à intégrer au niveau de ses opérations les objectifs économiques, sociaux, culturels, civils et politiques et une plus grande préoccupation de faire participer la population au développement. Avec l'accord des gouvernements concernés la Banque a réalisé des projets ou des éléments de projets en utilisant les réseaux d'organisations non gouvernementales qui existent déjà et qui se développent de plus en plus au niveau de la population. Ceux-ci sont particulièrement bien établis en Amérique latine et en Inde. Des quelque 4 milliards de \$EU que les ONG contribuent au développement dans le monde 1,3 milliards proviennent des gouvernements. L'IDA affecte actuellement un dixième de ses dons, soit 2 milliards de \$EU, à l'action au niveau de la communauté.

44. Les représentants de la Banque que nous avons rencontrés sont d'avis qu'une institution comme celle que pourrait créer le Canada est nécessaire si l'on veut attirer l'attention sur certaines questions critiques et fondamentales relatives à la nature fragile de la démocratie et des droits humains lorsque règnent des conditions de surtension économique et de rajustement des finances et de l'économie. Ils ont attiré notre attention sur ce qui est une sorte de révolution dans les pays en voie de développement: un changement de cap en direction de systèmes économiques plus ouverts. C'est, croient-ils, un phénomène dont on n'a pas suffisamment reconnu la valeur pour l'évolution des systèmes démocratiques.

G. La Banque inter-américaine de développement (BID)

45. La participation de la BID au renforcement des institutions démocratiques est importante. Selon certains de ses hauts fonctionnaires il y a lieu de porter une attention spéciale, en Amérique latine, à la décentralisation administrative, à la participation des populations au plan local et au développement de coopératives rurales. Les demandes d'aide dépassent largement le financement et les connaissances techniques disponibles et dans presque aucun cas la contribution de la BID est-elle suffisante. La création d'une institution canadienne serait accueillie avec beaucoup de satisfaction. A leur avis une telle institution devrait s'occuper, entre autres choses, du développement des processus de participation au plan local et du développement des gouvernements municipaux et des institutions privées et publiques. Une institution canadienne pourrait offrir une plus grande mesure de continuité dans ses engagements que ne peut le faire la BID. Cette dernière se ferait un plaisir d'aider la nouvelle institution canadienne à établir des rapports avec les réseaux d'ONG lorsqu'elle aura décidé des domaines auxquels elle s'intéressera.

Institutions et programmes des pays démocratiques de l'Ouest

H. Les principales fondations

46. Plusieurs fondations américaines s'occupent de projets dans les pays en voie de développement. Les ressources qu'elles peuvent consacrer au développement des droits humains et des institutions démocratiques sont considérables. Les deux fondations privées qui sont les plus actives sont la Fondation Ford et la Fondation Rockefeller.

a) La Fondation Ford

47. Des quelque 122 millions de \$EU qu'elle a octroyés à des organisations aux Etats Unis et à l'étranger en 1986, la Fondation Ford en a dépensé 20 millions pour son Human Rights and Social Justice Program et quelque 60 millions pour son Governance and Public Policy Program. Du premier de ces deux programmes, dont l'objet est d'assurer les libertés civiles et politiques et l'égalité d'accès aux services juridiques et à la vie économique, 5 millions de \$EU sont allés à des projets dans des pays en voie de développement. Du deuxième, qui cherche entre autres choses à renforcer le processus et les institutions démocratiques, 1 million de \$EU sont allés à des pays en voie de développement. Les opérations de ces deux programmes sont intégrées depuis 1981 et sont dirigées par un groupe de travail connu sous le nom de Human Rights and Governance Working Group. En règle générale les projets de la Fondation Ford dans ces secteurs coûtent de 10.000 à 140.000

\$EU. La Fondation cherche toujours à s'associer plusieurs partenaires dans un même pays tout en se tenant loin de ceux qui ont des liens avec les partis politiques.

48. L'un des hauts fonctionnaires de la Fondation Ford, déplorant une absence de leadership international au cours des dernières années, s'est félicité de l'intention qu'avait le gouvernement canadien de créer une nouvelle institution dans ce secteur. A son avis, les intentions du Canada étant au-delà de tout soupçon, celui-ci figurait parmi les quelques pays qui pourraient contribuer à combler ce vide. Certains de ses collègues ont dit attendre avec impatience l'arrivée d'un nouvel acteur canadien indépendant sur cette scène, observant que dans certaines régions du monde on aurait fini par remarquer au cours des prochaines années l'absence du Canada.

b) La Fondation Rockefeller

49. En 1985, les subventions de la Fondation Rockefeller se sont élevées à 52 millions de \$EU. Ses programmes actuels se situent dans les secteurs suivants: sciences de l'agriculture, arts et humanités, égalité des chances, sciences de la santé, relations internationales et démographie. Elle consacre soixante pour cent de ses ressources aux problèmes du tiers monde. La Fondation Rockefeller ne finance pas de programme dans le domaine des droits humains et des institutions au sens strict. Cependant son objectif de fond est d'aider les pays en voie de développement à faire un usage utile de la technologie moderne pour améliorer l'existence de leurs populations, et de le faire de manière à réduire les inégalités entre nations et au sein de chacune d'elles.

50. Des hauts fonctionnaires de la Fondation nous ont fait la remarque qu'une initiative canadienne dans le sens que nous proposons serait bien accueillie non pas parce que c'était une idée originale mais parce qu'il s'agissait du Canada. Ce genre de travail n'est pas facile mais, croient-ils, le Canada part avec un avantage certain à cause du respect qu'on lui porte sur la scène internationale. La structure indépendante envisagée comporte des avantages que ne possède pas une agence d'aide officielle comme, par exemple, la faculté de travailler avec un cercle différent de partenaires.

I. Fondations américaines privées financées au moyen de fonds publics

a) The Asia Foundation

51. Cette fondation est une société privée à but non lucratif. Elle a été créée en Californie en 1954. Elle a pour

objet d'encourager le développement de sociétés plus démocratiques et plus justes, et d'élargir la participation populaire aux affaires locales et nationales en Asie. Elle a des programmes dans vingt pays de l'Asie et de la région du Pacifique et dix représentants résidents sur le terrain. En 1985 ses octrois et services se sont élevés à 23 millions de \$EU dont une partie lui est venue du Congrès américain et une autre du secteur privé.

b) The Inter-American Foundation

52. Cette fondation a été créée par le Congrès américain en 1969. Parmi les objectifs qu'elle s'est donnés on note celui de stimuler la participation au processus du développement et d'encourager le développement d'institutions démocratiques appropriées aux besoins particuliers de tout pays souverain. A titre de fondation quasi privée, elle subventionne des ONG autochtones en Amérique latine et dans les Antilles. Elle n'a pas de personnel sur le terrain. Elle reçoit du Congrès une subvention annuelle d'environ 15 millions de \$EU.

c) The National Endowment for Democracy (NED)

53. La NED, créée par le Congrès américain en 1983, est une organisation privée à but non lucratif. Son conseil de direction est formé de personnes provenant de milieux très divers. Elle a été établie pour encourager les institutions libres et démocratiques qui, par l'entremise d'initiatives du secteur privé, cherchent à promouvoir les droits humains reconnus au plan international. Ses initiatives comprennent des programmes de formation, le développement d'institutions démocratiques et le renforcement du processus électoral démocratique et du pluralisme. Le projet de créer la NED, inspiré en partie par l'action entreprise par les fondations politiques de la République fédérale d'Allemagne (voir ci-dessous), est sorti d'une étude non gouvernementale de six mois connue sous le titre de Democracy Program dont l'objet était d'élaborer pour le secteur privé de nouvelles méthodes de promouvoir et de renforcer les valeurs et les institutions démocratiques à l'étranger. On l'a souvent confondue avec le projet de 1983 de l'administration Reagan connu sous le nom de Project Democracy, entrepris sous l'égide de la U.S. Information Agency et dont l'objet était de renforcer les programmes du gouvernement américain dans ce domaine.

54. La NED a reçu 15 millions de \$EU du Congrès américain pour l'année 1986-87. Elle dispensera ces fonds principalement par quatre filières: le Free Trade Union Institute de l'AFL-CIO (4,8 millions de \$EU), le Centre for Private Enterprise de la Chambre de commerce des Etats Unis (2,1 millions de \$EU), le Democratic Institute for International Affairs (1,7 million de \$EU) et le

National Republican Institute for International Affairs (1,7 millions de \$EU). La NED octroiera des subventions de 3,5 millions de \$EU en son nom propre et ses dépenses administratives s'élèveront à 1,2 millions de \$EU. Les engagements de la NED comprennent celui de travailler d'une manière non partisane et conséquente, de s'efforcer de répondre aux besoins locaux et de chercher à encourager mais non pas à contrôler les efforts que fait la population locale pour bâtir des institutions libres et indépendantes.

55. Notre interlocuteur à la NED a accueilli favorablement l'idée d'établir une institution canadienne. Il s'est dit d'avis que plusieurs des pièges que rencontrera cette institution peuvent être évités si l'on prend soin de mettre en place une structure et des méthodes d'opération appropriées.

J. La Suède

56. Il n'y a pas d'institution ou de centre en Suède qui soit l'équivalent de ce qu'envisage le Canada mais il y a des organisations non gouvernementales et des institutions qui financent des activités semblables à celles que nous envisageons. Par exemple, les deux organisations syndicales centrales, la Confédération des syndicats suédois (TO) et l'Organisation centrale des employés salariés de Suède (TCO) ont mis sur pied un secrétariat conjoint qui administre une somme d'environ 8,5 millions de dollars par année que lui octroie l'agence gouvernementale de coopération, la SIDA, à des fins d'assistance en éducation aux syndicats des pays en voie de développement. De plus, la Fondation Hammarsjöld à l'Université d'Uppsala appuie l'organisation de séminaires et la recherche sur des questions de développement dans le tiers monde. De son côté, l'Institut Wallenberg à l'Université de Lund, une fondation académique, s'occupe de questions de droits humains dans un contexte très large.

57. Le gouvernement de la Suède est en train d'élaborer le mandat et d'examiner la question du financement d'un projet qu'on a identifié pour nous en anglais comme étant un Special Council for Popular Movements on Development Assistance. Le ministre suédois responsable pour le développement a fait l'observation qu'il est possible à la Suède, en faisant un choix de secteurs dans les programmes d'aide au développement, de privilégier les engagements qui renforcent la démocratie, la sécurité devant la loi, l'autonomie gouvernementale locale, les médias de masse, le développement des organisations de volontaires, etc.

K. Le Danemark

58. On créera cette année à l'Université de Copenhague un centre des droits humains qui sera neutre et politiquement indépendant. Il recevra du gouvernement du Danemark une subvention annuelle de 600.000 dollars. Ce centre s'orientera en fonction des utilisateurs et se concentrera sur la recherche, la documentation et l'information dans le domaine des droits humains.

59. Aucune des allocations de l'agence danoise de coopération au développement (DANIDA) n'est destinée spécialement au développement démocratique ou aux droits humains dans le tiers monde. La DANIDA fait toutefois des contributions au fonds anti-apartheid destiné aux personnes et aux groupes qui, en Afrique australe, souffrent sous l'apartheid.

L. Les Pays-Bas

60. Le gouvernement des Pays-Bas finance des projets dans le domaine des droits humains et du développement démocratique grâce à des liens à distance qu'il a avec des organisations non gouvernementales. La National Consciousness Raising Organization (NCO), par exemple, finance au pays des groupes et des projets, dont certains concernent les droits humains, dans le but de renforcer l'appui du public à l'aide au développement. La NCO jouit de la plus grande indépendance dans son fonctionnement, mais le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Coopération au développement ont ensemble la responsabilité de surveiller ses activités, ce qu'ils font en qualité de membres du Conseil.

61. Un fonds de 120 à 140 millions de dollars par année, au titre de la coopération au développement, est alloué à des organisations mères selon une formule de financement conjoint. Ce programme est mis en oeuvre par le moyen de quatre organisations non gouvernementales néerlandaises: la CEBEMO (Eglise catholique), l'ICCO (Eglises protestantes), la NOVIP (sans attaches religieuses) et l'HIVOS (humaniste). L'objectif de ce programme de financement conjoint est la réalisation et le renforcement des droits sociaux, politiques et culturels définis dans les pactes de l'ONU. Depuis 1980 les quatre organisations ont fonctionné de manière indépendante. Le seul contrôle qu'en a gardé le ministère de la Coopération au développement consiste à recevoir un compte rendu de leurs dépenses à la fin de l'année. Le rapport quinquennal de l'ICCO pour les années 1980-85, intitulé Développement et participation, fait noter que le programme, dans ce qu'il met en relief, est passé de la construction d'écoles et d'hôpitaux aux dimensions de l'émancipation et du changement des structures. Les organisations qui s'occupent de développement peuvent également faire appel directement au fonds de 6 millions de dollars que le ministère réserve pour des projets d'aide humanitaire de quatre

catégories: assistance d'utilisation pratique pour les victimes de l'oppression, assistance juridique pour ces victimes, assistance aux commissions des droits humains et projets de démocratisation.

62. L'Institut néerlandais des droits humains (SIM) créé en 1982 à l'Université d'Utrecht fonctionne depuis janvier 1986 avec une large mesure d'autonomie en tant que programme externe de l'institut de recherche de la faculté de droit. En plus de l'octroi qu'il a reçu à l'origine du ministère de la Coopération au développement, il a reçu des contributions du ministère de la Justice, du Conseil de l'Europe et de la Fondation culturelle européenne. Le SIM s'occupe de documentation, de jurisprudence, d'enquêtes et de recherche. Il partage ses locaux avec l'International Human Rights Network (HURIDOCS).

M. La Norvège

63. L'Institut norvégien des droits humains (NIMR) a été créé le 1er janvier, 1987 à partir d'un projet de droits humains financé conjointement par le ministère norvégien des Affaires étrangères et le ministère de la Coopération au développement (MINDVCO). La plus remarquable de ses initiatives a été la préparation d'un rapport annuel sur les droits humains dans les pays en voie de développement. Il a fait ce travail en collaboration avec l'Institut Christian Michelsen de Bergen. Le NIMR est une entité pluridisciplinaire et indépendante reliée à la faculté de droit de l'Université d'Oslo. Pour les années 1987 à 1991, le NIMR sera structuré à la manière d'un programme du Conseil norvégien de recherche pour les sciences et les humanités (NAVF) mais avec sa propre direction et son propre personnel. Ensuite on réévaluera sa structure et ses rapports avec l'université. Son conseil, nommé par le NAVF, comprendra des représentants du NAVF, du ministère des Affaires étrangères, de l'Université, du Comité des droits humains et du personnel du NIMR.

64. Le NIMR agira dans le cadre du système international de normes et d'institutions pour la défense des droits humains. Sa contribution à la mise en oeuvre de ces normes se fera par la recherche, les enquêtes, l'information et la documentation. Il collaborera avec les chercheurs d'autres pays, avec les ONG du pays et de l'étranger et avec les organisations multilatérales. Il concentrera sa recherche sur les droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels et ses priorités seront du côté de l'évolution du système des droits humains des Nations Unies. Il travaillera à rassembler une base de données sur les activités des organismes de l'ONU et des organisations non gouvernementales internationales et à développer un système de transfert électronique de l'information avec d'autres systèmes tels que HURIDOCS à Utrecht et INTERNET à Stanford. Il disposera, pour

l'année, de 650.000 dollars attribués par l'entremise du ministère de la Culture et de la Science et de 100.000 dollars pour entreprendre des projets pour le ministère des Affaires étrangères et MINDEVCO.

N. Les fondations politiques de la République fédérale d'Allemagne (RFA)

65. Chacun des quatre principaux partis politique de la RFA a une fondation (Stiftung) chargée de réaliser des projets et de faire de la recherche dans les domaines de l'amélioration des structures sociales et de l'éducation socio-politique en RFA et à l'étranger. Ces fondations sont la Fondation Friedrich Ebert (FES) du SPD (parti social démocrate), la Fondation Konrad Adenauer (KAS) du CDU (parti démocrate chrétien), la Fondation Friedrich Naumann (FNS) du FDP (parti libéral) et la Fondation Hanns Seidel (HSS) du CSU (parti démocrate chrétien de la Bavière).

66. Les fondations travaillent principalement dans les domaines suivants: promotion du mouvement syndical, promotion du développement économique, appui aux organisations populaires, promotion des médias et appui aux institutions de recherche. Les fondations sont financées grâce à des octrois du Parlement qui sont, en gros, proportionnels à la représentation des partis à la chambre basse du Parlement fédéral. De plus le ministère fédéral de la Coopération économique (BMZ) prend en charge jusqu'à soixante quinze pour cent des coûts des projets des fondations dans les pays en voie de développement. Cette dernière contribution s'est élevée à 200 millions de dollars en 1986. Dans la description du programme que l'on trouve dans le budget fédéral pour l'année 1987, on explique en quoi consiste la promotion de l'éducation socio-politique dans les pays en voie de développement, qui est l'un des objets du programme. Il s'agit, dit-on, de donner un appui aux groupes et institutions socio-politiques qui travaillent à orienter leurs systèmes sociaux et politiques dans le sens des principes de la démocratie et de la justice sociale. L'évaluation de la dimension politique du programme reste entre les mains du ministère des Affaires étrangères; mais ce sont les fondations qui ont la responsabilité de choisir, de définir et de mettre en oeuvre les projets en collaboration étroite avec leurs partenaires des pays en voie de développement. Les quatre fondations portent un intérêt particulier au développement démocratique et à la participation à la vie politique. Elles ont un réseau important de représentants dans les pays en voie de développement.

O. L'Australie

67. En 1984 le gouvernement australien a établi un fond pour les droits humains administré par son ministère des Affaires

extérieures. Une somme annuelle de 40.000 dollars australiens a été octroyée pour des projets dans les pays en voie de développement. De plus, les chefs de missions diplomatiques sont autorisés par le programme d'aide au développement d'approuver de modestes sommes pour des projets dans les domaines des droits humains et de l'aide humanitaire.

Partie IV: ce qui est à faire

68. Les entretiens que nous avons eus avec nos interlocuteurs canadiens et étrangers nous ont convaincus qu'en dépit du large éventail des activités entreprises dans ce domaine par les organisations canadiennes et décrites ci-dessus dans la Partie II, on n'a pas exploité toutes les possibilités d'action. Nous attribuons ceci en partie à la nature délicate des questions dont il s'agit, à l'absence d'un catalyseur et à la rareté des ressources qui sont affectées au développement des institutions, des programmes et des pratiques qui sont des éléments de la structure permettant la jouissance de tous les droits. Pour plusieurs des domaines mentionnés dans la Partie II et la Partie III ci-dessus, il y a des lacunes dans le financement nécessaire à l'expansion, y compris spécialement pour des projets qui intéressent les groupes défavorisés comme les femmes, les populations autochtones et les handicapés. Il manque aussi une entité vers laquelle pourraient se tourner les actions canadiennes et qui pourrait faire en sorte que se développe un réseau d'expérience et de connaissances et que soient exploitées toutes les possibilités pour le Canada de partager son expérience. Une telle entité pourrait aussi mettre au point un réseau de contacts et faciliter l'échange d'information et le partage des expériences et de la recherche entre organisations, institutions et centres canadiens, internationaux, multilatéraux, dans les pays développés comme dans les pays en voie de développement.

69. Dans la définition d'un éventuel programme de travail il faut tenir compte de deux pôles: d'une part, la fonction qui consiste à identifier les violations des droits de la personne - fonction qui n'entre pas dans notre propos - d'autre part, celle qui consiste à promouvoir le développement socio-économique - fonction qui est aussi exclue de nos considérations puisqu'elle se situe au coeur même du mandat de l'ACDI. A la lumière de ce qui précède et en nous inspirant des initiatives mentionnées dans les parties II et III ci-dessus et des suggestions de nos interlocuteurs, il est possible d'esquisser en termes généraux et de catégoriser les activités qu'on pourrait envisager d'entreprendre afin de développer les institutions, programmes et pratiques qui permettent la jouissance des droits.

70. En tenant compte de toutes ces limites, on peut envisager plusieurs formes d'activités. Par exemple:

- services d'experts, sur le terrain et au Canada;
- organisation et réalisation de programmes de formation et d'échange sur le terrain et ailleurs;
- fourniture de matériel et d'équipement;
- fourniture de documentation, de matériel et de systèmes d'information, de systèmes de collecte et de traitement de données;
- études, recherches, séminaires, ateliers sur le terrain et ailleurs;
- programmes de sensibilisation, d'information et d'éducation du public au Canada, sur le terrain et ailleurs;
- financement pur et simple des activités mentionnées ci-dessus.

71. Les organismes qui, sur le terrain, pourraient bénéficier de ces activités peuvent se répartir en deux catégories: ceux qui font partie de la structure des pouvoirs publics et les autres.

72. La première catégorie inclut les organismes de l'administration publique qui s'occupent, par exemple, des secteurs suivants:

- le système électoral et l'organisation des élections;
- le système juridique, la fonction des juges, le développement des professions juridiques, l'aide juridique;
- le système législatif, la rédaction des lois et des textes constitutionnels, le système parlementaire, ses procédures et ses outils d'information, les ministères de la justice, leur organisation et leur documentation;
- l'application des lois et le système correctionnel;
- la mise sur pied d'organismes statutaires pour la protection des droits humains;
- la mise en oeuvre des conventions internationales y compris la rédaction des lois pertinentes et leur application et la préparation de rapports à l'intention des instances internationales.

Il s'agirait, en l'occurrence, de collaborer à la mise en place et à l'amélioration de l'infrastructure institutionnelle, des mécanismes et des instruments qui permettent aux pouvoirs publics de sauvegarder et de promouvoir l'ensemble des droits des citoyens.

73. La seconde catégorie inclut les groupes qui travaillent à assurer à leurs collectivités et aux individus une participation aux décisions qui les affectent au niveau local d'abord, et régional et national ensuite. Par exemple:

- les coopératives, syndicats, associations professionnelles, paysannes et ouvrières;
- les conseils de villages;
- les regroupements de consommateurs et groupes communautaires;
- les groupes de promotion et de sauvegarde des droits de la personne et les groupes défavorisés (femmes, autochtones, minorités, handicapés, etc.).

Il s'agirait ici de renforcer ces groupes, leur organisation et leur gestion, d'améliorer la qualité de leurs consultations et de leurs prises de décisions et de renforcer leur capacité de formuler et de disséminer leurs positions et leurs décisions.

74. Dans la première de ces deux catégories les activités envisagées supposent une collaboration étroite avec les institutions gouvernementales. Elles correspondent à une demande du gouvernement en place. Par conséquent, elles peuvent être entreprises directement par un organisme officiel comme l'ACDI ou le ministère des Affaires extérieures ou toute autre organisation canadienne sans risque de complications politiques. Elles impliquent, aux yeux de tout observateur, une certaine mesure d'appui ou tout au moins de tolérance de la part du gouvernement canadien pour le régime politique de son partenaire.

75. Pour la seconde catégorie, les activités envisagées se situent dans une zone moins limpide. Elles sont moins susceptibles de faire l'objet d'une demande de la part des gouvernements ou, dans certains cas, de se gagner leur appui. A l'occasion, elles pourraient même être perçues comme une contestation de l'autorité établie. Il est évident que de répondre à de telles demandes qui lui viendraient directement des collectivités en question ou par une organisation interposée pourrait présenter à une agence gouvernementale des difficultés considérables. Par ailleurs, tout

agent d'exécution dans ce secteur est incapable de fonctionner à moins d'être fermement enraciné dans le milieu desservi et d'avoir une connaissance intime de sa culture et de ses traditions .

Partie V: une nouvelle institution

76. Il découle de ce que nous avons entendu au cours de nos consultations autant que des conclusions du Comité mixte spécial et de la réponse du gouvernement, que dans le secteur des droits de la personne et du renforcement des institutions, le Canada devrait offrir à ses partenaires du monde en développement, plus et mieux qu'il ne le fait présentement. La conjoncture favorable nous y invite ainsi que la volonté des Canadiens de rendre plus explicites et plus opérants nos engagements internationaux. Il faut donc reconnaître l'expérience acquise par l'ACDI et par de multiples autres organismes, donner une extension à leurs programmes de formation et d'assistance technique et s'assurer qu'ensemble ils répondent bien à tous les besoins qui surgissent sur le terrain. La nouvelle disponibilité canadienne préconisée par le Comité mixte spécial et consacrée dans la réponse du gouvernement ne sera pas sans susciter de la part de nos partenaires du monde en développement des demandes nouvelles, plus nombreuses et sans doute plus complexes. C'est là que s'exprime, à notre avis, le besoin d'une nouvelle institution.

77. Certains de nos interlocuteurs nous ont signalé le risque que courrait une nouvelle institution d'être perçue comme une manifestation de paternalisme. Notre démarche et l'idée même d'offrir une aide canadienne dans ce secteur découlaient déjà, à leur avis, du paternalisme invétéré de notre société, ce qui était d'autant plus évident que cette aide s'adresserait aux pays en voie de développement seulement. Il est vrai que toute entreprise dans ce domaine risque d'être interprétée comme une présomption que nos institutions, nos pratiques, nos formules de participation des citoyens, notre régime politique, sont pour tout le monde meilleurs que tout autre et qu'ils sont des modèles que tout le monde devrait naturellement souhaiter, imiter ou copier. Pourtant, le Comité mixte spécial a été catégorique sur cette question: "Le Canada, lit-on à la page 113 de son rapport, n'exporte pas ses propres institutions et il doit s'abstenir de le faire". Si, pourtant, un gouvernement ou un organisme non gouvernemental dans un pays ami entreprend de faire ses propres réformes, de renforcer ses propres institutions et d'améliorer à sa façon les sauvegardes des droits de la personne conformément à ses engagements internationaux et si pour le faire il a besoin de ressources humaines ou financières, il nous paraît tout naturel et approprié pour le Canada, un partenaire du développement international en qui l'on a confiance et qui ne se

donne pas de mission idéologique, de répondre à ces besoins. Il devrait pouvoir offrir l'aide financière dont il peut disposer et partager l'expertise technique qu'il a acquise au cours des années en mettant sur pied ses propres pratiques et ses propres institutions et qu'il continue d'acquérir tous les jours en les rodant. En ce faisant, les Canadiens y gagneraient: ils arriveraient à mieux comprendre le fort et le faible de leurs propres institutions et à mieux saisir combien il peut être complexe de créer des institutions dans un milieu culturel qui leur est étranger.

78. Plusieurs de nos interlocuteurs, notamment ceux qui travaillent à la coopération internationale dans les pays en voie de développement et ceux qui s'occupent de la protection et de l'avancement des droits humains au plan international, nous ont mis en garde contre l'utilisation du mot "démocratie" et de ses dérivés dans la formulation du mandat d'une éventuelle institution et dans son nom. Cette terminologie, nous ont-ils rappelé, s'est acquise une charge idéologique, politique et culturelle qui se différencie profondément d'une région à l'autre du globe et elle risquerait, venant d'un pays industrialisé de l'Ouest, d'être interprétée comme une volonté d'imposer à notre coopération dans ce domaine notre propre concept de la démocratie. D'autres se sont inquiétés de la possibilité qu'on nous soupçonne de véhiculer la pensée de l'administration américaine. Il nous paraît indispensable d'éviter toutes ces équivoques susceptibles de tenir à l'écart des collectivités qui pourraient bénéficier d'une aide canadienne.

79. Pour notre part la notion de démocratie que nous avons retenue comme devant définir et inspirer toute aide canadienne dans ce domaine est tout simplement la participation des citoyens aux prises de décision qui affectent leur existence. Nous avons aussi retenu l'hypothèse connexe qui veut qu'à longue échéance une administration qui repose sur la participation des administrés est l'une des meilleures garanties que ceux qui gouvernent veilleront à respecter les droits de ceux qui sont gouvernés. Les institutions démocratiques permettent aux citoyens d'affirmer leurs volontés soit par le truchement d'un processus comme une élection, soit par l'entremise d'institutions qui les représentent et les protègent. La magistrature et les services juridiques, par exemple, ne sont pas que des mécanismes de sauvegarde des droits de la personne. Ce sont aussi des institutions indispensables à toute société démocratique. Les tribunaux protègent les citoyens et leurs droits; mais ils constituent aussi un mécanisme qui force l'administration à répondre de sa conduite devant la loi. De leur côté, les services juridiques, lorsqu'ils sont bien constitués, donnent aux plus faibles et aux plus pauvres la faculté de prendre part à l'administration de la justice.

80. L'objectif ultime est donc d'aider la population à se donner la faculté d'intervenir par elle-même et pour elle-même dans la prise des décisions aux plans local, régional et national et d'aider les pouvoirs publics à mettre sur pied des institutions qui sauvegarderont les droits et libertés des citoyens.

81. Il ne fait pas de doute, comme nous l'ont répété plusieurs de ceux que nous avons consultés, que la plus grande vigilance s'impose dans la mise en oeuvre d'un programme de coopération internationale en matière des droits de la personne et du développement des institutions démocratiques. L'histoire nous enseigne qu'on peut dénaturer de tels programmes et les faire servir à des manipulations douteuses. Par accident ou autrement une initiative peut se glisser dans le mécanisme politique du pays hôte et devenir, dans l'esprit des gens ou dans la réalité, un élément de déstabilisation, une prise de position idéologique ou même une initiative partisane. Toute institution canadienne de coopération dans ce domaine doit donc veiller avec la plus grande rigueur à rester strictement à l'écart des débats idéologiques et de la politique des partis dans le pays hôte, son seul point de référence étant la notion des droits humains dans son acception internationale. La limpidité la plus absolue est donc indispensable. Tout doit être transparent: les politiques, le programme d'action, les projets particuliers, les sources de financement, le recrutement et la gestion du personnel, la gestion financière, les rapports avec d'autres organismes canadiens et étrangers. L'organisation du programme, le style de son administration, le processus de prise de décision et la nature de son imputabilité doivent être conçus de manière à ce que cette transparence soit évidente à tous et inviolable.

82. Nous avons été attirés, au début de notre mission, par un modèle qui s'offrait à nous, le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), dont nous savions qu'il était un organisme de coopération internationale fort respecté qui avait fait ses preuves. Le Comité mixte spécial sur les relations extérieures du Canada l'avait d'ailleurs évoqué, en passant, à la recommandation No 87 de son rapport. Nous en avons tiré une hypothèse de travail fort simple: créer de toute pièce un institut entièrement nouveau, libre d'attaches à des organismes existants et responsable de conduire l'ensemble de la contribution de l'aide publique canadienne à la promotion des droits humains et au renforcement des institutions démocratiques.

83. Cette approche s'est modifiée au fil de nos consultations et de nos réflexions. Nous avons été sensibles aux mises en garde qui nous ont été faites quant à ce qu'il en coûte pour mettre sur pied une nouvelle institution et quant à la rareté des ressources

humaines et financières, au Canada, dans ce secteur. Nous nous sommes inquiétés de voir surgir une institution dont les frais de fonctionnement, nécessairement considérables, auraient été disproportionnés par rapport aux ressources, forcément limitées, consacrées à ses programmes. Nous avons appris ce qui se faisait déjà et on nous a parlé des organismes qui travaillaient dans le domaine et qui pouvaient et souhaitaient faire davantage et qui sur le terrain avaient fait leurs preuves et établi leur crédibilité: les organisations non gouvernementales, le CRDI, l'ACDI. Dès lors, une conclusion s'imposait: il fallait construire avec ce que nous avions déjà et construire prudemment. Non pas créer une nouvelle filière qui drainerait des ressources rares, mais bien mobiliser et renforcer ce qui existait et ouvrir l'accès à de nouveaux participants. En partant ainsi des institutions gouvernementales et non gouvernementales existantes, il ne restait plus qu'à inventer la plus légère des structures capable de mettre en place un réseau d'institutions, d'entretenir sa vitalité, de lui offrir un complément de ressources et de donner à l'ensemble une image de marque visiblement canadienne tout en laissant aux participants la plus grande liberté d'action possible.

84. Ce que nous proposons est donc de créer une entité de coopération internationale, qui s'appellerait un centre et qui serait constituée d'un comité de direction desservi par un secrétariat. Il disposerait de ressources financières votées par le Parlement, qu'il pourrait augmenter au moyen de contributions du secteur privé. Dans toute la mesure du possible ce centre confierait l'action sur le terrain, au Canada et ailleurs, à d'autres institutions et organismes en place. Il aurait des liens formels avec le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa et avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI).

85. A partir de la bibliothèque du Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa, qui se trouve déjà reliée au International Human Rights Communications Network (HURIDOCS), le nouveau centre créerait un réseau d'information et de documentation constamment mis à jour et, par tout autre moyen, un dialogue continu entre les intéressés au Canada et à l'étranger. Il pourrait envisager une large gamme d'initiatives, que nous avons illustrée à la Partie IV de ce rapport, sous réserve qu'il reviendrait d'abord à l'ACDI de se charger jusqu'à la limite du possible des demandes émanant des instances gouvernementales ou formellement endossées par celles-ci. Il considérerait comme légitime et recevable toute proposition d'initiative qui serait conforme à son mandat et dont il aurait la conviction qu'elle est tolérable aux yeux du gouvernement local.

86. Le Centre s'attacherait aussi à promouvoir et à renforcer les initiatives Sud-Sud et il établirait des rapports actifs avec de semblables organismes dans les pays industrialisés et avec le réseau des organisations internationales actives dans ce domaine.

87. Dans toutes ses activités, enfin, le centre s'efforcerait d'exploiter les avantages réciproques de cette coopération internationale en mettant en valeur ce que les participants canadiens peuvent en acquérir de connaissance et de compréhension du développement des institutions et des droits humains non seulement à l'étranger mais aussi chez eux.

88. La création de cette entité devrait être accompagnée d'une déclaration formelle du gouvernement à l'effet que la promotion de la participation des citoyens aux décisions qui les concernent, le renforcement des institutions qui encouragent cette participation et la promotion des droits de la personne sont des secteurs auxquels le Canada affectera désormais une tranche plus importante de son aide publique au développement. A notre avis, ceci constituerait un nouveau départ pratique et valable.

Partie VI: ce que nous proposons

89. Nous proposons que soit créée par la voie législative, une société de la Couronne (type "C") devant être connue sous le nom de "Centre international pour le développement des droits humains et des institutions/International Centre for Human Rights and Institutional Development", et constituée d'un Conseil de direction et d'un secrétariat. Son siège serait dans la région de la Capitale nationale.

90. Nous proposons aussi que soient associés au Centre l'Agence Canadienne de développement international et le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa.

A. Mandat du Centre

91. Le Centre international pour le développement des droits humains et des institutions (CIDDHI) aura pour mandat de promouvoir la coopération entre le Canada et les pays en voie de développement pour la promotion, le développement et le renforcement d'institutions, de programmes et de pratiques qui mettent en oeuvre les droits et libertés consacrés dans la Charte internationale des droits de l'homme. A cette fin il:

- mobilisera la participation des Canadiens à une coopération active dans les deux sens,

- encouragera le dialogue, l'échange d'information et la collaboration entre Canadiens et entre organismes et institutions du Canada et ceux des organisations internationales, des pays en voie de développement et des pays développés,
- offrira toute assistance technique et financière appropriée aux gouvernements des pays en voie de développement, à leurs institutions non gouvernementales et à leurs citoyens, soit directement, soit par l'entremise d'organisations canadiennes appropriées,
- encouragera la recherche et l'éducation,
- informera le public de toute question relative à cette coopération et diffusera toute information et documentation pertinente,
- verra à promouvoir au Canada une meilleure connaissance et une plus grande compréhension des facteurs socio-culturels qui entrent en ligne de compte dans la mise sur pied d'infrastructures pour la sauvegarde des droits et libertés.

Les opérations du CIDDHI devront être compatibles avec les orientations générales de la politique étrangère du Canada.

B. Organisation du Centre

a) Le Conseil de direction

92. Le Conseil de direction sera responsable de la bonne marche du CIDDHI et de tous les crédits consentis au CIDDHI. Il allouera ces crédits aux activités qui relèvent de son mandat, selon les priorités qu'il aura fixées. Il rendra compte de ses activités au Parlement par l'entremise du Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures. Ses rapports formels pourraient être soumis à l'examen du Comité permanent des droits de la personne et du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur.

93. Le Conseil de direction aura aussi la responsabilité de prendre une vue d'ensemble de ce que font les organismes canadiens, y compris l'ACDI, en matière de coopération internationale au développement des droits humains et des institutions, d'en faire l'évaluation et, usant de son autorité morale, de promouvoir les orientations générales qu'il jugera opportunes. Il servira de pont entre les institutions et organisations actives dans ce domaine.

choisis à la lumière des recommandations que pourront faire les organisations et personnes intéressées. Il serait utile, à cet égard, d'inviter ces dernières à suggérer des candidats.

101. Pour ce qui est de la mise sur pied du premier Conseil de direction, nous suggérons que le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures charge un comité de sélection de quelques personnes, dont au moins deux seraient externes à l'administration fédérale, de lui proposer les noms des dix membres du premier Conseil qui ne siègeront pas ex officio et de son premier président ou de sa première présidente à la lumière des recommandations que pourront faire les organisations et personnes intéressées, notamment celles qui ont participé aux consultations que nous venons de terminer. Trois de ces dix membres seront nommés pour deux ans, quatre autres, dont le Président ou la Présidente du Conseil, seront nommés pour trois ans et les trois autres pour quatre ans.

b) Le secrétariat

102. Un secrétariat de professionnels sera créé pour desservir le Conseil de direction et administrer le CIDDHI. Il sera dirigé par une personne de nationalité canadienne qui portera le titre et aura les fonctions de Président-directeur ou Présidente-directrice du Centre international pour le développement des droits humains et des institutions. Le Président-directeur ou la Présidente-directrice seront responsables de la surveillance et de la direction des travaux du CIDDHI et de son personnel et engageront les agents, employés et toute autre personne requise pour la bonne marche du CIDDHI. Cette personne sera choisie par le Conseil de direction par voie de concours ouvert au public et employée par lui à temps complet. Ordinairement son mandat devrait avoir une durée d'environ cinq ans.

103. Le secrétariat devra avoir des dimensions modestes. Pour mieux illustrer notre pensée, signalons que la Fondation canadienne Donner, qui a administré des octrois de l'ordre de trois millions de dollars l'année dernière et qui jouit d'une réputation prestigieuse au pays fonctionne fort bien avec seulement quatre professionnels appuyés par une structure de soutien de quelques personnes. Il se peut que certaines fonctions spéciales du CIDDHI et qu'un style d'opération différent puissent exiger quelques personnes de plus; mais on devrait viser à mettre sur pied la structure la plus simple et la plus légère possible.

104. Il serait avantageux, enfin, que le personnel du secrétariat, exception faite du Président-directeur ou de la Présidente-directrice, soit à tout moment composé en partie de personnes qui seraient détachées pour une durée de deux ou trois

ans par des organisations gouvernementales et non gouvernementales du Canada et des pays en voie de développement.

C. Le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa

105. Le Centre de l'Université d'Ottawa sera associé au CIDDHI par la participation ex officio de son Directeur au Conseil de direction et par sa participation directe aux travaux du CIDDHI. Il sera le premier artisan du réseau canadien et international d'échange et de diffusion de l'information et de la documentation prévu dans le mandat du CIDDHI. Il mettra à la disposition du CIDDHI sa bibliothèque et son centre de documentation. Le CIDDHI octroiera au Centre de l'Université d'Ottawa les ressources nécessaires à l'accomplissement de ces fonctions, y compris des crédits pour l'agrandissement et l'amélioration de sa bibliothèque et de son réseau international de documentation.

106. Le directeur du Centre de l'Université d'Ottawa sera membre ex officio du Conseil de direction du CIDDHI.

D. L'Agence canadienne de développement international (ACDI)

107. L'ACDI sera associée au CIDDHI par la participation ex officio de sa Présidente au Conseil de direction et par la création, au niveau des opérations, d'un mécanisme de consultation (voir les paragraphes 113 et 114).

108. A cause de l'importance de ses moyens et de la crédibilité qu'elle s'est acquise dans le monde en développement, l'ACDI devra devenir l'un des principaux intervenants canadiens dans le domaine se chargeant ainsi d'une bonne part de la réponse qu'il faut apporter à la nouvelle détermination du gouvernement de rendre le Canada plus visiblement présent et plus explicitement disponible dans le secteur du développement des droits humains et des institutions. Naturellement, l'ACDI travaille dans le cadre d'orientations générales et de priorités de programme qui sont établies par les ministres. Par conséquent nous recommandons, afin d'en arriver aux résultats que nous escomptons, que soient données à l'ACDI de nouvelles directives ministérielles qui embrassent une définition élargie du développement de manière à ce qu'elle puisse entreprendre dans le cadre de ses programmes bilatéraux, multilatéraux et spéciaux des initiatives en matière de droits civils et politiques et de non discrimination dans la jouissance de tous les droits humains.

109. Cette définition élargie et sa mise en oeuvre iraient dans le sens de la Déclaration sur le droit au développement (Résolution 41/128) adoptée en 1986 par l'Assemblée générale des

Nations Unies avec l'appui de cent quarante-six pays, dont le Canada. Le premier paragraphe de l'Article premier se lit ainsi:

Le droit au développement est un droit inaliénable de l'homme en vertu duquel toute personne humaine et tous les peuples ont le droit de participer et de contribuer à un développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits de l'homme et toutes les libertés fondamentales puissent être pleinement réalisés, et de bénéficier de ce développement.

110. Nous recommandons, de plus, que des directives ministérielles soient données à l'ACDI à l'effet que:

- elle augmente sensiblement les crédits qu'elle affecte au développement des droits humains et des institutions dans tous ses programmes. Nous avons été incapables de déterminer avec la moindre certitude le montant des crédits consacrés actuellement par l'ACDI à de telles activités. Nous proposons donc que l'ACDI fasse cette détermination et projette ensuite d'augmenter graduellement de dix millions de dollars ces crédits au cours des trois prochaines années;
- elle crée une unité spéciale qui, en matière de développement des droits humains et des institutions, agirait comme catalyseur, stimulant et coordonnateur au sein de l'ACDI et comme centre d'information et point de contact à l'extérieur et à l'intérieur de l'Agence. Cette unité se rapporterait directement à la Présidente de l'Agence;
- elle dote sa direction générale des services professionnels d'une unité d'experts en des matières telles que le système juridique, législatif et électoral, les commissions des droits humains, les droits des groupes défavorisés, l'application des lois et la mise en oeuvre des conventions internationales relatives aux droits humains. Ces experts desserviraient l'ensemble de l'Agence et, pour ce faire, entretiendraient des rapports étroits avec le secrétariat du CIDDHI, le CRDI, les services pertinents des administrations provinciales et territoriales, le secrétariat de l'Association des Parlementaires, les universités et tout autre organisme actif dans ces domaines;
- elle appuie concrètement et énergiquement les programmes pertinents des agences multilatérales comme, par exemple, le Voluntary Fund du Advisory Services Program in the Field of Human Rights du Centre des Nations Unies pour les droits de l'homme et les programmes du Commonwealth, de l'Organisation

des Etats américains et de l'Organisation de l'unité africaine;

- elle inclue, dans son rapport annuel, une description de ses activités dans le secteur du développement des droits humains et des institutions et un rapport des décaissements dans le même secteur pour chacun de ses programmes, y compris le programme multilatéral;

111. La Présidente de l'ACDI sera membre ex officio du Conseil de direction du CIDDHI.

E. Examen des programmes et des projets

112. Le CIDDHI pourra recevoir directement ou par l'entremise de nos missions diplomatiques, du CRDI, d'organisations non gouvernementales canadiennes ou internationales, de l'ACDI ou de tout autre organisme de l'administration fédérale, provinciale ou territoriale, des demandes d'aide ou des projets de coopération en provenance d'organismes non gouvernementaux ou gouvernementaux des pays en voie de développement. Il revient à chaque organisation de décider si elle veut ou non présenter une demande de financement au CIDDHI ou travailler en collaboration avec lui. Des projets qu'il a reçus, le CIDDHI ventilerera ceux qu'il souhaite appuyer et financer sur les institutions et organisations compétentes et intéressées. Il pourra aussi recevoir des demandes d'appui émanant d'organisations et d'institutions non gouvernementales canadiennes.

113. Le CIDDHI fera l'évaluation des projets à la lumière de son mandat et des ressources dont il dispose et en consultation avec l'ACDI, le ministère des Affaires extérieures et le CRDI selon les besoins. Il décidera de comment il disposera de ces projets. Il pourra proposer à l'ACDI et au CRDI ceux des projets qu'il considère comme étant plutôt de leur ressort. Il reviendra alors à ces deux organismes de décider de ce qu'ils en feront.

114. Afin d'assurer un dialogue constant entre le CRDI, l'ACDI et le CIDDHI sur toutes les questions de coopération internationale en matière de développement de droits humains et des institutions, nous recommandons que soit mis sur pied, sous les auspices du CIDDHI, un comité de consultation réunissant ces trois organismes au niveau fonctionnel.

F. Financement

115. La réalisation de projets dans ce domaine exige des ressources financières relativement modestes par rapport aux ressources humaines requises. D'autre part, dans notre conception de l'ensemble du programme, c'est l'ACDI qui financerait les éléments

les plus onéreux. Nous croyons, par conséquent, que pour sa première année d'opération des crédits de l'ordre d'un million de dollars devraient suffir au CIDDHI pour la mise en oeuvre de son programme y compris les crédits qu'il consentirait au Centre de l'Université d'Ottawa. Cette somme devrait ensuite passer graduellement à quatre millions de dollars pour la cinquième année.

116. Des crédits additionnels devront être consentis pour la mise sur pied et le bon fonctionnement du Conseil de direction et de son secrétariat. Ce montant, qui est à déterminer, devra tenir compte du besoin que nous ont signalé les fondations et agences qui travaillent déjà dans ce secteur d'établir sur le terrain des contacts directs.

117. La nature délicate des questions dont s'occupera le CIDDHI exige la plus grande mesure possible de stabilité et d'indépendance. Tous nos interlocuteurs nous l'ont signalé. Il faut, à notre avis, que le CIDDHI puisse compter sur un niveau de ressources connu pour une durée de plusieurs années. Nous proposons donc que les crédits mentionnés aux deux paragraphes précédents soient consentis au CIDDHI par le Parlement, assortis de la plus solide garantie possible, toujours pour une durée de cinq ans.

118. Afin de lui permettre de diversifier ses sources de financement, le CIDDHI sera habilité à recevoir des contributions en conformité avec les directives qui auront été établies par le Conseil de direction. De plus, les organismes fédéraux, provinciaux, territoriaux et municipaux de même que les parlements qui participent à des projets du CIDDHI devraient être invités à contribuer à l'appui de ces projets soit sous la forme d'une participation financière soit en fournissant des services techniques ou de formation. Nos entretiens avec des organismes susceptibles de devenir des partenaires nous portent à croire qu'ils seraient disposés à faire une telle contribution et capables de le faire.

G. Evaluation du Centre

119. La nature du CIDDHI, son financement, sa structure, son fonctionnement et ses rapports avec l'ACDI, le CRDI et toute autre agence gouvernementale devraient faire l'objet, après les quatre premières années de fonctionnement, d'un examen approfondi et d'une évaluation soigneuse. Nous proposons que cette responsabilité revienne au ministre désigné qui, à notre avis, devrait à cette occasion solliciter les avis, les observations et les recommandations d'un comité parlementaire approprié.

Conclusion

120. Le développement des droits humains et des institutions est un domaine qui ouvre à la coopération internationale un très large éventail de possibilités. Plusieurs organismes de toutes origines, bilatéraux et multilatéraux, ont choisi d'y travailler dans les secteurs précis qui les intéressent. Nous ne croyons pas qu'il soit ni possible ni utile d'identifier, à ce moment-ci, un secteur spécial qui pourrait constituer un créneau proprement canadien; nous croyons plutôt que le Canada et la nouvelle institution que nous proposons devraient rester ouverts à tout, quitte à ce que nos compétences particulières nous orientent, avec le temps, dans un sens plutôt que dans l'autre.

121. Ceci ne veut pas dire que de nouvelles initiatives canadiennes et une nouvelle institution seraient superflues. Au contraire. Plusieurs de nos interlocuteurs à New York et Washington, dans nos missions diplomatiques et au Canada nous ont dit leur conviction que ces initiatives et cette institution seraient utiles. Certains d'entre eux croient qu'elles sont nécessaires du simple fait qu'elles seraient canadiennes. C'est une entreprise complexe et hasardeuse, nous ont-ils dit, mais le Canada jouit d'un préjugé favorable: la réputation de son programme de développement international est faite et personne ne peut sérieusement le soupçonner de desseins obscurs. C'est aussi notre conviction. Deux constatations que nous avons faites au cours de nos consultations au Canada ont d'ailleurs renforcé cette conviction: premièrement, la volonté de renforcer la contribution internationale du Canada à l'avancement des droits humains est commune aux représentants de tous les secteurs de la population que nous avons entendus; deuxièmement, toute velléité d'imposer à nos partenaires internationaux une conception de la démocratie, un régime politique ou un système de valeurs a été rejetée par nos interlocuteurs. Nous avons été édifiés par la conception pluraliste du monde vigoureusement défendue par les Canadiens, et par l'absence chez eux de prosélytisme culturel et politique. Il n'importait aux yeux de nos interlocuteurs qu'une chose: que les individus et collectivités, où qu'ils se trouvent, jouissent de tous leurs droits fondamentaux. Il leur importait peu que s'accomplisse ceci par des institutions semblables aux nôtres ou différentes, ou que le pays en question fût d'une tradition politique et culturelle apparentée à la nôtre ou totalement étrangère. C'est avec assurance, par conséquent, que nous préconisons la création d'une institution qui reposerait avant tout sur la volonté d'agir des organisations canadiennes et sur la philosophie exprimée par ceux de leurs représentants que nous avons rencontrés.

122. Nous avons souhaité associer à cette institution des organismes publics puissants comme l'ACDI et le CRDI. C'est pourquoi nous avons proposé que soient établis entre eux et le CIDDHI des liens explicites, les uns structurels et les autres fonctionnels, qui sans compromettre l'intégrité de leur mandat ou de leur rôle rehausseraient la cohérence de la contribution canadienne totale.

123. En raison de l'expérience qu'elles possèdent déjà et de la réputation qu'elles se sont acquises, il y a d'autres institutions canadiennes avec qui il serait naturel que le CIDDHI établisse dès sa naissance des relations privilégiées. Le premier, que nous avons déjà signalé, est le Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa. Nous avons proposé qu'il soit associé de très près au CIDDHI et qu'il soit chargé de mettre en oeuvre certaines fonctions précises prévues dans le mandat du CIDDHI. Dès le début de ses travaux le Conseil de direction du CIDDHI devrait, à notre avis, demander au Centre de l'Université d'Ottawa de formuler un programme d'action dans ce domaine.

124. De son côté, et encore avec des ressources modestes, la Fondation canadienne des droits humains a acquis dans le domaine de l'éducation une solide expérience et s'est développé un impressionnant réseau de collaborateurs et de contacts au Canada et à l'étranger. Le CIDDHI devrait s'en faire un partenaire de première heure.

125. La réputation du CRDI n'est plus à faire. Il a une longue expérience directe des institutions des pays en voie de développement et il a touché ici et là aux questions qui intéresseront le CIDDHI. Il possède, dans le monde en développement, un réseau de bureaux régionaux bien établis et enracinés dans le milieu. Nous avons découvert chez ses responsables un vif intérêt dans nos travaux. Nous croyons que le CIDDHI devrait explorer avec le CRDI toute possibilité de collaboration. Nous avons recommandé que ce dernier fasse partie d'un comité de consultation qui comprendrait aussi l'ACDI et le CIDDHI afin d'assurer la plus grande mesure de collaboration entre ces trois organismes.

126. La réussite du CIDDHI sera à la mesure de la qualité et de l'habileté de ceux qui constitueront son Conseil de direction et son secrétariat. Les candidats existent, notre tournée de consultation nous en a convaincus.

127. Elle sera aussi à la mesure de la volonté de collaboration des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux

intéressés aux droits humains et au développement international.
Nous croyons que cette volonté existe.

128. Elle sera enfin à la mesure de la volonté et de la capacité d'innover des hommes politiques qui auront à attribuer des ressources au CIDDHI et à démontrer leur confiance dans le jugement et le leadership de son Conseil de direction. Le rapport du Comité mixte spécial et la réponse qu'y a apportée le gouvernement, et le tout récent rapport du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur, nous donnent toutes les raisons de croire que cette volonté et cette capacité d'innover existent.

ANNEXE A

Mandat des rapporteurs spéciaux

Conformément à ce que proposait le Comité mixte spécial sur les relations extérieures du Canada, le gouvernement du Canada a accepté les recommandations voulant que soit créée une institution dont l'objet serait le développement, le renforcement et la promotion des institutions démocratiques et des droits humains dans les pays en voie de développement.

Les rapporteurs spéciaux présenteront leurs idées et leurs recommandations au Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures par l'entremise de la Ministre des Relations extérieures.

Le mandat des rapporteurs spéciaux sera ce qui suit:

1. Ils soumettront, d'ici le 30 juin 1987, un rapport final au Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures par l'entremise de la Ministre des Relations extérieures. Ce rapport fera des recommandations quant à la méthode d'approche pour la création d'une institution qui aurait pour objet de développer, renforcer et promouvoir les pratiques et institutions démocratiques et les droits humains dans les pays en voie de développement, quant à la relation qui pourrait être établie entre elle et le gouvernement du Canada et toute autre institution gouvernementale et quant à son mandat, ses objectifs, ses politiques, ses secteurs d'activité, son organisation, son financement, son siège, etc.
2. Afin de remplir ce mandat, les rapporteurs spéciaux:
 - 2.1 examineront les politiques, programmes, projets et activités que poursuit actuellement le gouvernement du Canada en vue de développer, renforcer et promouvoir les institutions, principes et pratiques démocratiques et le respect et l'avancement des droits humains dans les pays en voie de développement par l'entremise de l'ACDI, du CRDI, du ministère des Affaires extérieures, d'autres ministères, agences et sociétés de la Couronne, etc.;
 - 2.2 ils entreprendront des consultations chez:
 - a) les parlementaires;
 - b) les organisations non gouvernementales canadiennes, les centres universitaires et les personnes qui s'occupent de coopération internationale pour le développement, de

développement démocratique et de questions relatives aux droits humains;

- c) les organisations des partis politiques, les présidents des élections et personnes semblables;
 - d) les agences canadiennes statutaires qui s'occupent des droits humains, les organismes de réforme du droit et les autorités provinciales appropriées;
 - e) les organisations nationales canadiennes de commerce telles que l'Association des exportateurs canadiens, la Chambre de commerce du Canada, le Conseil canadien des chefs d'entreprises et l'Association des ingénieurs-conseils du Canada;
 - f) les représentants des médias.
3. Ils consulteront les organisations internationales et les fondations telles que l'Organisation des Nations Unies, le Secrétariat du Commonwealth, le PNUD, la Banque mondiale, la Banque inter-américaine, la Fondation Ford, la Fondation Rockefeller et autres semblables afin de bien se renseigner sur leurs programmes, leurs activités et leurs expériences en matière de développement démocratique et de promotion des droits humains.
4. Ils se renseigneront sur les institutions d'autres pays démocratiques développés, et les consulteront si c'est approprié, afin d'évaluer leurs politiques, leurs programmes, leurs projets et leurs activités dans le domaine du développement démocratique et des droits humains. Tout déplacement en dehors de l'Amérique du Nord devra être autorisé au préalable par l'ACDI.

(TRADUIT DE L'ANGLAIS)

APPENDIX B
ANNEXE B

CONSULTATIONS

Contents/Contenu

	page
I. THOSE INVITED TO COMMENT/ PERSONNES QUI ONT ETE INVITEES A PRESENTER DES COMMENTAIRES	45
A. Organizations and Individuals/Organisations et individus	45
B. University Presidents, Rectors and Professors/ Présidents, recteurs et professeurs d'universités	61
C. Provincial and Territorial Authorities/ Autorités provinciales et territoriales	70
II. THOSE WHO PROVIDED WRITTEN COMMENTS/ PERSONNES QUI NOUS ONT PRESENTE DES COMMENTAIRES ECRITS	73
A. Organizations and Individuals/Organisations et individus	73
B. Universities and Professors/Universités et professeurs	75
C. Provincial and Territorial Authorities/ Autorités provinciales et territoriales	78
III. PERSONNES AVEC QUI NOUS NOUS SOMMES ENTRETENUS	80

APPENDIX B
ANNEXE B

I. THOSE INVITED TO COMMENT/PERSONNES QUI ONT ETE INVITEES A PRESENTER
DES COMMENTAIRES

A. Organizations and Individuals/Organisations et individus

Atkins, George S.
The Developing Countries Farm Radio Network
Toronto, Ontario

Austin, Edie
The Gazette
Montreal, Quebec

Bacon, Marg
Inter-Church Coalition
on Africa
Toronto, Ontario

Bagambiire, David
Amnesty International
Halifax, Nova Scotia

Bailie, Warren R.
Chief Election Officer
Toronto, Ontario

Barton, The Reverend John
Anglican Church of Canada
Toronto, Ontario

Bazar, Beatrice
International Committee for
an Association of Democracies
Montreal, Quebec

Beachell, Laurie
Coalition of Provincial Organizations
of the Handicapped
Winnipeg, Manitoba

Beaudoin, Gérald-A
Centre de recherche et d'enseignement
sur les droits de la personne
Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario

Beaule, Pierre
Comité chrétien pour les droits
humains en Amérique latine
Montréal, Québec

Beaulne, Yvon
Hull, Québec

Bélanger, Ghislaine
Assistance médicale internationale
Montréal, Québec

Bell, Edward S.
Quaker Peacemakers
Ottawa, Ontario

Bergeron, Judith
Le Carrefour des solidarités internationales
Sherbrooke, Québec

Berkowitz, Peggy
Ottawa, Ontario

Berry, John
Association of Universities and Colleges of Canada
Ottawa, Ontario

Berry, Vicki
United Church of Canada
Toronto, Ontario

Bhatti, A. Sattar
Council of Muslim Communities of Canada
Ottawa, Ontario

Bird, Sheila
Radio-Canada International
Ottawa, Ontario

Black, Harry S.
Canadian Unicef Committee
Toronto, Ontario

Blair, Nancy
Canadian Catholic Organization for Development and Peace
Halifax, Nova Scotia

Boileau, Gaston
Amis de l'Arche - Haiti
Noranda, Québec

Borovoy, Alan
Canadian Civil Liberties Association
Toronto, Ontario

Brown, The Reverend Terry
Canada-Asia Working Group
Toronto, Ontario

Bruyère, Louis (Smokey)
Native Council of Canada
Ottawa, Ontario

Bryant, Chris
CUSO
Ottawa, Ontario

Burt, Christine
Social Justice Committee of Montreal
Montreal, Quebec

Campagnolo, The Honourable Iona
CUSO
Vancouver, British Columbia

Caron, Lucille
Travail Canada
Hull, Québec

Catto, Charles
Frontiers Foundation
Toronto, Ontario

Champagne, Jacques
Organisation catholique canadienne pour le
développement et la paix
Montréal, Québec

Chantigny, Marc
Centrale de l'enseignement du Québec
Ste-Foy, Québec

Chartier, Clem
World Council of Indigenous Peoples
Saskatoon, Saskatchewan

Chetty, Kes
Canadian Aid for Southern Africa Refugees
Vancouver, British Columbia

Christie, Jean
Inter Pares
Ottawa, Ontario

Clarke, Pat
CUSO
Vancouver, British Columbia

Clark, Tony
Canadian Conference of Catholic Bishops
Ottawa, Ontario

Collinette, The Honourable David
Liberal Party of Canada
Ottawa, Ontario

Comeau, Paul-André
Le Devoir
Montréal, Québec

Contreras, Rodrigo
World Council of Indigenous Peoples
Ottawa, Ontario

Côté, Pierre
Directeur général des élections
Ste-Foy, Québec

Cram, George
Anglican Church of Canada
Toronto, Ontario

Cumming, Lawrence S.
Oxfam-Canada
Ottawa, Ontario

Dadson, Ann
Secretary of State Department
Ottawa, Ontario

Danesh, H.B.
Bahá'í Community of Canada
Thornhill, Ontario

d'Aquino, Thomas
Business Council on National
Issues
Ottawa, Ontario

David, Robert M.
SUCO
Montréal, Québec

De Grâce, René
Canadian Red Cross
Toronto, Ontario

de Jong, Simon, M.P.
House of Commons
Ottawa, Ontario

Dennison, John G.
Ottawa Twinning Association
Ottawa, Ontario

Derksen, Jim
Disabled Peoples' International
Winnipeg, Manitoba

de Roo, Most Reverend Remi, S.T.D.
Bishop of Victoria
Victoria, British Columbia.

Deschênes, l'honorable Juge Jules
Montréal, Québec

Desmarais, Jean-Claude
Centre d'études et de coopération internationale
Montréal, Québec

Diguer, Robert
Canadian Bar Association
Ottawa, Ontario

Dobie, Robert
Terre des Hommes
Ville St-Laurent, Québec

Docquier, Gérald
United Steel Workers of America
Toronto, Ontario

Doody, Doreen
Parliamentary Spouses' Committee on Human Rights
Nepean, Ontario

Doray, Michel
Société de développement international Desjardins
Lévis, Québec

Doron, Janice
North-South Institute
Ottawa, Ontario

Douma, Courie
Dartmouth, N.S.

Dufresne, Bernard
Conférence des évêques catholiques du Canada
Ottawa, Ontario

Dulude, Louise
Comité canadien d'action sur le statut de la femme
Ottawa, Ontario

Elliott, Robert W.
The Association of Kinsmen Clubs
Cambridge, Ontario

Enns, Henry
Disabled Peoples' International
Winnipeg, Manitoba

Epstein, Bob
Grand Council of the Crees of Quebec
Ottawa, Ontario

Esmonde, Phil
South Pacific People's Foundation of Canada
Victoria, B.C.

Evans, Derek
Canada Asia Working Group
Toronto, Ontario

Fairweather, Gordon
Canadian Human Rights Commission
Ottawa, Ontario

Ferretti, Janine
Pollution Probe Foundation
Toronto, Ontario

Foster, John W.
United Church of Canada
Toronto, Ontario

Fournier, Francine
Association latino-américaine pour les droits humains
Montréal, Québec

Francis, Ian
Canadian Foundation for Caribbean Development
Ottawa, Ontario

Fraser, Lynn
Development Education Coordinating Council of Alberta
Calgary, Alberta

Fugère, Robert
Inter Church Fund for International Development
Toronto, Ontario

Garcia, Salvadora
Centre d'information et de documentation sur le Mozambique
et l'Afrique australe
Montréal, Québec

Gérin-Lajoie, Paul
Fondation Paul Gérin-Lajoie
Montréal, Québec

Giguère, Maria
La ligue des droits et libertés
Montréal, Québec

Girvan, Marnie
Canadian Bureau for International Education
Ottawa, Ontario

Goodfellow, Robert J.
Amnesty International Canadian Section
Ottawa, Ontario

Gordon, King
Ottawa, Ontario

Gold, Sylvia
Canadian Advisory Council on the Status of Women
Ottawa, Ontario

Gore, Carol
Toronto Star
Ottawa, Ontario

Graham, John
Oxfam Canada
Vancouver, British Columbia

Gray, John
The Globe and Mail
Toronto, Ontario

Greene, Bonnie
United Church of Canada
Toronto, Ontario

Green, Marg
Canadian Catholic Organization for Development and Peace
Vancouver, British Columbia

Grey, Julius H.
Canadian Human Rights Foundation
Montreal, Quebec

Hamel, Jean-Marc
Elections Canada
Ottawa, Ontario

Hamel, Roger
Canadian Chamber of Commerce
Ottawa, Ontario

Harker, John
International Labour Office
Ottawa, Ontario

Harland, Mardele
Saskatchewan Council for International Co-operation
Regina, Saskatchewan

Harmston, Richard
South Asia Partnership
Ottawa, Ontario

Harrison, Jim
Canadian Commission for UNESCO
Ottawa, Ontario

Héneault, Georges
Institut de développement international et de coopération
Ottawa, Ontario

Hockin, The Honourable Tom, M.P.
House of Commons
Ottawa, Ontario

Holmes, John
Canadian Institute of International Affairs
Toronto, Ontario

Hope-Simpson, Peggy
Annapolis Valley International Centre
Wolfville, Nova Scotia

Hossli, Walter
Arusha International Development Resource Centre
Calgary, Alberta

Houdet, Chantal
Sillery, Québec

Howard, Reverend John
Adventist Development and Relief Agency
Oshawa, Ontario

Hubbert, Lorrie
Cooperative Union of Canada
Ottawa, Ontario

Humphrey, John P.
Canadian Human Rights Foundation
Montreal, Quebec

Hutchinson, Moira
Taskforce on Churches and Corporate Responsibility
Toronto, Ontario

Imrie, I.G.
Parliamentary Relations Secretariat
Ottawa, Ontario

Innuksuk, Rhoda
Inuit Tapirisat of Canada
Ottawa, Ontario

Jackson, Rick
Canadian Labour Congress
Ottawa, Ontario

Jamieson, Lynn
Indian and Northern Affairs Canada
Ottawa, Ontario

Janzen, William
Mennonite Central Committee Canada
Ottawa, Ontario

Jay, Harry
Ottawa, Ontario

Jetté, Corinne
Centre de recherche - action
sur les relations sociales
Montréal, Québec

Jobin, Jacques
Jeunesse Canada Monde
Montréal, Québec

Johnson, Don
Canada World Youth
Vancouver, British Columbia

Johnston, Tom
Canadian Catholic Organization for
Development and Peace
Toronto, Ontario

Jull, Peter
Inuit Circumpolar Conference
Ottawa, Ontario

Kane, Marilyn
Native Women's Association of Canada
Ottawa, Ontario

Kangudi, Chibaladala
African Chamber of Commerce
Montreal, Quebec

Kaplansky, Kalmen
Human Rights Research and Education Centre
Ottawa, Ontario

Keil, J. George
Canadian Lutheran World Relief
Winnipeg, Manitoba

Kennedy, J. David
Canadian Rotary Committee for International Development
Guelph, Ontario

Kharas, Firdaus
United Nations Association in Canada
Ottawa, Ontario

Kines, Thomas
CARE Canada
Ottawa, Ontario

Klein, Manfred
Indian and Northern Affairs Canada
Vancouver, British Columbia

Knight, James W.
Federation of Canadian Municipalities
Ottawa, Ontario

Kozar, Tom
British Columbia Government Employees' Union
Burnaby, B.C.

Laberge, Louis
Fédération des travailleurs du Québec
Montréal, Québec

Lacoste, René
Le Cardinal Léger et ses oeuvres
Montréal, Québec

Ladhani, Nazeer
Aga Khan Foundation (Canada)
Toronto, Ontario

Laidlaw, John
Canadian Hunger Foundation
Ottawa, Ontario

Laplante, Laurent
Ici Québec
Québec, Québec

Larose, Gérard
Confédération des syndicats nationaux
Montréal, Québec

Leclair, Marc
Metis National Council
Ottawa, Ontario

Linden, The Honourable Justice A.M.
Law Reform Commission
Ottawa, Ontario

Linds, Warren
South Saskatchewan Committee for World Development
Regina, Saskatchewan

Llambias-Wolff, Jaime
Association québécoise des organismes de coopération internationale
Montréal, Québec

Lobe, Albert C.
Mennonite Central Committee
Winnipeg, Manitoba

Loiselle, Jean
Fondation Jules et Paul-Emile Léger
Montréal, Québec

Low, D.M.
Department of Justice
Ottawa, Ontario

MacDonald, The Honourable David
Ambassador to Ethiopia
Addis Ababa, Ethiopia

MacKay, W.A.
Nova Scotia Ombudsman
Halifax, Nova Scotia

Mackenzie, Gérald
La Ligue des droits et libertés
Montréal, Québec

Marcotte, Père C.
Collaboration santé internationale
Québec, Québec

Marier, Renault
Société de coopération pour le développement international
Sillery, Québec

Martin, Nigel
Canadian Council for International Cooperation
Ottawa, Ontario

Martin, John
Unitarian Service Committee
Ottawa, Ontario

Matas, David
B'Nai Brith Canada
Winnipeg, Manitoba

Maxwell, Jane
Inter-Church Committee on Human Rights in Latin America
Toronto, Ontario

McDermott, Lawrence
Plenty Canada
Lanark, Ontario

MacKay, Macha
Match International
Wolfville, Nova Scotia

McNeil, William
World University Services of Canada
Ottawa, Ontario

McTavish, Paula
Foster Parents Plan of Canada
Toronto, Ontario

Medina, Anne
CBC National News
Toronto, Ontario

Miller, Robert
Inter-Cultural Development Education Association Inc.
Winnipeg, Manitoba

Miller, Robert
Parliamentary Centre for Foreign Affairs and
Foreign Trade
Ottawa, Ontario

Miloff, Maury
South Asia Partnership
Ottawa, Ontario

Mitchell, Ann
International Defense and Aid Fund
for Southern Africa (Canada)
Ottawa, Ontario

Mitsui, Tad
Canadian Council of Churches
Toronto, Ontario

Moffet, Jean
Ten Days for World Development
Toronto, Ontario

Morley, David
Pueblito Canada Inc.
Toronto, Ontario

Murray, Marylou
National Action Committee on the Status of Women
Ottawa, Ontario

Neilson, Janet
International Development
Education Resource Association
Vancouver, British Columbia

Nielsen, Beth
YMCA Canada-International
Vancouver, British Columbia

Njoroje, Karanja
International Student Centre
Halifax, Nova Scotia

Nkani, Faustin
Action Matadi-Luozi Inc.
Alma, Québec

O'Neil, Maureen
Canadian Human Rights Commission
Ottawa, Ontario

Ortmann, Daniela Z.
Guelph International Resource Centre
Guelph, Ontario

Padgham, Terry
Victoria International Development Education Association
Victoria, British Columbia

Payette, André
Radio Québec
Montréal, Québec

Pelletier, Jean-Carol
Parti Progressiste Conservateur du Canada
Ottawa, Ontario

Petrie, Frank
Canadian Export Association
Ottawa, Ontario

Pineault, Roger
Association des ingénieurs-conseils du Canada
Ottawa, Ontario

Préfontaine, R.
Association Granby et ses villes-jumelées
Granby, Québec

Proulx, Monseigneur Adolphe
Conférence des évêques catholiques du Canada
Ottawa, Ontario

Rabalao, Levy
African-Canadian Council
Ottawa, Ontario

Ramsay, Gordon S.
Canadian Save the Children Fund
Toronto, Ontario

Régallet, Gabriel
Amnistie internationale
Section canadienne (francophone)
Montréal, Québec

Regehr, Ernie
Project Ploughshares
Waterloo, Ontario

Reimer, Vernon
Save the Children Fund of B.C.
Vancouver, British Columbia.

Reitman, Dorothy
Canadian Jewish Congress
Montreal, Quebec

Riberdy, Soeur Nicole
Entraide missionnaire
Montréal, Québec

Rickerd, Donald S.
Donner Canadian Foundation
Toronto, Ontario

Robinson, Eva
Hope International
New Westminster, B.C.

Robinson, José
Association latino-américaine sur les droits de la personne
Montréal, Québec

Rodriguez, Carloz
Organisation canadienne pour la solidarité et le développement
Montréal, Québec

Rosenblum, Simon
Project Ploughshares
Ottawa, Ontario

Ross, Marjorie
Canadian Council of Churches
Toronto, Ontario

Ryan, Father Tim
Inter-Church Committee on Human
Rights in Latin America
Toronto, Ontario

Sanger, Clyde
Unitarian Service Committee
Ottawa, Ontario

Scott, Archbishop Ted
Canadian Council of Churches
Toronto, Ontario

Sears, Robin V.
New Democratic Party
Toronto, Ontario

Seydegart, Magda
Human Rights Research and Education Centre
Ottawa, Ontario

Shack, Sybil
Manitoba Association of Human Rights and Liberties
Winnipeg, Manitoba

Sholzberg-Gray, Sharon
Match International Centre
Ottawa, Ontario

Siemens, Ray
Co-operative Union of Canada
Ottawa, Ontario

Simon, Mary
Inuit Circumpolar Conference
Ottawa, Ontario

Smith, Gail
Canadian Executive Service Overseas
Toronto, Ontario

Snyder, Lynda
CUSO
Halifax, Nova Scotia

Stackhouse, Reg, M.P.
House of Commons
Ottawa, Ontario

Stafford, David
Canadian Institute of International Affairs
Toronto, Ontario

Stanley, Kay
Status of Women Canada
Ottawa, Ontario

Stehr, Anna
Young Women's Christian Association of Canada
Toronto, Ontario

Stuart, Mary
Manitoba Council for International Co-operation
Winnipeg, Manitoba

Talbot, The Reverend Rodger
Presbyterian Church in Canada
Don Mills, Ontario

Tarnopolsky, Mr. Justice Walter
Ontario Court of Appeal
Toronto, Ontario

Thibault, Laurent
Canadian Manufacturers Association
Toronto, Ontario

Thomas, Eileen Mitchell
International Commission of Jurists
Ottawa, Ontario

Tripp, Linda
World Vision Canada
Mississauga, Ontario

Truchon, Gaston
Oxfam-Québec
Montréal, Québec

Urman, Stan
Canadian Human Rights Foundation
Montreal, Quebec

Vangurp, Carolyn
Oxfam
Halifax, Nova Scotia

Vernon, Gary
International Centre for Ocean Development
Halifax, Nova Scotia

Vokey, Robert
National Council of YMCAs of Canada
Ottawa, Ontario

Wainberg, Marilyn
B'Nai Brith Canada
Montreal, Quebec

Walls, Jan
Asia Pacific Foundation
Vancouver, British Columbia

Watson, A. John
World University Services of Canada
Ottawa, Ontario

Watts, George
Nu Chah Nult Tribal Council
Port Alberni, British Columbia

Weiers, Margaret
Toronto Star
Toronto, Ontario

Whitaker, Marilyn
Department of Indian and Northern Affairs
Hull, Quebec

White, Marian
Development Resource Information Centre
Halifax, Nova Scotia

Wicks, Doreen
Global Ed-Med. Supplies Inc.
Toronto, Ontario

Williams, Kenneth A.
Canadian Crossroads International
Toronto, Ontario

Wilson, The Very Reverend Lois
The Canadian Committee of Scientists and Scholars
Toronto, Ontario

Wilson, Marilyn
Amnesty International Canadian Section
Ottawa, Ontario

Winegard, William C., M.P.
House of Commons
Ottawa, Ontario

Wood, Bernard
North-South Institute
Ottawa, Ontario

Wright, Claudia
Manitoba Human Rights Commission
Winnipeg, Manitoba

Young, Dennis
New Democratic Party
Ottawa, Ontario

Zehr, Daniel
Mennonite Central Committee Canada
Ottawa, Ontario

B. University Presidents, Rectors and Professors/
Présidents, recteurs et professeurs d'universités

Anna, Tim
University of Manitoba

Arbour, Maurice
Université Laval

Arthurs, H.W.
President and Vice-Chancellor
York University

Barber, L.I.
Vice-Chancellor and President
University of Regina

Barré, Alain
Université Laval

Bay, Christian
University of Toronto

Bayefsky, Ann
University of Ottawa

Beckel, W.E.
President and Vice-Chancellor
Carleton University

Bernier, Ivan
Université Laval

Biddulph, H.L.
University of Victoria

Boardman, R.O.
Dalhousie University

Boulet, Gilles
Président
Université du Québec

Bousquet, Nicole
Université Laval

Boyle, Christine
Dalhousie University

Brecher, Irving
McGill University

Brisson, Jean-Maurice
Université de Montréal

Brownstone, Meyer
University of Toronto

Brun, Henri
Université Laval

Burns, Peter
University of British Columbia

Cabana, Aldée
Recteur
Université de Sherbrooke

Carignan, Pierre
Université de Montréal

Castel, Jean Gabriel
York University

Chevrette, François
Université de Montréal

Clark, Howard
President and Vice-Chancellor
Dalhousie University

Cloutier, Gilles G.
Recteur
Université de Montréal

Conley, Marshall
Acadia University

Connell, G.E.
President
University of Toronto

Cotler, Irwin
McGill University

Covell, Maureen
Simon Fraser University

Daniel, John S.
President
Laurentian University

Davies, Maureen
Carleton University

Debicki, Mark
University of Manitoba

D'Iorio, Antoine
Recteur
Université d'Ottawa

Downey, James
President and Vice-Chancellor
University of New Brunswick

Dumont, Hélène
Université de Montréal

Duplé, Nicole
Université Laval

Earp, A.J.
President and Vice-Chancellor
Brock University

Eliot, C.W.J.
President and Vice-Chancellor
University of Prince Edward Island

Farquhar, R.H.
President and Vice-Chancellor
University of Winnipeg

Fraser, E. Murray
University of Victoria

Frémont, Jacques
Université de Montréal

Gibson, R.D.
University of Manitoba

Godfrey, J.F.
President and Vice-Chancellor
University of King's College

Gosselin, Guy
Université Laval

Graham, John
University of Toronto

Halstead, John
Georgetown University

Harris, L.G.
President and Vice-Chancellor
Memorial University of Newfoundland

Heard, K.A.
Dalhousie University

Hellman, Judith Adler
York University

Herson, Naomi
President and Vice-Chancellor
Mount Saint Vincent University

Ho, Samuel
University of British Columbia

Holsti, Kal
University of British Columbia

Horowitz, Meyer
President and Vice-Chancellor
University of Alberta

Ianni, R.W.
Vice-Chancellor and President
University of Windsor

Jackson, Robert
University of British Columbia

James, Susan
University of Guelph

Johnston, D.L.
Principal and Vice-Chancellor
McGill University

Kenniff, P.J.
Rector and Vice-Chancellor
Concordia University

Kristjanson, L.F.
President and Vice-Chancellor
University of Saskatchewan

Lamoureux, Diane
Université Laval

Lavoie, Andrée
Université de Montréal

Leary, Virginia
University of Saskatchewan

Leblanc, Napoléon
Université Laval

Lee, A.A.
President and Vice-Chancellor
McMaster University

Legault, Albert
Université Laval

Loxley, John
University of Manitoba

Luke, David
Dalhousie University

MacDonald, A.A.
St. Francis Xavier University

MacDonald, Ian
York University

Macdonald, R. St. J.
Dalhousie University

Mace, Gordon
Université Laval

MacKinnon, Reverend G.A.
St-Francis Xavier University

MacLean, Guy Robertson
President and Vice-Chancellor
Mount Allison University

Mallea, J.R.
President and Vice-Chancellor
Brandon University

Massicotte, Guy
Recteur
Université du Québec à Rimouski

Matthews, B.C.
President and Vice-Chancellor
University of Guelph

Matthews, Robert
University of Toronto

McAllister, Ian
Dalhousie University

McDowell, Marilyn
Mount Saint Vincent University

McGee, Terry
University of British Columbia

McWhinney, Edward
Simon Fraser University

M'Gonigle Michael
Simon Fraser University

Messier, J.R.
Recteur
Université du Québec à Hull

Morel, André
Université de Montréal

Morgan, Edward
University of Toronto

Morin, Luc
Université Laval

Morrison, Barry
University of British Columbia

Morrison, Terrence
President
Athabasca University

Moulton, Edward
University of Manitoba

Naimark, Arnold
President and Vice-Chancellor
University of Manitoba

Neilson, William
University of Victoria

Nicholl, C.I.H.
Vice-Chancellor and Principal
Bishop's University

North, Liisa
York University

Ozmon, K.L.
President
Saint Mary's University
Paquet, J.G.
Recteur
Université Laval

Parent, Jacques R.
Recteur
Université du Québec à Trois-Rivières

Pedersen, K.G.
President and Vice-Chancellor
University of Western Ontario

Perkin, J.R.C.
President and Vice-Chancellor
Acadia University

Petch, H.E.
President and Vice-Chancellor
University of Victoria

Pichette, Claude
Recteur
Université du Québec à Montréal

Poff, Deborah
Department of Women Studies
Mount Saint Vincent University

Poupart, André
Université de Montréal

Powers, R.C.
Rector
Queen's University

Reid, W.M.
President
University College of Cape Breton

Ridd, Carl
University of Winnipeg

Rigaldies, Francis
Université de Montréal

Riverin, Alphonse
Recteur
Université du Québec à Chicoutimi

Rosehart, Robert G.
Vice-Chancellor
Lakehead University

Runte, Roseann
Présidente
Université Sainte-Anne

Sabourin, Louis
Groupe d'étude, de recherche et de
formation internationale
Montréal, Québec

Sandbrook, Richard
University of Toronto

Sanders, Douglas
University of British Columbia

Saywell, W.G.
President
Simon Fraser University

Schofield, J.A.
University of Victoria

Schuyler, George
Saint-Mary's University

Schwartz, Alf
Université Laval

Shaw, T.M.
Dalhousie University

Smiley, Donald
York University

Somjee, A.H.
Simon Fraser University

St. John, Peter
University of Manitoba

Strangway, D.W.
President and Vice-Chancellor
University of British Columbia

Tennyson, Brian
College of Cape Breton

Theall, D.F.
President and Vice-Chancellor
Trent University

Trackman, Leon E.
Dalhousie University

Tremblay, André
Université de Montréal

Tremblay, Guy
Université Laval

Trudel, Rémy
Recteur
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Turp, Daniel
Université de Montréal

Van der Zwaag, David
Dalhousie University

Veltmeyer, Henry
Saint Mary's University

Wagner, Norman E.
President and Vice-Chancellor
University of Calgary

Weir, J.A.
President and Vice-Chancellor
Wilfrid Laurier University

Winham, G.R.
Dalhousie University

Woehrling, José
Université de Montréal

Woods, J.H.
President
University of Lethbridge

Woolstencroft, Peter
University of Waterloo

Wright, D.T.
President and Vice-Chancellor
University of Waterloo

Zylberberg, Jacques
Université Laval

C. Provincial and Territorial Authorities/Autorités provinciales et territoriales

Alberta

Horseman, The Honourable James D.
Minister of Federal and Intergovernmental Affairs

Kennedy, Albert
Assistant Deputy Minister of Labour

Lynch, John
Executive Director
Human Rights Commission

British Columbia

Strachan, The Honourable Bruce
Minister of Intergovernmental Relations

Edgeth, James
Chairman
Human Rights Council

Manitoba

Pawley, The Honourable R.
Premier and Minister of Federal- Provincial Relations

Germescheid, Darlene
Executive Director
Human Rights Commission

New Brunswick

Hatfield, The Honourable Richard B.
Premier

Kinsella, Noel
Chairman
Human Rights Commission

Newfoundland

Ottenheimer, The Honourable Gerald R.
Minister of Intergovernmental Affairs

Buckingham, Herbert
Department of Justice

Courage, Gladys
Executive Director
Human Rights Commission

Northwest Territories

Ballantyne, The Honourable Michael
Minister of Justice

Lal, Stien K.
Deputy Minister of Justice and Public Affairs

Nova Scotia

Buchanan, The Honourable John M.
Premier and Minister of Intergovernmental Affairs

Johnstone, P.A.
Executive Director
Human Rights Commission

Ontario

Peterson, The Honourable David
Premier and Minister of Intergovernmental Affairs

Purcell, Canon Borden
Chairman
Human Rights Commission

Herman, Thea
Ministry of the Attorney General

Prince Edward Island

Ghiz, The Honourable Joseph A.
Premier

Currie, Arthur
Deputy Minister of Justice

Trainor, Father Leo
Chair
Human Rights Commission

Quebec

Rémillard, l'honorable Gil
Ministre des Relations internationales et
Délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes

Ouellet, Aubert
Ministère des Relations internationales

Lachapelle, Jacques
Président
Commission des droits de la personne

Saskatchewan

Devine, The Honourable Grant
Premier

Kruzeniski, Ron
Chief Commissioner
Human Rights Commission

Welsh, Gale
Department of Justice

Yukon

Kimmerly, The Honourable Roger
Minister of Justice

Cross, Kathy
Department of Justice

II. THOSE WHO PROVIDED WRITTEN COMMENTS:
PERSONNES QUI NOUS ONT PRESENTE DES COMMENTAIRES ECRITS:

A. Organizations and Individuals/Organisations et individus

* On behalf of the organization or group noted/Au nom du groupe ou de
l'organisation

Baillie, Warren*
(and Johnson, David)
Elections Ontario
Toronto, Ontario

Bergeron, Judith*
Carrefour de Solidarité Internationale
Sherbrooke, Québec

Bryant, Chris*
CUSO
Ottawa, Ontario

Colwell, Michael*
World Involvement Activities
The Association of Kinsmen Clubs
Cambridge, Ontario

Contreras, Rodrigo*
(and Sanders, Joseph A.)
Assembly of First Nations
Ottawa, Ontario

Dobell, Peter (verbal comments)
Parliamentary Centre for Foreign Affairs
and Foreign Trade
Ottawa, Ontario

Doody, Doreen*
Parliamentary Spouses Human Rights Committee
Nepean, Ontario

Dufresne, Bernard*
Bureau des affaires sociales
Conférence des évêques catholiques du Canada
Ottawa, Ontario

Gelber, Sylva
Canadian Institute of International Affairs
Ottawa, Ontario

Gordon, J. King
Ottawa, Ontario

Greene, Bonnie M.*
Office of Church in Society
United Church of Canada
Toronto, Ontario

Harker, H. John
International Labour Office
Ottawa, Ontario

Jull, Peter
Inuit Circumpolar Conference
Ottawa, Ontario

Low, D. Martin
Department of Justice Canada
Ottawa, Ontario

Mackenzie, G. Milton*
Co-operative Union of Canada
Ottawa, Ontario

Miloff, Maury
South Asia Partnership
Ottawa, Ontario

Mitchell, Anne*
International Defence and Aid Fund for Southern Africa
Ottawa, Ontario

Page, Enid
Department of the Secretary of State of Canada
Ottawa, Ontario

Patenaude, Louis
Canadian Commission for UNESCO
Ottawa, Ontario

Petrie, Frank
Canadian Export Association
Ottawa, Ontario

Sears, Robin V.
New Democratic Party
Toronto, Ontario

Seitz, R. Lorne*
The Canadian Chamber of Commerce
Ottawa, Ontario

Shack, Sybil
Manitoba Association of Rights and Liberties
Winnipeg, Manitoba

Sorenson, John*
Eritrean Relief Association in Canada Inc.
Toronto, Ontario

Stokoe, Peter K.*
Canadian Foreign Aid Dialogue
Halifax, Nova Scotia

Vranjkovic, Peter
Department of Indian and Northern Affairs Canada
Vancouver, British Columbia

Wicks, Doreen*
Global Ed-Med Supplies Inc.
Toronto, Ontario

B. Universities and Professors/Universités et professeurs

* On behalf of the University/Au nom de l'université

Bay, Christian
University of Toronto
Toronto, Ontario

Barber, Lloyd*, President
(and Boan, Jack)
University of Regina
Regina, Saskatchewan

Barker, Jonathan
University of Toronto
Toronto, Ontario

Beaudoin, Gérald-A.*
(and Pentney, William F., and Seydegart, Magda)
Centre de recherche et d'enseignement sur
les droits de la personne
Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario

Brecher, Irving
McGill University
Montreal, Quebec

Burns, Peter*
The University of British Columbia
Vancouver, British Columbia

Conley, Marshall Wm.
Acadia University
Wolfville, Nova Scotia

Dayies, Maureen
Carleton University
Ottawa, Ontario

D'Iorio, Antoine*
Recteur et vice-chancelier
Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario

Dufour, André*
Vice-recteur exécutif
Université Laval
Québec Québec

Gillies, David W.
McGill University
Montreal, Quebec

Godfrey, John F., President
(and Andrew, Arthur)
University of King's College
Halifax, Nova Scotia

Gosselin, Guy
Université Laval
Québec, Québec

Harris, L.*
President
Memorial University of Newfoundland
St. John's, Newfoundland

Herson, Naomi*
President
Mount Saint Vincent University
Halifax, Nova Scotia

Horowitz, Myer*, President
(and Torres, C.A.)
University of Alberta
Edmonton, Alberta

Howard, Rhoda E.
McMaster University
Hamilton, Ontario

Jackson, Robert H.
The University of British Columbia
Vancouver, British Columbia

Laurentian University
Office of the President
Sudbury, Ontario

Leclerc, Michel*
Vice-Président
Université du Québec
Sainte-Foy, Québec

MacKinnon, Gregory A.*, President
(and the Coady International Institute)
St. Francis Xavier University
Antigonish, Nova Scotia

Mallea, John R.*
President and Vice-Chancellor
Brandon University
Brandon, Manitoba

Matthews, R.O.
University of Toronto
Toronto, Ontario

McWhinney, Edward*
Simon Fraser University
Burnaby, British Columbia

Mohiddin, Ahmed
International Development Information Program
Carleton University
Ottawa, Ontario

Naimark, Arnold*, President
(and Hogan, Terry)
University of Manitoba
Winnipeg, Manitoba

Phillips, W.G.*
University of Windsor
Windsor, Ontario

Ridd, Carl
The University of Winnipeg
Winnipeg, Manitoba

Sandbrook, Richard
University of Toronto
Toronto, Ontario

Saywell, William G.*
President
Simon Fraser University
Burnaby, British Columbia

Shaw, Timothy M.
Lester Pearson Institute for International Development
Dalhousie University
Halifax, Nova Scotia

Somjee, A.H.*
Simon Fraser University
Burnaby, British Columbia

Tenckman, Judith
University of Waterloo
(and Cebotarev, E.A., Nef, J.,
Winson, A.R., University of Guelph)
Waterloo, Ontario

Tennyson, Brian
University College of Cape Breton
Sydney, Nova Scotia

C. Provincial and Territorial Authorities/Autorités provinciales et
territoriales

* On behalf of the Province or Territory/Au nom de la province ou du
territoire

Ballantyne, The Honourable Michael A.*
Minister of Justice
Yellowknife, Northwest Territories

Courage, Gladys
Human Rights Commission
St. John's, Newfoundland

Ghiz, The Honourable Joseph A.*
Premier of Prince Edward Island
Charlottetown, P.E.I.

Hanson, The Honourable Lyall*
Minister of Labour and Consumer Services
Victoria, British Columbia

Horsman, James D.
Minister of Federal and Intergovernmental Affairs
Edmonton, Alberta

Kennedy, Al
Alberta Labour
Edmonton, Alberta

Kimmerly, The Honourable R.S.*
Minister of Justice
Whitehorse, Yukon

Malone, Christopher
Ministère des Relations internationales
Québec, Québec
Réponse préliminaire

McNiven, James D.*
Deputy Minister of Development
Halifax, Nova Scotia

Penner, The Honourable Roland*
Attorney-General of Manitoba
Winnipeg, Manitoba

Shaben, The Honourable Larry R.*
Minister of Economic Development and Trade
Minister Responsible for the
Alberta Agency for International Development
Edmonton, Alberta

Stanley, H.H.*
Deputy Minister
Intergovernmental Affairs Secretariat
Newfoundland and Labrador
St. John's, Newfoundland

III. PERSONNES AVEC QUI NOUS SOMMES ENTRETENUS
(Les villes indiquées sont celles où ont eu lieu les entretiens)

Ackerman, Nancy
Communauté Bahá'ie du Canada
Toronto, Ontario

Anna, Tim
Université du Manitoba
Winnipeg, Manitoba

Austin, Edie
The Gazette
Montréal, Québec

Bacon, Marg
Inter-Church Coalition on Africa
Toronto, Ontario

Baillie, Warren
Directeur général des élections de l'Ontario
Toronto, Ontario

Banque inter-américaine de développement, Washington, D.C.
Brousseau, Ronald
Czarnecki, Marian
Elac, John
Heurtemotte, Julio

Banque Mondiale, Washington, D.C.
Vogl, Frank
Beckman, David

Barton, William
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales
Ottawa, Ontario

Bay, Christian
Université de Toronto
Toronto, Ontario

Bazar, Beatrice
International Committee for an Association of Democracies
Montréal, Québec

Beaulne, Yvon
Hull, Québec

Bergeron de Villiers, Louise
Condition féminine Canada
Hull, Québec

Bernier, Ivan
Centre québécois des relations internationales
Québec, Québec

Berry, Vicki
Eglise unie du Canada
Toronto, Ontario

Blair, Nancy
Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix
Halifax, Nouvelle-Ecosse

Boardman, R.O.
Université Dalhousie
Halifax, Nouvelle-Ecosse

Brecher, Irving
Université McGill
Montréal, Québec

Burns, Peter
Université de la Colombie-Britannique
Vancouver, Colombie-Britannique

Butler, Paula
Conseil canadien des églises
Toronto, Ontario

Cadioux, Rita
Commission canadienne des droits de la personne
Ottawa, Ontario

Campagnolo, l'honorable Iona
Canadian University Service Overseas
Vancouver, Colombie-Britannique

Centre de recherches pour le développement international, Ottawa,
Ontario

Auger, Robert
Corea, Ernest
Perez, Andres
Robertson, Rob
van Ameringen, Marc
Whyte, Anne

Conseil canadien pour la coopération internationale, Ottawa, Ontario

Harland, Mardele
Présidente
du conseil d'administration CCCI
Saskatchewan Council for
International Cooperation

Chilton, Patty
Jeunesse Canada Monde

Llambias-Wolff, Jaime
Association québécoise des
organismes de coopération
internationale

Bhatti, A. Sattar
Council of Muslim Communities
of Canada

Cousineau, Rhéal
Care Canada

Cumming, Lawrence
Oxfam-Canada

Ferretti, Janine
Fondation Pollution Probe

Graham, John
Oxfam-British Columbia

Lacoste, René
Fondation Jules et
Paul-Émile Léger

Schneider, Ruth
College of Cape Breton

Schuyler, George
Université St. Mary's

Stuart, Mary
Manitoba Council for
International Cooperation

McDermott, Lawrence
Plenty Canada

McGinnis, David
Arusha International Development
Resource Centre

Morley, David
Pueblito Canada Inc.

Padghan, Terry
Victoria International Development
Education Association

Patten, Rick
Conseil national des YMCA du
Canada

Sanger, Clyde
Unitarian Service Committee

Personnel du CCCI:

Martin, Nigel
Allard, Louise
Bégin, Monique
Chatterjee, Lilian
Chrétien, Thérèse
Nangle, Hugh
Rosenberg, Dorothy Goldin

Castel, Jean Gabriel
Université York
Toronto, Ontario

Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne,
Université d'Ottawa
Pentney, William
Seydegart, Magda
Fruhling, Hugo

Champagne, Jacques
Organisation catholique canadienne pour le
développement et la paix
Montréal, Québec

Chevrette, François
Université de Montréal
Montréal, Québec

Clarke, Pat
Canadian University Service Overseas
Vancouver, Colombie-Britannique

Cohen, Stanley
Commission de réforme du droit du Canada
Ottawa, Ontario

Collinette, l'honorable David
Parti Libéral du Canada
Hull, Québec

Collinette, Penny
Liberal International Congress
Hull, Québec

Comber, Gary
Centre international d'exploitation des océans
Halifax, Nouvelle-Ecosse

Comeau, Paul-André
Le Devoir
Montréal, Québec

Comité fédéral-provincial-territorial permanent des fonctionnaires
responsables des droits humains, Toronto, Ontario

Alberta

Kennedy, Albert
Sous-ministre adjoint du
travail

Lynch, John
Directeur exécutif
Commission des droits de la personne

Seudder, Stan
Président
Commission des droits de la personne

Colombie Britannique

Wilson, Douglas
Conseil des droits de la personne

Ile-du-Prince-Edouard

Trainor, J. Leo
Président
Commission des droits de la personne

Ontario

Brown, George
Directeur
Commission des droits de la personne

Herman, Thea
Ministère du Procureur général

Shipley, Allan Q.
Ministère du Procureur général

Québec

Ouellet, Aubert
Ministère des relations
internationales

Lachapelle, Jacques
Président
Commission des droits de la personne

Lafleur, Patrice
Ministère des Relations
internationales

Manitoba

Germisheid, Darlene
Directrice exécutive
Commission des droits de la personne

Ménard, Geneviève
Secrétariat aux affaires
intergouvernementales canadiennes

Nouveau-Brunswick

O'Brien, J. Michael
Directeur exécutive
Commission des droits de la personne

Saskatchewan

Kruzeniski, Ronald
Commission des droits de la personne

Nouvelle-Ecosse

Johnstone, P.A.
Directeur exécutive
Commission des droits de la personne

Welsh, Gale
Ministère de la Justice

Terre-Neuve

Buckingham, Herbert
Ministère de la Justice

Canada - Délégation fédérale:

Dadson, Ann
Secrétariat d'Etat

Hough, Barbara
Ministère de la Justice

Livermore, Dan
Ministère des Affaires extérieures

St-Onge, Martin
Bureau des relations fédérales-
provinciales

Low, Martin
Ministère de la Justice

Knight, Elizabeth
Secrétariat d'Etat

Page, Enid
Secrétariat d'Etat

Lavoie, Adèle
Secrétariat d'Etat

Thomson, Tamra
Condition féminine Canada

Crispin, Diane
Secrétariat d'Etat

Conley, Marshall
Université Acadia
Halifax, Nouvelle-Ecosse

Contreras, Rodrigo
Assembly of First Nations
Hull, Québec

Côté, Pierre
Directeur général des élections
Québec, Québec

Cotler, Irwin
Université McGill
Hull, Québec

Covell, Maureen
Université Simon Fraser
Burnaby, Colombie-Britannique

Cram, George
Eglise anglicane du Canada
Toronto, Ontario

Danesh, Hossain
Communauté Bahá'íe du Canada
Toronto, Ontario

Davies, Sir Peter
Anti-Slavery Society for the Protection of Human Rights (U.K.)
Montréal, Québec

Debicki, Mark
Université du Manitoba
Winnipeg, Manitoba

De Grâce, René
Croix Rouge canadienne
Toronto, Ontario

Derksen, Jim
Disabled Peoples' International
Winnipeg, Manitoba

Deschênes, Monsieur le Juge Jules
Montréal, Québec

Desmarais, Jean-Claude
Centre d'études et de coopération internationale
Montréal, Québec

Dobell, Peter*
Centre parlementaire pour les affaires
étrangères et le commerce extérieur
Ottawa, Ontario

Docquier, Gérald
Les Métallos unis d'Amérique
Toronto, Ontario

Douma, Courie
Amnistie internationale
Halifax, Nouvelle-Ecosse

Elections Canada, Ottawa

Hamel, Jean-Marc

Gould, Ron

Lavoie, Louis

Epstein, Bob

Grand Conseil des Cris du Québec

Hull, Québec

Evans, Derek

Conseil canadien des Eglises

Toronto, Ontario

Fairweather, Gordon

Commission canadienne des droits de la personne

Ottawa, Ontario

Fondation canadienne des droits humains, Montréal, Québec

Humphrey, John

Fournier, Jean

Slatkoff, William

Urman, Stan

Vlassic, Ivan

Fondation Ford, New York, N.Y.

Urquardt, Sir Brian

Carmichael, William

Isaacs, Anita

Fondation Rockefeller, New York, N.Y.

Mooock, Joyce

Smith, Theodore

Foster, John

Eglise Unie du Canada

Toronto, Ontario

Fournier, Francine

Association latino-américaine pour les droits humains

Montréal, Québec

Gosselin, Guy

Université Laval

Québec, Québec

Graham, l'honorable A.

Sénateur

Hull, Québec

Gray, John

Globe and Mail

Toronto, Ontario

Green, Marg
Organisation catholique canadienne pour le développement et la paix
Vancouver, Colombie-Britannique

Groves, Bob
Native Council of Canada
Hull, Québec

Harker, John
Bureau international du travail
Toronto, Ontario

Hastings, John
Fédération des municipalités canadiennes
Ottawa, Ontario

Hellman, Judith Adler
Université York
Toronto, Ontario

Hockin, l'honorable Tom, député
Président
Comité mixte spécial sur les relations extérieures du Canada
Ottawa, Ontario

Hodgson, Ray
Eglise presbytérienne du Canada
Toronto, Ontario

Holsti, Kal
Université de la Colombie-Britannique
Vancouver, Colombie-Britannique

Hope-Simpson, Peggy
Annapolis Valley International Community Centre
Halifax, Nouvelle-Ecosse

Houdet, Chantal
Québec

Jackson, Robert
Université de la Colombie-Britannique
Vancouver, Colombie-Britannique

Johnson, David
Bureau du directeur général des élections de l'Ontario
Toronto, Ontario

Johnson, Don
Jeunesse Canada Monde
Vancouver, Colombie Britannique

Jull, Peter
Inuit Circumpolar Conference
Hull, Québec

Keirstead, Paula M.
Disabled Peoples' International
Winnipeg, Manitoba

Kozar, Tom
B.C. Government Employees' Union
Vancouver, Colombie-Britannique

Lange, Ursula
Canadian Lutheran World Relief
Winnipeg, Manitoba
Laplante, Laurent
Ici Québec
Québec, Québec

Larose-Edwards, Paul
Amnistie internationale
Hull, Québec

Leblanc, Napoléon
Centre québécois des relations internationales
Québec, Québec

Legault, Albert
Université Laval
Québec, Québec

Linden, Monsieur le Juge A.M.
Commission de réforme du droit du Canada
Ottawa, Ontario

Lingermann, Daniel
Halifax, Nouvelle-Ecosse

MacDonald, l'honorable David
Ambassadeur du Canada en Ethiopie
Hull, Québec

MacDonald, Ian
York International
Toronto, Ontario

MacKay, Macha
Match International
Halifax, Nouvelle-Ecosse

MacKay, W.A.
Ombudsman de la Nouvelle-Ecosse
Halifax, Nouvelle-Ecosse

Mackenzie, Gérald
Ligue des droits et libertés
Montréal, Québec

Marcotte, Père C.
Collaboration santé internationale
Québec, Québec

Marsden, l'honorable Lorna
Sénateur
Hull, Québec

Matas, David
B'Nai Brith du Canada
Winnipeg, Manitoba

Matthews, Robert
Université de Toronto
Toronto, Ontario

McCarthy, Paul
Wold University Service Canada
Hull, Québec

Miller, Robert
Centre parlementaire pour les affaires étrangères et le commerce
extérieur
Hull, Québec

Miloff, Maury
South Asia Partnership
Hull, Québec

Moroto, Donald Rojas
World Council of Indigenous Peoples
Hull, Québec

Morgan, Edward
Université de Toronto
Toronto, Ontario

Moulton, Edward
Université du Manitoba
Winnipeg, Manitoba

Mulat, Aklilu
Hope International
Vancouver, Colombie-Britannique

Murphy, Brian
Inter Pares
Hull, Québec

National Endowment for Democracy, Washington, D.C.
Plattner, Mark

Njoroje, Karanja
International Student Centre
Halifax, Nouvelle-Ecosse

North, Liisa
Université York
Toronto, Ontario

Obomsawin, Raymond
World Council of Indigenous Peoples
Hull, Québec

O'Neil, Brian
Oxfam
Halifax, Nouvelle-Ecosse

Organisation des Etats américains, Washington, D.C.
Rodrigues, Ambassadeur Edith Marques
Vénézuéla

Careno, Edmundo Vargas
Secrétaire exécutif
Inter-American Commission on Human Rights

Poole, Linda
Secrétaire exécutif
Status of Women Commission

Owen, B.H.
Canadian Foreign Aid Dialogue
Halifax, Nouvelle Ecosse

Payette, André
Radio Québec
Montréal, Québec

Pearson, Geoffrey
Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales
Ottawa, Ontario

Perret, Art
YMCA Canada-international
Vancouver, British Columbia

Petrie, Frank
Association des exportateurs canadiens
Hull, Québec

Pinault, Roger
Association des ingénieurs-conseils du Canada
Ottawa, Ontario

Poff, Deborah
Université Mount Saint Vincent
Halifax, Nouvelle-Ecosse

Programme des Nations Unies pour le développement, New York, N.Y.
Bernandes, Bent
Joseph, Andrew
McAdams, D.
Navajas-Magro, H.
Rees, Garth Ap
Salgado, Ignacio Perez

Reitman, Dorothy
Congrès juif du Canada
Montréal, Québec

Représentants permanents auprès des Nations Unies et
Cabinet du Secrétaire général des Nations Unies, New York, N.Y.

Adouki, Ambassadeur Martin
Congo

Essy, Ambassadeur Amara
Côte d'Ivoire

Barnett, Ambassadeur Lloyd
Jamaïque

Fareed, Shoukat
Pakistan

Beauge, Ambassadeur Victor
Argentine

Lewis, Ambassadeur Stephen
Canada

Diallo, Issa
Cabinet du Secrétaire général

Ritter, Ambassadeur Jorge
Panama

Rickerd, Donald S.
Fondation Donner du Canada
Toronto, Ontario

Ridd, Carl
Université de Winnipeg
Winnipeg, Manitoba

Rose, Alan
Congrès juif du Canada
Montréal, Québec

Rosenblum, Simon
Project Ploughshares
Ottawa, Ontario

Ross, Marjorie
Conseil canadien des Eglises
Toronto, Ontario

Ryan, Père Tim
Inter-Church Committee on
Human Rights in Latin America
Toronto, Ontario

St. John, Peter
Université du Manitoba
Winnipeg, Manitoba

St-Pierre, Noel
Centrale de l'enseignement du Québec
Montréal, Québec

Sandbrook, Richard
Université de Toronto
Toronto, Ontario

Sanders, Joe
Assembly of First Nations
Hull, Québec

Scott, Monseigneur l'Archévêque Ted
Conseil canadien des Eglises
Toronto, Ontario

Sears, Robin
Nouveau Parti Démocratique
Toronto, Ontario

Secrétariat des relations parlementaires, Ottawa, Ontario
Imrie, Ian
Immarigeon, Henriette
Chafe, Carole
Knowles, Stephen

Shack, Sybil
Manitoba Association of Rights and Liberties
Winnipeg, Manitoba

Smiley, Donald
Université York
Toronto, Ontario

Smith, Gail
Service administratif canadien outre-mer
Toronto, Ontario

Snyder, Linda
Canadian University Service Overseas
Halifax, Nouvelle-Ecosse

Somjee, A.H.
Université Simon Fraser
Burnaby, Colombie-Britannique

Stackhouse, Reg, député
Président
Comité permanent des droits de la personne
Ottawa, Ontario

Stanley, Kay
Condition féminine Canada
Hull, Québec

Stokoe, Peter
Canadian Foreign Aid Dialogue
Halifax, Nouvelle-Ecosse

Stehr, Anna
Young Women's Christian Association of Canada
Toronto, Ontario

Swatsky, Barbara
Comité Unicef du Canada
Toronto, Ontario

Tarnopolsky, Monsieur le Juge Walter
Cour d'appel de l'Ontario
Toronto, Ontario

Tripp, Linda
World Vision Canada
Toronto, Ontario

Turp, Daniel
Université de Montréal
Montréal, Québec

Venturelli, Sabine
Association latino-américaine pour les droits humains
Montréal, Québec

Vernon, Gary C.
Centre international d'exploitation des océans
Halifax, Nouvelle-Ecosse

Wainberg, Marilyn
B'Nai Brith du Canada
Montréal, Québec

Walmsley, Norma
Fondatrice de MATCH International
Hull, Québec

Watson, Patrick*
"Struggle for Democracy", série télévisée
Toronto, Ontario

Weiers, Margaret
Toronto Star
Toronto, Ontario

Wells, Larry
Bureau du directeur général des élections de l'Ontario
Toronto, Ontario

Whelan, Jim
Bureau du directeur général des élections de l'Ontario
Toronto, Ontario

Wilson, Marilyn
Amnistie Internationale
Hull, Québec

Winegard, William C., député
Président
Comité permanent des affaires étrangères
et du commerce extérieur
Ottawa, Ontario

Woolstencroft, Peter
Université de Waterloo
Toronto, Ontario

Wright, Claudia
Commission des droits de la personne du Manitoba
Winnipeg, Manitoba

Wright, Gerald
Cabinet du Ministre
Ministère d'Etat des finances
Ottawa, Ontario

Zylberberg, Jacques
Université Laval
Québec, Québec

* conférence téléphonique

Activités de l'Agence Canadienne de
développement international et du Centre de
recherches pour le développement international

1. Les pages qui suivent font état de la participation de deux organisations canadiennes à des activités visant l'avancement des droits de la personne et des institutions et pratiques démocratiques sur la scène internationale. L'Agence canadienne de développement international (ACDI), un organisme du gouvernement canadien, et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), une société d'État ayant un conseil d'administration indépendant composé de citoyens canadiens et étrangers, financent des activités de cette nature à même le budget d'assistance au développement du gouvernement du Canada.

2. Ni l'ACDI ni le CRDI n'ont de programme consacré précisément aux droits de la personne, mais tous deux ont contribué à des activités connexes en utilisant une variété de sources et de modes de financement au sein de leur organisation respective. Bien que ni l'un ni l'autre n'aient de mandat particulier concernant les droits de la personne, les deux organismes ont pris position sur le sujet. Le vice-président de la direction générale des Politiques de l'ACDI a déclaré: "Les droits de la personne englobent non seulement les droits civiques et politiques, mais également le droit de tout individu à son plein épanouissement sur le plan économique, social et culturel; tous ces droits sont indivisibles et interdépendants dans la mesure où ils contribuent tous, sous différents aspects, à assurer le développement de l'individu en toute liberté et dignité. Dans ce sens, "droits de la personne" et "développement" se fondent dans un concept plus fondamental qui est celui de la dignité humaine". D'autre part, le conseil des gouverneurs du CRDI a défini le "développement" comme un processus qui "«...» vise le bien-être de l'homme; il doit se réaliser dans le respect de la dignité humaine qui est le plus facilement maintenue dans des conditions de bonne nutrition, de bonne santé, de liberté de pensée, de fierté culturelle et de respect des droits de la personne".

3. Les deux sujets -- les droits de la personne et les institutions et pratiques démocratiques -- ne se prêtent guère à une définition claire et nette. Les projets décrits ci-dessous, réalisés ou appuyés par ces deux organismes, pourraient donner une certaine notion des activités de promotion des droits de la personne et des institutions démocratiques -- mais il faut se rappeler que les projets de cette nature ne sont pas répertoriés comme tels dans les dossiers de l'ACDI. Étant donné l'incertitude qui entoure les notions en cause, lesquelles, dans une certaine mesure, peuvent englober tous les efforts de développement, la description qui suit devrait toutefois être considérée comme une illustration du travail accompli par les deux institutions dans ce domaine, plutôt que comme un examen exhaustif.

Institutions et pratiques démocratiques

4. L'ACDI fournit au gouvernement d'Haïti un soutien technique en vue des élections qui doivent avoir lieu à la fin de 1987. Cet appui comprend la formation de personnel électoral et de juristes pour la rédaction de la législation électorale, ainsi que la fourniture d'équipements tels des boîtes de scrutin, des bulletins de vote, etc.

5. L'ACDI a contribué à renforcer le rôle de protecteur du citoyen, en accordant à l'Institut international de l'Ombudsman des fonds pour des projets d'assistance technique à la Public Complaints Commission du Nigéria et à l'Ombudsman's Office de Sri Lanka.

6. Par ailleurs, l'ACDI a soutenu de différentes façons deux catégories d'organisations, les syndicats et les coopératives, qui représentent des gens participant à l'activité économique, mais dont l'influence peut s'étendre à la structure sociale ou au régime politique. Le Congrès du travail du Canada s'est vu allouer des fonds pour la formation de chefs syndicaux et l'exécution de recherches sur trois continents. Les fonds en question ont également servi à venir en aide à des syndicats de Noirs de l'Afrique du Sud. En ce qui concerne l'appui aux coopératives, le Coady International Institute, de la Nouvelle-Écosse, a bénéficié d'une contribution qui lui a permis d'associer ses efforts à ceux de l'Agency for Industrial Mission, de l'Afrique du Sud, afin de renforcer parmi les organismes de développement de l'Afrique du Sud, grâce notamment à une formation au leadership, les capacités de développement communautaire et coopératif.

7. L'ACDI a contribué à l'établissement de liens entre plusieurs universités, notamment entre l'Université de la Saskatchewan et l'Université de Khartoum, et entre l'Université de Victoria et une institution malaisienne, afin de former des avocats spécialisés en droit constitutionnel. En outre, l'assistance de l'ACDI a permis la venue au Canada d'un avocat qui devait soumettre des recommandations au gouvernement de la Grenade sur des questions constitutionnelles. L'Agence a également acquiescé à une demande de l'Ouganda visant à déterminer de quelle façon le Canada pouvait apporter sa collaboration relativement à la constitution ougandaise.

8. Le CRDI a financé avec l'Universidad del Pacifico, de Lima, un projet consistant à passer en revue les structures et l'activité des deux chambres du Parlement au Pérou. Plus précisément, il s'agissait d'examiner la composition et le mode de fonctionnement du système de comités parlementaires, ainsi que les ressources à la disposition du Parlement.

9. Le CRDI a également approuvé un nouveau programme intitulé Politiques nationales, établissements représentatifs et processus participatifs. Ce programme pourrait englober des études sur des questions générales ayant trait aux fonctions et aux structures, ou sur des aspects précis des structures et fonctions de différents processus et institutions dans le contexte de problèmes particuliers.

La protection des droits civils et politiques

10. La Commission internationale de juristes a tenu à Nairobi une conférence sur la Charte africaine des droits de la personne et des peuples. Financée par le CRDI, cette conférence visait à faire participer des personnalités africaines influentes à une campagne en faveur de la ratification de la Charte par les États africains. Par ailleurs, le CRDI a financé la tenue, également en Afrique, de la rencontre inaugurale de la Conference of African International Lawyers, qui avait entre autres pour objet les droits de la personne et le droit humanitaire.

11. En Amérique latine, le CRDI a financé un projet de recherche de la Commission andine de juristes ayant pour objet le traitement judiciaire des cas mettant en jeu le droit d'association, le droit à la liberté de la parole et le droit à l'habeas corpus. L'étude portait notamment sur l'attitude des juges chiliens et péruviens face à ces questions. Toujours en Amérique latine, l'ACDI a financé les Peace Brigades International (Guatemala) par l'intermédiaire du Secours quaker canadien. Les Brigades ont pour but d'augmenter le nombre de groupes et de particuliers qui sont en mesure d'exercer leurs droits, et de réduire le nombre d'assassinats pour des motifs politiques. Pour ce faire, ses membres accompagnent partout des personnes et leurs familles qui sont vraisemblablement "marquées" par les escadrons de la mort. Les Brigades mettent également à la disposition des intéressés des lieux de rencontre sécuritaires et fournissent à la communauté internationale des renseignements sur les questions de droits de la personne.

12. En Asie, le CRDI contribue à la réalisation d'un projet de la Coalition asiatique des organisations des droits de l'homme, qui consiste à examiner le respect du droit d'association dans différents pays du continent, en droit et en pratique. Le projet traite également de la mesure dans laquelle les organisations d'inspiration populaire peuvent s'acquitter de leur mandat dans l'état actuel du droit.

13. Au Moyen-Orient, le CRDI finance une conférence intitulée Law in the Service of Man, parrainée en Cisjordanie par la Commission internationale de juristes et portant sur l'application en Cisjordanie du droit humanitaire international et du droit international des droits de l'homme.

Les victimes

14. L'ACDI a accordé un appui financier à l'Église Unie du Canada pour que celle-ci puisse prêter main-forte à la Dependants Conference of the South African Council of Churches. L'organisme en question soutient financièrement plus d'un millier de familles de prisonniers politiques en subvenant à leurs besoins en matière de santé, d'éducation et de logement, et en assumant les frais de leurs visites aux prisonniers. Une assistance est également offerte en vue de la réhabilitation de prisonniers, de détenus, ainsi que de personnes expulsées ou interdites de séjour. Les frais juridiques sont acquittés et des prêts sont accordés pour la mise sur pied de petites entreprises.

15. Par l'intermédiaire du Fonds international de défense et d'aide pour l'Afrique australe, l'ACDI a contribué de façon substantielle au soutien des familles de détenus, et notamment à l'éducation de leurs enfants. Elle a également contribué à des programmes semblables du Congrès du travail du Canada, d'Oxfam Canada et de l'organisme Canadian Aid for Southern African Refugees. Ailleurs en Afrique australe, l'ACDI a consenti au début des années 80 deux subventions devant aider à la réhabilitation d'anciens prisonniers politiques au Zimbabwe, là encore par l'intermédiaire du Fonds international de défense et d'aide pour l'Afrique australe.

Les groupes défavorisés

16. Dans les pays en développement, le désavantage est encore plus marqué du fait que les groupes en question ont un accès très limité aux services d'éducation et ne disposent que d'un très faible pouvoir économique. Les intéressés ont besoin d'appui afin de s'assurer, en tant qu'individus ou que groupes, le plein respect de leurs droits fondamentaux.

17. En ce qui a trait à la condition féminine, l'ACDI a consenti une subvention à l'Inter-American Legal Services Association (ILSA), de Bogota, lui permettant de fournir aux femmes colombiennes des services juridiques en vue de l'amélioration de leur situation sur les plans social et juridique. Le projet comportait différents volets: prestation de conseils juridiques sur des questions d'ordre social et commercial, tenues de réunions visant à familiariser les femmes de Bogota avec le système juridique existant, et études des lois ayant une incidence sur la situation des femmes.

18. L'ACDI a aussi cherché à protéger les droits des femmes en accordant à l'Église anglicane du Canada une subvention qui lui a permis d'élaborer et de diffuser en Afrique de l'Ouest francophone, en collaboration avec le Conseil oecuménique des Églises, du matériel didactique sur les dangers pour la santé de la clitoridectomie, ainsi que sur les droits des intéressées à cet égard. L'ACDI et le CRDI ont financé de nombreux autres projets visant au mieux-être social et économique des femmes.

19. L'ACDI a mis sur pied un programme de suivi de l'intégration des femmes dans le développement, afin de veiller, pour tous ses programmes et projets, à ce que les besoins des femmes et les répercussions sur ces dernières reçoivent toute l'attention voulue.

20. En ce qui concerne les travailleurs, l'ACDI, par l'intermédiaire du Congrès du travail du Canada, a versé une contribution devant permettre au Council of Unions of South Africa de dispenser des services juridiques et de recherches à des syndicats et travailleurs noirs, et d'informer les travailleurs au sujet de leurs droits. Pour sa part, le CRDI a financé avec le Public Law Institute, du Kenya, un projet de recherches visant à déterminer et à fouiller les questions à caractère juridique revêtant une importance particulière pour les travailleurs kényans, et à produire à leur intention du matériel didactique décrivant leurs droits à cet égard.

21. Pour ce qui concerne les peuples autochtones, l'ACDI a consenti au Conseil mondial des peuples indigènes une importante subvention pour l'aider à promouvoir son objectif de donner aux peuples en question la place qui leur revient dans la société. D'autre part, le CRDI a versé des fonds à la Commission andine de juristes pour lui permettre d'effectuer des recherches sur l'application de solutions législatives, administratives et judiciaires appropriées aux conflits parmi la paysannerie autochtone. Le projet doit décrire la nature des incompatibilités entre le droit officiel et le droit paysan, ainsi que la façon dont les autorités judiciaires statuent dans les deux cas, et proposer des mesures visant à renforcer le pluralisme juridique dans la région andine.

Le système judiciaire

22. En règle générale, les fonds consacrés au renforcement de l'appareil judiciaire ont été affectés à la tenue de conférences ou aux déplacements de magistrats appelés à y participer. Le CRDI a consenti des subventions au Centre pour l'indépendance des magistrats et des avocats, afin de l'aider à tenir en Zambie une conférence sur l'organisation et la juridiction des tribunaux, le statut et les droits des juges, ainsi que l'indépendance de la magistrature au sein de la profession juridique. Le CRDI a aussi contribué au financement de la Conférence mondiale sur l'indépendance de la Justice, tenue à Montréal. Il y a été question des façons dont les systèmes judiciaires nationaux pouvaient s'acquitter de leur mandat sans ingérence du pouvoir exécutif.

23. Par ailleurs, l'ACDI a aidé la Jamaican Magistrates Association à assumer pour ses membres les frais d'un voyage d'études dans les provinces de l'Atlantique, pour qu'ils puissent observer comment les tribunaux canadiens règlent les conflits juridiques. Grâce à une autre subvention de l'ACDI, des magistrats de pays en développement ont pu se rendre à Chypre pour prendre part au programme de formation permanente de l'Association des magistrats du Commonwealth. En outre, l'ACDI a versé des fonds pour permettre à des participants Sud-africains de participer à la Black Lawyers and Jurists Conference, à Toronto. Il y a été question entre autres des aspects juridiques de la lutte contre l'apartheid.

24. Dans le tiers monde, les régions rurales sont à toutes fins utiles dépourvues de services juridiques. Par le truchement de la Commission internationale de juristes, dont le siège est à Genève, le CRDI a parrainé en Afrique de nombreux ateliers et conférences portant sur les causes de cette situation et sur les moyens d'y remédier. Les conférences en question ont réuni à la fois des activistes et des représentants des milieux officiels, et ont donné lieu à une définition plus précise du problème ainsi qu'à des projets pilotes visant l'établissement d'un modèle de prestation de services.

25. Il existe à Bogota un organisme très important qui oeuvre dans ce domaine, la Inter-American Legal Services Association (ILSA). Elle encourage et réalise des recherches portant sur les services juridiques, publie un bulletin d'information, tient des conférences et constitue un point central d'information pour de nombreux centres juridiques de la

région. L'ACDI, en plus d'avoir contribué de façon substantielle à son fonctionnement général depuis un certain nombre d'années, lui a versé des fonds pour l'aider à améliorer les services juridiques fournis dans deux pays de la région. Une subvention a servi à la création d'une société sans but lucratif chargée d'administrer le Belize Legal Aid Service, à la mise en service, sous la direction d'un procureur, d'un centre d'accès facile, et à la prestation de conseils juridiques gratuits ou à bon marché aux démunis. À l'aide d'une autre subvention, l'ILSA a pu aider la Kingston Legal Aid Clinic, de la Jamaïque, à fournir des services en milieu rural. Les services en question touchent entre autres le régime foncier, les relations entre propriétaires et locataires et les conflits familiaux. Le CRDI a accordé une subvention de recherche à l'ILSA pour l'établissement, à l'intention des auxiliaires juridiques, d'un manuel exposant les façons dont les centres d'aide juridique peuvent travailler à promouvoir le développement au sein de leur collectivité. Le processus englobe l'étude de huit cas où un centre ne s'est pas limité à la relation classique avocat-client, mais s'est associé à des groupes cherchant à faire progresser la collectivité par l'action sociale.

26. Le CRDI finance également une vaste étude comparative des services d'aide juridique effectuée par le Centro de Investigacion y Educacion Popular, de Bogota, et la Osgoode Hall Law School, de l'Université York. L'étude vise à comparer de façon scientifique l'efficacité des services classiques où un professionnel fournit des prestations à des clients individuels, et celle des centres de services administrés par la collectivité et axés sur le développement. Elle examine en particulier de quelle façon les centres déterminent les besoins de la collectivité, améliorent les relations entre les membres de celle-ci et les autorités, et règlent les conflits. On espère ainsi pouvoir mettre au point un modèle de recherche dont pourront tirer parti des centres de service du monde entier pour évaluer leurs propres structures et programmes.

27. L'ACDI a pour sa part alloué une aide substantielle à l'Institut interaméricain des droits de l'homme, de San José. L'Institut fait porter principalement ses efforts sur des activités éducatives, notamment la promotion de l'intégration, dans les programmes d'études de la région, d'une composante ayant trait aux droits de la personne. Il encourage également la recherche théorique sur les problèmes liés aux droits humains dans la région, et organise des réunions pour faire progresser dans l'opinion publique l'idée que ces droits doivent occuper une place de premier plan dans l'échelle des valeurs humaines.

28. Avec l'Institut interaméricain des droits de l'homme, de San José, au Costa Rica, le CRDI a financé un projet visant la compilation de tous les instruments légaux dans le domaine des droits de la personne à l'échelle interaméricaine.

29. Dans son programme de travail pour 1987-1988, la Direction des sciences de l'information du CRDI signale que dans le secteur des "affaires humanitaires", les projets seront axés sur des activités d'information touchant le droit des peuples autochtones et des groupes

marginiaux, dans les milieux urbains et ruraux, à une pleine participation au processus de développement de leur pays -- droits économiques et politiques, et droits des minorités --, et qu'il y aura sans doute lieu d'appuyer à cet égard les activités régionales liées à l'HURIDOCs, ou International Human Rights Information and Documentation System.

30. L'ACDI a aidé le commissaire en chef de la Commission canadienne des droits de la personne à se rendre au Zimbabwe pour y évaluer la possibilité de prêter main-forte à la Legal Resources Foundation, avec la collaboration du Centre de recherche et d'enseignement sur les droits de la personne de l'Université d'Ottawa. La fondation, qui encourage la recherche et l'éducation du public en matière juridique, veut mettre sur pied des programmes contribuant à l'enrichissement des ressources juridiques, ainsi qu'une bibliothèque de droit.

31. Enfin, le CRDI a accordé deux bourses pour du travail de recherche sur les droits de la personne dans les pays en développement -- une à un Philippin pour l'examen des liens existant entre les droits humains et le développement en Asie, l'autre à un Canadien pour l'étude des droits fondamentaux en Colombie.

Environnement et produits sécuritaires

32. Dans le domaine de la consommation, l'ACDI a versé une importante subvention à l'Organisation internationale des unions de consommateurs, qui met des produits à l'essai et cherche à sensibiliser le public.

33. Le CRDI a financé une série d'études effectuées par l'Association des consommateurs de Penang, en Malaisie, qui portait sur des sujets comme la fausse publicité, le droit de la responsabilité du fabricant et les négligences professionnelles dans l'industrie du logement.

34. Dans le domaine de l'environnement, l'Association des consommateurs de Penang, dans la même série d'études, s'est penchée sur la gestion des déchets dangereux et des produits chimiques toxiques, et sur le problème des pesticides.

35. Par ailleurs, le CRDI a financé de nombreux autres projets portant sur la santé professionnelle, comme l'étude dans laquelle l'Asian Association of Occupational Health, de Singapour, s'est penchée sur l'ampleur du problème de l'empoisonnement par les pesticides dans les régions agricoles de la Thaïlande, de l'Indonésie, de Sri Lanka et de la Malaisie. L'étude en question comprenait un examen des textes législatifs pertinents ainsi que des recommandations en vue d'une réforme.

36. En outre, le CRDI a versé une subvention à une association d'avocats activistes des Philippines, appelée SALAG, pour lui permettre d'étudier d'un point de vue juridique la situation d'une collectivité qui doit faire face à la construction, près des résidences et des lieux

de travail, de réservoirs de gaz de pétrole liquéfié. L'étude doit inventorier les lois pertinentes, contribuer à faire participer activement les intéressés à la définition, à la planification et à l'exécution de stratégies et de mesures de recours en justice, et formuler des propositions de réforme des textes législatifs.

37. Enfin, le CRDI a financé la tenue, par la Fondation pour les problèmes d'environnement, de Turquie, d'un séminaire portant sur la mise en oeuvre des principales mesures législatives en matière d'environnement dans ce pays. Il a été question en particulier de l'absence d'un règlement établissant des normes de protection de l'environnement.

stor
CA1
EA
87151
EXF

INTERNATIONAL COOPERATION FOR THE
DEVELOPMENT OF HUMAN RIGHTS
AND DEMOCRATIC INSTITUTIONS.

BY GISELE COTE-HARPER
JOHN COURTNEY

Coopération internationale pour le
développement des droits humains et
des institutions démocratiques / par
Gisele Cote-Harper, John Courtney.

b2402609 (E)

b2402634 (E)

Special Rapporteurs

Me Gisèle Côté-Harper
Professor of Law
Laval University

Dr. John C. Courtney
Professor of Political Science
University of Saskatchewan

Secretariat

Clovis Demers

Verona Edelstein

Research

Monique Lavoie

Rob Robertson

Secretarial Assistants

Lucie Sauriol

Liette Simard

Dept. of External Affairs
Min. des Affaires extérieures

DEC 31 1991

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTERE

LIBRARY / BIBLIOTHEQUE
DEPT. OF EXTERNAL AFFAIRS /
MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES
125 SUSSEX
OTTAWA K1A 0G2



Library Canada
JAN 4 1998
Emplo.

43261-079

... ..
... ..
... ..

... ..

... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

... ..
... ..
... ..

Table of Contents

	Paragraphs
Introduction	1 - 2
Part I: The Present Conjuncture	3 - 16
Part II: What Canada is doing	17 - 32
Part III: What is being done internationally	33 - 67
International Multilateral Organizations	
A. The United Nations Organization	35 - 38
B. The Commonwealth	39
C. The Organization of American States	40
D. The Council of Europe	41
E. The Organization of African Unity	42
F. The World Bank's International Development Agency	43 - 44
G. The Inter-American Development Bank	45
Institutions and Programs of Western Democratic Countries	
H. The Major Foundations	46 - 50
a) The Ford Foundation	47 - 48
b) The Rockefeller Foundation	49 - 50
I. Private, Publicly-Funded U.S. Foundations	51 - 55
a) The Asia Foundation	51
b) The Inter-American Foundation	52
c) The National Endowment for Democracy	53 - 55
J. Sweden	56 - 57

86-087-811
86-087-812
E/C

Table of Contents (cont'd)

K. Denmark	58 - 59
L. The Netherlands	60 - 62
M. Norway	63 - 64
N. The Political Foundations of the Federal Republic of Germany	65 - 66
O. Australia	67
Part IV: What needs to be done	68 - 75
Part V: A new institution	76 - 88
Part VI: What we propose	89 - 119
A. Mandate of the Centre	91
B. Organization of the Centre	92 - 104
a) Board of Directors	92 - 99
b) The Secretariat	102 - 104
C. Human Rights Research and Education Centre of the University of Ottawa	105 - 106
D. Canadian International Development Agency	107 - 111
E. Consideration of projects	112 - 114
F. Financing	115 - 118
G. Evaluation of the Centre	119
Conclusion	120 - 128
Appendices	
A. Mandate of the Special Rapporteurs	page 37
B. Consultations	page 39
C. Activities of the Canadian International Development Agency and the International Development Research Centre	page 90

Introduction

1. On January 28, 1987, you asked us to examine how the Government might proceed with the creation of an institution which would have as its objective the development, strengthening and promotion of democratic institutions and human rights in developing countries and of submitting to you our recommendations by June 30, 1987. To this end, we were asked to examine what is being done by the Government of Canada in this area and to consult a large range of interested organizations and individuals. Our task derived from recommendation No. 87 of the Special Joint Committee on Canada's International Relations and the Canadian Government's positive response to it. The full text of the mandate given us is found at Appendix A.

2. Within the time allowed, we have consulted the largest possible range of Canadians: individuals, federal, provincial and municipal bodies, non-governmental organizations, organizations active in the area of human rights and international development, trade unions, business organizations at the national level, universities and journalists. A significant number of them responded to our invitation and provided written comments and suggestions. In addition we travelled to Ottawa and Hull, Halifax, Quebec, Montreal, Toronto, Winnipeg and Vancouver where we held round tables of academics, of individuals active in the fields of human rights and international development or other areas related to the proposal. We also travelled to Washington for meetings with representatives of the World Bank, the Inter-American Development Bank and the Organization of American States, and to New York for meetings with certain developing country personalities, namely Ambassadors accredited to the United Nations and senior officials of the United Nations Development Program and the United Nations Secretariat. In these two major American cities we also met with certain large foundations active in areas of interest. Appendix B provides a summary of such consultations.

Part I: The Present Conjuncture

3. What we heard during the course of our consultations, the interest expressed by our interlocutors and the vigor of debate in which we participated, has convinced us of one thing: the will expressed by the Special Joint Committee to see Canada offer to its developing country partners assistance in the area of human rights

and the strengthening of democratic institutions, as well as the positive response of the Government to this proposal reflect an important development in the evolution of our society. For Canada and for many of its friends and allies, this development represents a new stage in recognizing the fundamental importance of human rights and reaffirming our commitment to promote human rights at home and abroad.

4. Canada has already moved through important stages in the development of a legislative basis for the protection of human rights in Canada; namely the Canadian Bill of Rights, proclaimed in 1960, the Canadian Human Rights Act of 1977 and the Canadian Charter of Rights and Freedoms of 1982. In the provincial domain, statutory provisions prohibiting certain forms of discrimination have existed since 1932. In 1962, the first comprehensive human rights act, the Ontario Human Rights Code entered into force. There followed in New Brunswick, in 1967, the Human Rights Act; in Nova Scotia, in 1969, the Human Rights Act; in Manitoba, in 1970, the Human Rights Act; in Alberta, in 1972, the Individuals' Rights Protection Act; in Newfoundland, in 1974, The Newfoundland Human Rights Code; in Prince Edward Island, in 1975, the Human Rights Act; in Quebec, in 1975, the Quebec Charter of Human Rights and Freedoms; in Saskatchewan, in 1978, The Saskatchewan Human Rights Code; and in British Columbia, in 1979, the Human Rights Code.

5. To be sure the history of our debates and efforts in the area of human rights has seen its highs and its lows. There has been progress, but also setbacks for the protection of the rights of women, native peoples, minorities, children, the elderly and the handicapped. However, over the years the rights of such groups have been better recognized, better defined and better guaranteed. Driven by a sense of justice and fair play we have evolved foundations and safeguards for such rights in our institutions. The evolution is continuing although not without difficulty. The human rights laws proclaimed since 1960 are historic markers on the road Canada has travelled in its development of consciousness and commitment. In the wake of comparable debates, the international community also has established landmark legislation in the human rights area.

6. Our review of past and present approaches reveals that the Canadian commitment to the promotion of human rights internationally has developed quite remarkably over the past 10 to 15 years. The level of activity of federal and provincial authorities and of non-governmental organizations has become significant. In view of the sensitivity of human rights questions in all countries, including our own, Canada's efforts have been focused primarily on enhancing the capability for the development and enforcement of international standards of human rights, of relevant multilateral

organizations - the United Nations through its Commission on Human Rights, the Commission's subsidiary bodies, and bodies established under human rights treaties; the Specialized Agencies of the United Nations; and the Commonwealth.

7. Since 1976, Canadian diplomatic delegations have been at the forefront of efforts within the U.N. Commission on Human Rights and other U.N. bodies in the development of approaches and mechanisms for the protection and promotion of human rights. Their efforts have been enhanced through consultation and interaction with leading Canadian non-governmental human rights advocates such as the Churches, Amnesty International and more recently native groups.

8. The joint decision of the federal and provincial governments in December 1975 to move towards the ratification of the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, the International Covenant on Civil and Political Rights and its Optional Protocol served as a signal to Canadians and to the international community that Canada was prepared to submit its performance in the area of human rights to international scrutiny. With the ratification in May 1976 of the Covenants, and most particularly of the Optional Protocol, individual Canadians were accorded the international legal right to appeal their causes to an international body.

9. The Continuing Federal-Provincial-Territorial Committee of Officials Responsible for Human Rights was established in January 1976 to ensure inter alia the implementation of Canada's international legal commitments in the field of human rights. The Committee has presided over the development of arguably the most comprehensive reports provided by any state party on its implementation of the Covenants. The candour of the reports on continued shortcomings in Canadian performance and the high quality of the participation of federal-provincial delegations in the presentation of Canadian reports to treaty-based organs have been widely remarked upon. Canada's approach to such reviews provides a concrete demonstration of its readiness to listen to and learn from international criticism even as it seeks to promote the protection and development of human rights internationally.

10. It should be added that there is significant and ongoing federal, provincial and non-governmental collaboration on the evolution of Canadian positions for the further development of international law in areas such as the rights of the child, minorities and indigenous populations, where future international law may have a significant bearing on Canada's domestic policies and practices.

11. In light of the important multilateral dimensions of international human rights issues, it is pertinent to take into account current directions within the UN system.

12. The Assistant-Secretary General for Human Rights of the United Nations, Mr. Kurt Herndl, commented in his address to the February 1987 session of the U.N. Commission on Human Rights that there have been two great historical phases in the United Nations Organization's effort of fostering human rights and creating an international system of promotion and protection of the freedoms of the individual. The first phase, during the period 1946 to 1966, witnessed the development of the landmark codifications of international human rights law, termed the International Bill of Rights, comprising the Universal Declaration of Human Rights; the International Covenant on Civil and Political Rights and its Optional Protocol; and the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights. To these subsequently were added a number of other instruments of great importance relating, for example, to the rights of women, racial discrimination and torture. Work is continuing in the area of the rights of the child, minorities, migrant workers, indigenous populations, the disabled, as well as the right to food and other essentials. The second phase of the International Human Rights Program witnessed a concerted effort to develop the organs of supervision as well as procedures and mechanisms for responding to allegations of violations of human rights. Treaty-based organs such as the Human Rights Committee established under the International Covenant on Civil and Political Rights and a number of others have broken new ground by developing a dialogue between the international community and individual governments on measures to be taken by States in the framework of their own legal order to implement the international human rights norms to which they have committed themselves. In addition, a wide variety of procedures and mechanisms have been developed to respond to situations of gross abuses of human rights.

13. Of particular relevance to our exercise was Mr. Herndl's emphasis on the importance of convincing governments of the need to ratify the essential human rights treaties and to realize it is in their best interest to base their policies on the values underlying the International Bill of Rights. He indicated we are entering a new and third phase of U.N. action no less significant than those which preceded it and of which it is the natural consequence. This phase relates to the linkage between the provision of advisory services or technical assistance to States and the implementation by those States of norms to which they have committed themselves. He quoted the U.N. Secretary General's repeated assertions of this linkage made in the following terms:

"It is essential to create at the national level a system of protection for human rights which ought to encompass the following minimum elements: adequate legislation for human rights protection; the establishment of administrative and judicial instruments to deal with concrete issues of such protection; the integration of human rights within the educational system; and the establishment of local human rights institutions, such as national human rights commissions. The need for international cooperation for exchanges of information, for advice and assistance indeed exists in respect of each of the elements of a national human rights system".

14. The Special Joint Committee's comments on human rights and the government's response reflect and reaffirm orientations emerging within the United Nations. The section of the Committee's report entitled "Development of Human Rights" strives in effect to broaden the Canadian conception of development in a manner to permit resources for development cooperation to be applied to the reinforcement of the capacity of developing countries to carry out the international obligations which they have undertaken.

15. A linkage exists between the promotion and development of human rights and the development of institutions. In our definition, such institutions embrace not only the formal institutions of a society but also its policies, programs and practices. It is clear that the development of an institutional framework in itself does not constitute a guarantee for the enjoyment of rights and freedoms by all. We are convinced, nonetheless, and Canadian experience teaches us, that there is no real and permanent guarantee of the rights of individuals and collectivities in the absence of a solid and supportive infrastructure of laws, institutions, programs and practices.

16. The proposal that Canada offer support to developing country partners who, like Canada, wish to give effect to their international undertakings, is well situated in our view in the present Canadian and international conjuncture. The timing is opportune. The proposal is an expression of our time, and a reflection of the evolution of the international community and of Canadians and their institutions.

Part II: What Canada is doing

17. Canadians are already making a valid contribution to developing countries in the specific areas of interest to us and in related areas. They do so in various ways, whether by means of official development assistance or private sector contributions. We have been impressed by the scope and variety of the initiatives of governmental and non-governmental agencies and of voluntary organizations, including the churches, and by the imaginative open-minded manner in which Canadian entities have tried to respond to complex and often delicate requests. When necessary, they have been prepared to act with courage and sensitivity and stretch the limits of their traditional mandates in order to respond to the needs of their partners. They have done so in the field in Latin America, the Caribbean, Africa and Asia. Others have done so in Canada, by informing and sensitizing governments and public opinion.

18. The reader will find at Appendix C a summary description of projects undertaken by the Canadian International Development Agency (CIDA) and the International Development Research Centre (IDRC) which seem relevant to our study. Admittedly, it is not an exhaustive inventory, but it does describe pertinent activities which we have been able to identify. It suggests interesting and useful approaches for the future.

19. On the government side, the Canadian International Development Agency distinguishes itself by its manifold development projects in which economic development, social development, popular participation in decision making, and the promotion of the rights and dignity of individuals and disadvantaged groups are integrated. This blending, frequently found in programs of assistance to cooperatives and trade unions and in projects of integrated rural development, is not a recent phenomenon. It represents a sound, significant and low-risk contribution to the promotion and development of human rights and democratic institutions. As indicated in Appendix C, CIDA is also directly engaged in the creation and strengthening of institutions dedicated to the protection and promotion of human rights; for example, technical assistance provided to the Government of Haiti for the organization of elections, a contribution to the reinforcement of the role of Ombudsman in Nigeria and Sri Lanka, support for legal aid for women in Columbia, and support to the Association of Magistrates of Jamaica. Certain specific projects of non-governmental organizations supported by CIDA, involving assistance to families of political prisoners in South Africa, to "Peace Brigades" in Guatemala, and to the "World Council of Indigenous Peoples", go even further in this direction.

20. For its part the IDRC recently established a program in the area of representative institutions and popular participation.

The IDRC has carried out many initiatives for the strengthening of infrastructures and institutions for the protection and promotion of human rights and the participation of populations in the decisions which affect them. In keeping with its research mandate, and determined to stimulate research and discussion among those most interested in the field, the IDRC has directed its efforts primarily towards financing pertinent conferences, workshops and local research projects. For example, it has supported the study of the structures and functioning of the Peruvian Parliament, a conference to encourage African States to ratify the African Charter of Human and Peoples' Rights, research on the means by which Chilean and Peruvian judges interpret the freedom of association, freedom of speech and habeas corpus, research on the settlement of disputes within the indigenous peasant population, and the contradictions between official and customary law in the Andean region.

21. The Canadian institutional approach in the area of women's rights stands out internationally in terms of its level of development. As a result Maureen O'Neil, past coordinator of Status of Women Canada, was invited in the spring of 1986 to travel with CIDA financing to Sri Lanka, India and the Philippines to share the Canadian experience with representatives of their women's bureaux, senior officials, academics and representatives of NGOs. In May 1987, a delegation of six senior Filipino officials headed by the Deputy Minister of Social and Economic Development travelled to Canada for a three-week program, coordinated by Status of Women Canada, to acquaint them more extensively with the Canadian experience at federal, provincial and non-governmental levels. Funding was provided by CIDA and the organization of the visit aided by the Women in Development Program of CIDA. Requests for comparable programs, precipitated by the World University Service of Canada (WUSC), have been received in respect of India and China. In addition, the Minister responsible for Women's Affairs in Argentina has asked Status of Women Canada to organize an appropriate visit for Argentine officials.

22. The contribution of the Department of Justice should also be noted: support for research projects in Canada on human rights and international law, participation in international training programs, participation in workshops jointly organized by the United Nations Institute for Training and Research (UNITAR) and the Human Rights Centre of the United Nations to assist governments with the preparation of reports required by their adherence to international conventions, and assistance to the the Seychelles, Papua New Guinea and Western Samoa for the preparation of legislative and constitutional texts.

23. In response to an annual survey of interest in police training in Canada of 30 to 35 developed and developing countries,

the Solicitor General of Canada reserves 70 to 80 places for foreign participants in the RCMP's Canadian Police College courses. Up to 25 participants from Caribbean countries and those participating in special drug enforcement courses are funded by Solicitor General Canada. Otherwise, sponsoring police forces pay the travel and sustenance costs of their nominees. The limitation on financing is a constraint for many developing countries.

24. Specific projects in the area of law enforcement funded by the Solicitor General of Canada have included assistance to the Grenada police force, comprising training of management personnel and support for a nation-wide communications network and a forensic identification capability. As a spin-off of the Grenada project, a senior management course was given at the regional training school for the Eastern Caribbean in Barbados. In recent years the Solicitor General of Canada has provided assistance to Uganda, Zambia, and Tanzania, through evaluations of police procedures, training needs and organizational structures. It has also assisted, through the Correctional Service, in the training of prison personnel in the areas of institution building and civil rights. All projects in the above-mentioned areas have been undertaken in close consultation with the Department of External Affairs. CIDA financing has not been available for these purposes.

25. The Department of Labour has provided funds for the establishment of the Commonwealth Trade Union Council which provides labour education, information on international labour standards, and assistance on internal union management.

26. Canadian parliamentarians are actively involved in contacts and exchanges with parliamentarians of other countries through the Inter-Parliamentary Union (IPU), the Commonwealth Parliamentary Association (CPA) and the International Association of French Speaking Parliamentarians (AIPF). These associations play a meaningful role in the promotion and protection of human rights, in particular, where the rights of parliamentarians are involved. The IPU has established in Geneva a centre (Centre international de documentation parlementaire) which provides library and documentation services and some technical assistance to developing countries. The CPU also provides a central library to which the Canadian parliament has contributed.

27. Canadian federal and provincial parliaments, as full members of the different parliamentary associations and through such international contacts, provide a measure of training and assistance to developing country parliaments. Saskatchewan has an on-going program of training, and Quebec, Ontario and Nova Scotia, at least, have engaged in some training activity. The federal parliament has undertaken ad hoc projects for some 23 years. In the past five

years, such training has been a permanent feature and in 1986-87, training programs of two to five weeks duration were provided for parliamentary staff members from seven countries, including Zimbabwe, Zaire, Cameroun, and Djibouti. The opinion has been expressed that a Canadian institute could enhance such training opportunities in part through interaction with the Geneva Centre. However, the capacity of the federal parliament for providing training is said to be stretched to its limits, and means would have to be found to supplement the personnel resources available within Canadian parliaments to permit further development of these valuable activities.

28. The Chief Commissioner of the Canadian Human Rights Commission, Mr. Gordon Fairweather, the Chief Election Officer of Ontario, Mr. Warren Bailie, and senior officials of Elections Canada have served as official observers in elections in Zimbabwe in 1980, in El Salvador in 1984 and in Guatemala in 1985. Elections Canada is assisting the Government of Haiti, in a project financed by CIDA, in preparing for the Haitian 1987 election. The project entails the training of election officials and jurists and the provision of equipment. The Office of the Director-General of Elections of Quebec has participated in the training program for the Haitian officials.

29. On the non-governmental side, a number of interlocutors across the country have commented most favourably on the work of two Canadian institutions: the Human Rights Research and Education Centre of the University of Ottawa (HRREC), and the Canadian Human Rights Foundation, Montreal (CHRF). These highly respected institutions, each operating with two or three full-time professional staff, and with annual expenditures of some \$200,000 to \$400,000 on projects financed primarily from outside sources have engaged federal and provincial governments, non-governmental organizations and individuals in a wide-range of information, education and research activities for the promotion of human rights.

30. The HRREC, founded in 1981, is an independent, university-based institution which seeks to encourage research, education and promotion of human rights through legal and interdisciplinary study and implementation. Its library and documentation collection, which is computerized and served by a full-time librarian, houses 10,000 titles and documents exclusive of human rights material available through other University of Ottawa libraries. The HRREC serves as the Canadian link with the International Human Rights Information and Documentation System, HURIDOCS. It publishes a Human Rights Yearbook and a quarterly Bulletin. While the mandate of the HRREC is both domestic and international, as a result of the dearth of funding available in Canada for international human rights projects, the HRREC has more

fully developed the domestic aspect of its mandate. Nonetheless, significant HRREC activity on the international side has been drawn to our attention. This includes a Human Rights Chair currently occupied by a prominent Chilean scholar; an annual two-week summer college on domestic and international human rights for human rights advocates; a research and education project with eight Latin American experts focusing on social and economic development; a human rights training course for officers of the Canadian Department of External Affairs; and involvement in projects in Zimbabwe, Indonesia and elsewhere.

31. The CHRF, founded in 1967, is a private, non-profit organization whose objectives include the education of public opinion with a view to promoting respect for human rights and fundamental freedoms through a national program of research, education, discussion and publication. It has a significant library and documentation capability which is being expanded and computerized. It publishes a Newsletter three times a year. Its mandate is domestic and international, but it too has developed more fully on the domestic front as a result of constraints on funding available for international projects. That notwithstanding, significant projects with international dimensions have been drawn to our attention, such as an annual two-week international summer course, in Prince Edward Island, with some 100 participants, on human rights law and institutions; a major national initiative on the teaching of human rights in Canadian schools; an annual Conference on Human Rights and Foreign Policy; an inventory commissioned by UNESCO, of human rights education programs available in countries around the world; a research project on human rights and indigenous self-government; an international conference on the Protection of Refugees in International Law and conferences on Human Rights and the Peace of Nations.

32. It is evident also that a significant part of the Canadian contribution to developing countries in the area of interest to us is being carried out by voluntary organizations, trade unions, cooperatives, the churches, municipalities and business organizations at the national level. In reviewing the CIDA files, we have noted the variety of projects jointly funded by these organizations with CIDA and carried out on its behalf in the field. A number of examples have been noted above. But our conversations with representatives of several dozen organizations have convinced us that they are probably doing as much with their own resources. Our information is incomplete; however on the basis of what we have seen and heard, we feel able to state that the Canadian non-governmental sector has made a meaningful contribution in responding to requests and needs brought to its attention. It has taken the initiative to establish valid programs and projects in this area and in doing so, has demonstrated courage, sensitivity and

originality. The example encourages us to move a step further in the direction proposed by the Special Joint Committee and the response given by the Government.

Part III - What is being done internationally

33. In our contacts with international multilateral organizations and with foundations and institutions of other democratic developed countries, we were interested in examining whether their programs and activities could provide useful models after which a Canadian approach might be patterned. We were interested, as well, in possible future interaction between these institutions and a Canadian institution. Consultations with, and information gathering in respect of, the majority were carried out through the good offices of Canadian missions abroad. In view of the short timeframe of our own exercise, personal contact with such organizations was limited to those with headquarters in New York or Washington.

34. Following our review of such existing organizations, we have concluded that there is no international or national organization on which a Canadian institution should be modelled. The intention to develop a Canadian institution is welcomed by the multilateral, national and private organizations we consulted. Considerable interest was expressed in developing linkages with a future Canadian institution. United Nations, Commonwealth and Organization of American States secretariat interlocutors believe that the establishment of a Canadian institution would provide reinforcement for their activities in such areas.

International Multilateral Organizations

A. The United Nations Organization

35. The United Nations Development Program (UNDP - headquarters in New York) has a program of technical assistance and a Resident Representative in each developing country of the United Nations. In response to specific requests from governments, the UNDP carries out a wide variety of technical assistance activities relating to the development of democratic institutions: for example, projects for the development of trade unions, media, literacy campaigns, improvement of the judiciary, etc. It was suggested by senior UNDP officials that a Canadian institution could serve usefully as a centre of excellence and specialization, and as a focal point for a networking of experience among the national developing country NGO networks. Neither the UNDP nor any existing institution was structured to play such a role.

36. The United Nations established in the mid-1950s, a modest technical assistance program within its Human Rights Centre (headquarters in Geneva), termed the Advisory Services Program in the Field of Human Rights. The program, intended to provide for the organization of seminars and training courses, fellowships, and the provision of services of experts to governments, has carried out limited but useful activities over the years. The constraints under which it operates include chronic underfunding, the reluctance of governments to seek assistance, and the limitation of activity to the modest common denominator of agreement possible among 160 nations. Notwithstanding such constraints, a few countries emerging from periods of dictatorship have sought and obtained valuable assistance. In addition, some particularly useful workshops, terminated for lack of funding, were organized jointly with the UN Institute for Training and Research (UNITAR) to assist experts from sub-regional groups of countries to respond to the practical implications of ratification of the Human Rights Covenants. If as recommended by the U.N. Commission on Human Rights in February 1987, a Voluntary Fund for the Advisory Services Program is established and well funded, the financial constraint on the UN program will be removed. Nonetheless, the political constraints on its possibilities for significant development will remain.

37. The U.N. Human Rights Centre considers the proposal for a Canadian institution valuable and appropriate to the current international pattern. It considers Canada, with its long history of support for international development, one of a small number of countries able to work effectively in this area. It suggests a low-key approach, and anticipates that contacts of an informal nature between the institution and the U.N. Centre would suggest inter alia areas of needs to which the former might be in a position to respond.

38. The U.N. Centre for Social Development with headquarters in Vienna, encompasses the activity of the U.N. in the entire social sector: women's issues, social development, social defence, population, narcotics, etc. The Centre is strongly interested in cooperation with the proposed Canadian institution. With regard to women's issues, it has in mind research concerning political participation and decision-making; the development of networks of cooperation; the development and promotion of comprehensive planning and concerted action at national and local levels; and projects relating to electoral, parliamentary and judicial institutions and the rule of law. With regard to Crime Prevention and Criminal Justice, the Centre suggests collaboration on the implementation of existing international standards; on the formulation of new standards, for example the role of defence lawyers and prosecutors, and the use of force by law enforcement officials; and the

development of measures for the prevention and investigation of extra-legal, arbitrary and summary executions.

B. The Commonwealth

39. The Commonwealth is engaging in technical assistance in the development of democratic institutions and human rights. Small pertinent programs exist in the areas of Human Rights, Women in Development, Legal Services, and Information (media development). The Commonwealth Secretariat is enthusiastic about the proposed institution and is interested in exploring possibilities for multilateral projects involving Commonwealth countries, the Secretariat, and a Canadian institution. Since the Commonwealth Fund for Technical Assistance deals primarily with economic and social development, funding for such activities is limited.

C. The Organization of American States (OAS)

40. The OAS system includes the Inter-American Commission on Human Rights; the Inter-American Court of Human Rights; the Inter-American Commission of Women; and the Inter-American Indian Institute. The American Convention on Human Rights entered into force in 1978. The Washington-based secretariats of the Commission on Human Rights, the Commission of Women, and the OAS, engage in a modest element of technical assistance in the area of democratic institutions and human rights. Senior Secretariat officers welcome, and look forward to involvement with, a Canadian institute. The Inter-American Institute of Human Rights, San José, Costa Rica, is an autonomous academic institution. It engages in analysis, education, research and promotion of human rights. Funding is primarily American (AID and Ford Foundation), but it also receives support from Canada (CIDA and IDRC), the Federal Republic of Germany (Naumann Foundation) and Venezuela. The San José Institute, on whose board a Canadian, Mr. Justice Walter Tarnopolsky, serves, would be an excellent contact for a Canadian institution.

D. The Council of Europe, Strasbourg

41. The European system comprises the European Convention of Human Rights, the European Court of Justice and the European Commission of Human Rights. In October 1983, the Council of Europe organized a Conference on Parliamentary Democracy involving twenty-six developed countries. A second conference on the subject will be held in September 1987, to which developed and developing country delegations alike will be invited. The practice of including developing country participation in discussions of this nature was established with the convening of a colloque in Strasbourg in June 1986, involving forty Latin-American and European

personalities, on the subject of "Democracy and Democratization: A Dialogue between Europe and Latin-America".

E. The Organization of African Unity (OAU)

42. In 1986, the OAU's African Charter of Human and People's Rights came into force. In 1987, OAU Heads of State and government will elect a commission charged with promoting human rights in Africa and ensuring that the Charter rights are observed by State parties. In January 1987, the Gambia government, the instigator of the Charter, approved the establishment of an African Centre for Democracy and Human Rights whose objective would be: research into problems affecting human rights and democracy in Africa, the provision of advice to African governments and NGOs, and the promotion in Africa of human rights. The Attorney General of the Gambia has written to us expressing pleasure at the proposed establishment of a Canadian institution, predicting that the Gambian and Canadian institutes would contribute effectively to the strengthening of human rights and democratic practices in Africa, and seeking assistance for the proposed Gambian institution.

F. The World Bank's International Development Agency (IDA)

43. The IDA's focus is on economic development and the issues of poverty and basic human needs. It provides assistance in social areas, including projects of political development and structural change. The view is emerging that effective actions in social areas are the single strongest weapons in favor of anchoring effective equitable societies, and that many such programs effectively enhance economic development. IDA operational approaches increasingly seek the integration of economic, social, cultural, civil and political objectives with greater concern for "people's participation in development" to enhance the success of projects. With the agreement of the governments concerned, the Bank has implemented projects or elements thereof through the increasingly dense networks of NGOs which exist at the grassroots level, and which are particularly well established in Latin America and India. The NGO contribution to development, some US \$4 billion globally, includes US \$1.3 billion provided by governments. IDA is now directing US \$2 billion, one-tenth of its grants, to the community level.

44. Bank officials believe there is a need for an institution such as Canada could provide, to focus attention on fundamental and critical questions relating to the fragility of democracy and human rights in situations of severe economic strain and financial and economic adjustment. They drew attention to the virtual revolution in developing countries towards more open economic systems, a development whose potential for the evolution of democratic systems has not been sufficiently recognized.

G. Inter-American Development Bank (IADB)

45. The IADB is significantly involved in the strengthening of democratic institutions. Senior officials commented that in Latin America attention needed to be devoted to the decentralization of administrations, the involvement of local populations, and the development of rural cooperatives. The demand for assistance far exceeded funding and expertise available; in almost no situation was the IADB input adequate. The establishment of a Canadian institution would be warmly welcomed. Its activities should include, in their view, the development of participatory processes at the local level and the development of municipal governments and private and public institutions. A Canadian institution might provide greater continuity of commitment than can the IADB. When the Canadian institution has determined its areas of interest, the IADB would be pleased to assist it in establishing contacts with NGO networks.

Institutions and Programs of Western Democratic Countries

H. The Major Foundations

46. Several U.S.A. foundations support projects in developing countries. The funding available for the development of human rights and democratic institutions from these foundations is considerable. The two private foundations most actively involved are the Ford Foundation and the Rockefeller Foundation.

The Ford Foundation

47. Of the Ford Foundation's 1986 approximately US \$122 million grants to organizations in the U.S.A. and abroad, US \$20 million was expended on its Human Rights and Social Justice Program, and US \$60 million on its Governance and Public Policy Program. The Human Rights Program, which aims to secure civil and political liberties and equal access to legal services and economic opportunity, included US \$5 million for projects in developing countries. The Governance Program, which seeks inter alia to strengthen democratic processes and institutions, included expenditures of US \$1 million in developing countries. The foregoing programs since 1981 have been integrated operationally and directed by a Human Rights and Governance Working Group. Most of the projects funded by the Ford Foundation in the fore-mentioned areas range in cost from US \$10,000 to US \$140,000. Ford strives to identify a range of partners in a given country and to avoid any with partisan connections.

48. Commenting on the "lapse of international leadership" in recent years, a senior official of the Ford Foundation welcomed the

intention of the Canadian government to create an institution. Canada was one of a small number of countries that could fill the gap, in part, because its motives would not be suspect. Other senior officials looked forward to the involvement of an independent Canadian player in this area, and commented that in some areas of the world, the absence of such Canadian involvement in coming years would have been remarked upon.

The Rockefeller Foundation

49. In 1985 the Rockefeller Foundation made grants of US \$52 million. Present Foundation programs are in the areas of agricultural sciences, arts and humanities, equal opportunity, health sciences, international relations, and population sciences. Sixty percent of its resources are allocated to the problems of the third world. While the Rockefeller Foundation does not fund programs in the area of Human Rights and Governance per se, its fundamental objective is to help developing countries use modern technology effectively in improving the lives of their peoples and to do so in a manner calculated to reduce the inequality among and within nations.

50. Senior officials of the Foundation suggested that the Canadian initiative for an institution would be welcome "not because it is a new idea, but because it is Canada". It was a difficult agenda, but they believed Canada would have a significant advantage in light of the respect it enjoys internationally. The proposed independent structure would have advantages not available to an official aid agency, for example the ability to deal with a different group of players.

I. Private, Publicly-Funded U.S.A. Foundations

a) The Asia Foundation

51. The Asia Foundation was established as a private non-profit corporation in California in 1954. Its goals include the encouragement in Asia of more democratic and just societies, and broader popular participation in local and national affairs. The Foundation has programs in twenty countries in Asia and the Pacific with resident representatives in ten field offices. In 1985, it expended US \$23 million in grants and related services, financed in part by the U.S.A. Congress and in part by private contributions.

b) The Inter-American Foundation

52. The goals of the Inter-American Foundation, created by the U.S.A. Congress in 1969, include stimulating participation in the development process and encouraging the development of democratic

institutions appropriate to the requirements of individual sovereign nations. As a quasi-private foundation, it provides grants to indigenous NGOs in Latin America and the Caribbean. It operates with no field staff. The Foundation receives annual funding from Congress of approximately US \$15 million.

c) The National Endowment for Democracy (NED)

53. The NED, a privately incorporated non-profit organization with a broadly-based Board of Directors was established by Congress in 1983. The purposes of the NED are to encourage free and democratic institutions which promote internationally recognized human rights through private sector initiatives, including training programs and democratic institution building and the strengthening of democratic electoral processes and pluralism. The NED proposal, in part inspired by activities undertaken by the Federal Republic of Germany's Political Foundations (see below), was the result of a six month non-governmental research study termed the "Democracy Program" to design new private sector approaches to foster and strengthen democratic values and institutions abroad. It has been confused, frequently, with the Reagan administration's 1983 proposal for a "Project Democracy" through the U.S. Information Agency to enhance related programs of the U.S.A. Government.

54. The National Endowment for Democracy received Congressional funding of US \$15 million for 1986-87. It will expend these funds primarily through four core grantees: the AFL-CIO's Free Trade Union Institute (US \$4.8 million); the U.S.A. Chamber of Commerce's Centre for Private Enterprise (US \$2.1 million); the Democratic Institute for International Affairs (US \$1.7 million); and the National Republican Institute for International Affairs (US \$1.7 million). It will make grants on its own of US \$3.5 million and incur administrative costs of US \$1.2 million. The NED is "committed to working in a non-partisan and consistent manner" and it strives to be "responsive to local needs and seek to encourage - but not to control indigenous efforts to build free and independent institutions".

55. The NED interlocutor welcomed the proposed establishment of a Canadian institution and advised that while pitfalls would be encountered, many might be dealt with through the development of an appropriate structure and operational approaches.

J. Sweden

56. There is no Swedish institution or Centre equivalent to the proposed Canadian institution. However, Swedish non-governmental organizations and institutions have funded activities of a related nature. For example, the two central trade

union organizations, the Swedish Trade Union Confederation (TO) and the Central Organization of Salaried Employees in Sweden (TCO) have established a joint secretariat which administers funding of approximately \$8.5 million annually provided by the government cooperation agency, SIDA, for educational assistance to trade unions in developing countries. Also, the Hammarsjold Foundation at Uppsala University sponsors seminars and development research on Third World issues, and the Wallenberg Institute at Lund University, an academic foundation, deals with human rights issues in the broadest context.

57. The Swedish Government is in the process of developing a mandate and considering funding for a proposed "Special Council for Popular Movements on Development Assistance". The Swedish Minister responsible for development has commented that by the choice of sectors within development assistance programs, Sweden can emphasize commitments that enhance democracy, security before the law, local self government, mass media, the development of voluntary organizations, etc.

K. Denmark

58. A neutral and politically independent human rights centre is to be established at Copenhagen University this year with annual funding of \$600,000 provided by the Danish Government. The Centre will be user-oriented and will focus on research on human rights, documentation, and information.

59. The Danish Aid Agency (DANIDA) has no allocations specifically directed to democratic development and human rights in the Third World. It does provide grants to the "anti-apartheid fund" used for people and groups in Southern Africa suffering under apartheid.

L. The Netherlands

60. The Netherlands Government funds projects in the area of human rights and democratic development by means of arms-length relationships with non-governmental organizations. The National Consciousness Raising Organization (NCO) funds groups and projects including human rights issues within the Netherlands with the aim of enhancing public support for development aid. The NCO has maximum operating independence but the Ministries of Foreign Affairs and Development Cooperation are jointly responsible through membership on the Board for keeping an overview of its activities.

61. Development cooperation funding of \$120-140 million per year is provided for co-financing umbrella organizations. The program operates through four Netherlands non-governmental

organizations namely, CEBEMO (the Catholic Church), ICCO (Protestant churches), NOVIP (non religious affiliation), and HIVOS (humanistic). The co-financing program's objective is the realization and re-enforcement of social, political and cultural rights as defined in the U.N. covenants. Since 1980, the four organizations have operated independently, with the single control retained by the Ministry of Development Cooperation in the form of a year end accounting on spending. The five-year report (1980-85) of the ICCO "Development and Participation" notes that the emphasis of the program has moved from school and hospital buildings to "dimensions of emancipation and structural change". Organizations involved in development can also call directly on a \$6 million fund reserved annually by the Ministry for special humanitarian aid projects in four categories: practical aid for victims of oppression, legal aid for such victims; assistance to human rights commissions, and democratization projects.

62. The Netherlands Institute of Human Rights (SIM) established in 1982 at the University of Utrecht, has operated as of January 1986 with a large degree of autonomy as an external program of the research institute of the Law Faculty. Apart from the Ministry of Development Cooperation's original grant, grants have come from the Ministry of Justice, the Council of Europe and the European Cultural Foundation. SIM's role is in the area of documentation, case law, fact finding and research. It is co-located with the International Human Rights Information Network, HURIDOCS.

M. Norway

63. On January 1, 1987, the Norwegian Human Rights Institute (NIMR) came into being. It is an outgrowth of a human rights project funded jointly by the Norwegian Ministry of Foreign Affairs and the Development Cooperation Ministry (MINDVCO). The most notable undertaking has been the production, in collaboration with the Bergen-based Christian Michelsen Institute, of an annual report on human rights in developing countries. NIMR is a multidisciplinary and independent unit linked to the legal faculty of the University of Oslo. For the period 1987 to 1991, NIMR will be organized as a program of the Norwegian Research Council for Science and Humanities (NAVF) as a Centre with its own leadership and staff. Thereafter, its organizational form and relationship to the University will be re-evaluated. Its Board nominated by NAVF will include representatives of NAVF, the Foreign Ministry, the University, the Human Rights Committee and the NIMR staff.

64. The NIMR will operate in the context of the international system of norms and institutions for the protection of human rights. It will seek to contribute to the realization of such norms through

research, investigation, information and documentation. It will cooperate with the research community abroad, with NGOs both nationally and internationally, and with multilateral organizations. Its research will focus on civil, political, economic, social and cultural rights and its main priorities will be evolution of the UN human rights system. NIMR will seek to develop a data base on human rights activities of UN bodies and international NGOs, and to evolve electronic information transfers with existing information systems; namely, HURIDOCs in Utrecht and INTERNET at Stanford. It will have a budget of \$650,000 per year provided through the Culture and Science Ministry and an additional \$100,000 to undertake special projects on behalf of the Foreign Ministry and MINDEVCO.

N. The Political Foundations of the Federal Republic of Germany (FRG)

65. Each of the four major FRG political parties supports a Foundation (Stiftung) to carry out projects and research in the areas of improvement of social structures and of socio-political education in the FRG and abroad. The Foundations are the:

- Friedrich Ebert Stiftung (FES) supported by the SPD (Social Democrat)
- Konrad Adenauer Stiftung (KAS) supported by the CDU (Christian Democrat)
- Friedrich Naumann Stiftung (FNS) supported by the FDP (Liberal)
- Hanns Seidel Stiftung (HSS) supported by the CSU (Bavarian Christian Democrat).

66. The main working areas of the Foundations are: promotion of trade unions, promotion of democratic development, support to self-help organizations, promotion of mass media, and support to research institutions. The Foundations are supported through parliamentary grants graduated roughly in proportion to the representation of the parties in the federal lower house of parliament. In addition, the Federal Ministry of Economic Cooperation (BMZ) supports up to 75 per cent of the cost of the Foundations' projects in developing countries for a total of \$200 million in 1986. The description of the program (FRG Federal Budget 1987) reads "The promotion of socio-political education in developing countries covers supporting socio-political groups and institutions in their efforts to orientate their political and social order according to the principles of democracy and social justice". While the FRG foreign office assesses political dimensions, the selection, definition and implementation of projects remain the responsibility of the Foundations in close cooperation with developing country partners. All four Foundations emphasize support for democratic development and political participation and have extensive representation in developing countries.

0. Australia

67. In 1984, the Australian government established a human rights fund administered by its Department of External Affairs, which each year has made grants totalling Australian \$40,000 for projects in developing countries. In addition, the Australian Development Assistance Program permits Australian Heads of Missions to approve modest human rights and humanitarian projects.

Part IV: What needs to be done

68. Our discussions with Canadians and international interlocutors have persuaded us that while a wide range of activities in this area is being undertaken by Canadian organizations as described in Part II, the possibilities for such activities have not been developed to their fullest. There are several reasons for this, including the sensitivity of the issues involved; the constraints on funding for the development of institutions, programs and practices which serve as building blocks for the enjoyment of rights; and the lack of any catalyst for action. Lacunae in funding exist for the expansion of activity in many of the areas noted in Parts II and III, including in particular, funding for projects of interest to disadvantaged groups such as women, native peoples and the disabled. What also is lacking is a focal point for Canadian activity which would ensure the development of a body of experience and expertise, and the exploitation of the full range of possibilities for the sharing of Canadian experience. Such a focal point would also serve a networking role and provide for a sharing of information, experience and research among Canadian, international, multilateral, developing and developed country organizations, institutions and centres.

69. In our view, a work program should be defined which is situated between two poles: one, the identification of human rights violations - a function which does not enter into our proposal, the other, socio-economic development - a function which is also excluded since it lies at the heart of CIDA's mandate. In light of the foregoing, and taking our inspiration from the approaches described in Parts II and III above, as well as suggestions of our interlocutors, it is possible to describe in general terms activities which might be undertaken with the aim of developing the institutions, programs and practices which give effect to rights.

70. Within such boundaries, many forms of activity can be envisaged; for example:

- services of experts in the field and in Canada;

- organization and implementation of training and exchanges in the field and elsewhere;
- provision of equipment and materials;
- provision of documentation, of information systems and equipment, and of data collection and processing systems;
- studies, research, seminars and workshops in the field and elsewhere;
- public awareness, information and education programs in Canada, in the field and elsewhere;
- financing, pure and simple of the activities mentioned above.

71. The kind of organizations in the field which might benefit from such activities can be divided into two categories: those which are part of public and government administration and others.

72. The first category includes public administration bodies with responsibility in the following sectors:

- the electoral system and the organization of elections;
- the judicial system, the judiciary, the legal profession, legal aid;
- the legislative system, the drafting of laws and constitutional texts; the parliamentary system, its procedures and information instruments; ministries of justice, their organization and documentation resources;
- law enforcement and the corrections system;
- the development of statutory agencies for the protection of human rights;
- the implementation of international treaties, including the drafting and application of pertinent laws, and the preparation of reports for international consideration.

In such cases it is a question of contributing to the establishment or improvement of institutional infrastructures, mechanisms and instruments which enable public authorities to protect and promote the rights of their citizens.

73. The second category includes groups working to obtain for their members and for individuals, participation in the decisions

which affect them at local, regional and national levels; for example:

- cooperatives, trade unions, professional associations, and associations of peasants and workers;
- village councils;
- consumer and community groups;
- groups for the promotion and protection of human rights, or of the rights of disadvantaged groups (women, native peoples, ethnic minorities, the elderly, the handicapped, etc.).

It is a question here of strengthening the organization and management of such groups, of improving the quality of their decision-making processes, and of reinforcing their capacity to formulate and disseminate their positions and views.

74. In the first of the two categories, the activities envisaged presuppose close cooperation with governmental institutions. They relate to a governmental request. As a result they can be undertaken by an official organization such as CIDA, or the Department of External Affairs or by any other Canadian organization without risk of political complications. They imply, in the eyes of the observer, a certain measure of support or at least toleration on the part of Canadian government of the administration of the partner government.

75. For the second category, the activities envisaged may fall into less clear-cut areas. They are less likely to arise from requests of governments or in certain cases even to gain their support. On occasion, they even may be perceived as a challenge to the established authority. It is evident that in responding to demands of this nature which come to it directly from groups or intermediary organizations, a governmental agency could encounter difficulties. It is also evident that any organization in the field expecting to implement projects in this sector would be incapable of functioning unless it was firmly rooted in, and possessed an intimate knowledge of the culture and traditions of, the area.

Part V: A new institution

76. From what we have heard in the course of our consultations as well as from the conclusions of the Special Joint Committee and the response of the Government, it follows that in the sector of development of human rights and institutions, Canada should offer to

its developing country partners more and better support than it does at present. The present favorable conjuncture and the desire of Canadians to give greater effect to our international undertakings lead us to this conclusion. It is important, we believe, to recognize the experience which has been acquired by CIDA and many other organizations in this domain, to provide for the further development of existing programs of training and assistance, and to ensure that Canadians and organizations collectively are equipped to respond to needs in the field. The readiness of Canada to work in these areas will give rise to new, more complex and more numerous requests from partners in the developing world. Therein, in our view, lies the need for a new institution.

77. Some interlocutors have warned us of the risk of a new institution being perceived as a manifestation of paternalism. In their view our process, and indeed the idea of offering Canadian assistance in this sector spring from the inveterate paternalism of our society, a fact underlined by the singular focus on developing countries. It is true that any undertaking in this area risks being interpreted as a presumption that our institutions and practices, our forms of citizen participation and our form of government are better than any other, and that they are models which all naturally would wish to emulate. Yet, the Special Joint Committee was categorical on this question. On page 104 of its report, it commented "Canada is not - and should not be - in the business of exporting its own institutions". A governmental or non-governmental body in a friendly country, however, may undertake to make its own reforms, to strengthen its own institutions or to improve its own safeguards for human rights consistent with its international undertakings. If it needs human or financial resources to do so, it seems to us entirely appropriate for Canada, a trusted partner in international development, and respected for its non-ideological approach, to respond. Canada should be able to offer financial assistance. It should be able to share the technical expertise that it has developed over the years in establishing its own institutions and that it continues to develop daily in refining them. In the process, Canadians will profit. They will come to understand better the strengths and weaknesses of their own institutions; they will develop a sensitivity to the complexity of creating appropriate comparable institutions in completely different cultural milieux.

78. Many of our interlocutors, notably those working in the area of cooperation with developing countries, and those involved in the protection and promotion of human rights internationally, have cautioned us against the use of the word "democracy" and its derivatives in the formulation of the name and the mandate of an eventual institution. This terminology, they have reminded us, has acquired an ideological, political and cultural meaning which

differs profoundly from one region of the world to another. Coming from a western industrialized country, it risks being interpreted as an intention to impose on our cooperation programs in this area our own concept of democracy. Others are concerned that it will be perceived as indicative of the philosophy of the present USA Administration. It seems to us indispensable to avoid any such ambiguity - ambiguity which would prevent, furthermore, many groups which could benefit from Canadian assistance from seeking such assistance.

79. The notion of democracy which we have adopted, and which we believe must define and inspire Canadian assistance in this area, is quite simply the participation of citizens in decision-making which affects their lives. We have also adopted the related hypothesis to the effect that in the long term, an administration based on the participation of the administered is one of the best guarantees that a government will respect the rights of the governed. Democratic institutions enable citizens to assert their will by means of an electoral process or by means of representative institutions. The judiciary and judicial services, for example, are not only mechanisms for the protection of human rights; they are also indispensable institutions of any democratic society. Courts protect citizens and their rights but they also constitute a mechanism which obliges the administration to answer for its conduct before the law. For their part, legal services, when they are well developed, provide to the weakest and poorest in society the ability to participate in the administration of justice.

80. The ultimate objective, therefore, is to assist the population to develop the ability to intervene on its own behalf in the decision-making process at the local, regional and national level and to assist the public powers to create institutions to safeguard the rights and liberties of citizens.

81. There is no doubt, as stated by many of those whom we consulted, that the greatest possible caution is required in the implementation of a program of international cooperation in the area of the development of human rights and democratic institutions. History teaches us that such programs can be perverted and turned to dubious ends. By accident or otherwise an initiative can become enmeshed in the politics of a host country and become, or be perceived as constituting, an element of destabilization, an ideological statement, or a partisan initiative. Canadian cooperation in this area must remain strictly outside ideological debate and partisan politics in the host partner country. Its single point of reference must be the notion of rights as defined internationally. Absolute transparency is indispensable in terms of policy, programs, specific projects, sources of financing, recruitment and management of personnel, financial administration,

and relations with other Canadian and foreign organizations. The program's organization, decision-making process, administrative style and accountability must reflect a transparency that is evident and inviolate.

82. At the beginning of our process we were attracted by the model of the International Development Research Centre (IDRC) which we knew to be an experienced and highly-respected institution of international cooperation. This model, furthermore, had been evoked in passing by the Special Parliamentary Committee in recommendation No. 87 of its Report. We developed, accordingly, a straight-forward working assumption: the creation of an entirely new institute, free of linkages to existing organizations and responsible for the conduct of the entire Canadian public contribution to the development and strengthening of human rights and democratic institutions.

83. This approach has been modified in the course of our consultations and reflexions. We have been sensitized by the cautions to us about the cost of launching a new institution and the scarcity of financial and personnel resources in Canada in this sector. We are concerned lest an institution be developed whose necessarily significant cost of operation would be disproportionate to the necessarily limited resources devoted to its program operations. We have become aware of what is being done already and of organizations working in the area which could do more, which would like to do more and which have experience and credibility in the field: non-governmental organizations, the IDRC and CIDA. As a consequence our conclusion is self-evident. We should build and build prudently on what exists. We should not create a new facility which would siphon off scarce resources. We should instead mobilize and enhance the capacity of the present players and provide access to new players. Taking existing governmental and non-governmental institutions and organizations as our point of departure, it is necessary to create only the lightest of structures capable of developing a network of institutions, of ensuring the vitality of the program, of offering supplementary resources, and of giving to the whole a visible Canadian image while leaving to the participants full freedom of action.

84. What we propose, therefore, is the creation of an international cooperation entity, to be termed a "Centre" and comprising a Board of Directors served by a Secretariat. It will have at its disposal financial resources voted by Parliament which may be augmented by private sector contributions. It will operate, as much as possible in Canada and elsewhere, through existing institutions and organizations. It will have formal links with the Human Rights Research and Education Centre of the University of

Ottawa (HRREC) and with the Canadian International Development Agency (CIDA).

85. Based on the library of the HRREC which is linked to the International Human Rights Communications Network (HURIDOC), the new Centre will create and maintain an up-to-date information and documentation network. It will develop as well an ongoing dialogue between those interested in Canada and abroad. As illustrated by Part IV of this report the new Centre may engage in a wide range of activity, on the understanding, however, that to the extent possible requests emanating from, or formally endorsed by, governments will be undertaken by CIDA. It will consider legitimate and acceptable any proposal which conforms to its mandate and which it is convinced is tolerable to local authorities.

86. The Centre will seek to promote and strengthen initiatives of a South-South nature and it will establish active links with comparable organizations in industrialized countries and with international organizations active in this area.

87. In all of its activities, the Centre will strive to exploit the reciprocal advantages of such international cooperation by ensuring that the Canadian participants are enabled to acquire knowledge and understanding of the development of the institutions of human rights at home as well as abroad.

88. The creation of this entity should be accompanied by a formal government declaration to the effect that the promotion of the participation of citizens in decision-making which affects them, and the strengthening and promotion of democratic institutions and human rights are sectors to which Canada will henceforth devote increased development assistance funding. In our view this approach and its implementation will represent a sound course of action.

Part VI: What we propose

89. We propose the creation by Act of Parliament of a Crown Corporation Type "C" to be known as the International Centre for Human Rights and Institutional Development (ICHRID)/Centre international pour le développement des droits humains et des institutions (CIDDHI), composed of a Board of Directors and a Secretariat. It will be located in the National Capital Region.

90. We propose also that the Canadian International Development Agency and the Human Rights Research and Education Centre of the University of Ottawa be associated with the Centre.

A. Mandate of the Centre

91. The International Centre for Human Rights and Institutional Development (ICHRID) will have as its mandate cooperation between Canada and developing countries in the promotion, development and strengthening of institutions, programs and practices which serve to give effect to the rights and freedoms enshrined in the International Bill of Human Rights. To this end it will:

- mobilize the participation of Canadians in active two-way cooperation,
- encourage discourse, the exchange of information and collaboration among Canadians and between Canadian, international, developing and developed country institutions,
- offer appropriate technical and financial assistance to developing country non-governmental and governmental institutions and organizations and individuals whether directly or through appropriate Canadian or international organizations,
- encourage research and education,
- collect and disseminate information on, and encourage public awareness of, issues relating to its mandate,
- promote in Canada a better understanding of the socio-cultural factors which affect the development of infrastructures for the protection of rights and liberties.

The operations of the ICHRID shall be consistent with the broad lines of Canadian foreign policy.

B. Organization of the Centre

a) Board of Directors

92. The Board of Directors will be accountable for the effective operation of the ICHRID and the administration of the funding granted to it. The Board will allocate funds for activities within its mandate according to the priorities it establishes. It will report annually on its activities to Parliament through the Secretary of State for External Affairs. Its formal reports may be submitted for the consideration of the Standing Committee on Human Rights and the Standing Committee on External Affairs and International Trade.

93. The Board will have the responsibility of maintaining an overview and providing an evaluation of, the activities of Canadian

organizations and agencies, including CIDA, in the area of international cooperation in the development of human rights and institutions. Using its moral authority, it will promote given approaches as it deems appropriate. It will serve as a focal point of activity and exchange in this area among interested institutions and organizations.

94. In its reports to Parliament, the Board will make any observations and suggestions it considers appropriate on the activities of CIDA in the area of the development of institutions, programs and practices which give effect to the rights and freedoms enshrined in the International Bill of Human Rights.

95. The Board of Directors will have access to any necessary information available within the department of External Affairs and CIDA to assist in the evaluation of requests for assistance, and to enable it to ensure that its operations are consistent with the broad lines of Canadian foreign policy.

96. Members of the Board will be known and respected individuals, chosen for their experience and their personal commitment to the development of human rights and democratic institutions. The range of ability and experience of Board members must be such as to permit the Board collectively to demonstrate a depth of knowledge of Canadian foreign policy, international development, international law and practice in the area of individual and collective rights, the development of democratic institutions and the socio-political evolution of nations.

97. The Board of Directors will comprise thirteen persons in all including three ex officio members: The President of the Centre, the President of CIDA and the Director of the Human Rights Research and Education Centre of the University of Ottawa. Of the ten remaining members, five will be of foreign nationality, of which at least three will be from developing countries.

98. The Chairman of the Board and the President of the Centre must be Canadian citizens.

99. The members of the Board will be appointed by Order-In-Council. The Chairman of the Board will be elected by the Board. The mandate of Board members, other than ex officio members, will be three years. Board members may be re-appointed for a second term after which a three year period should intervene before they are eligible for re-appointment.

100. With the exception, of course, of the President of CIDA who sits as an ex officio member, no member of the Board will be

part of the public service of Canada. Board members shall be chosen in light of recommendations which may be made by interested organizations and individuals. It would be useful in this regard to invite such organizations and individuals to suggest candidates.

101. We would suggest that in establishing the first Board of Directors, the Secretary of State for External Affairs appoint a selection committee of several persons including at least two from outside the federal administration to propose to him names of the ten non ex officio members of the first Board and also the first Chairman, based on recommendations made by interested organizations and individuals, notably those who have participated in the consultations which we have just completed. Three of the ten members of the first board should be named for two years, four others including the Chairman for three years, and the last three for four years.

b) The Secretariat

102. A professional Secretariat will be created to serve the Board of Directors and to administer the ICHRID. It will be under the direction of a Canadian citizen, who will function as, and carry the title of, President of the International Centre for Human Rights and Institutional Development. The President will have supervision over, and direction of, the work and staff of the institute and may engage such officers, employees and agents as are necessary for the proper conduct of the work of the Centre. The President will be chosen by the Board of Directors by means of a public competition and will be employed full time. He will hold office for a term of approximately five years.

103. The Secretariat should be of modest dimensions. To illustrate better our thoughts on this subject, we would note that the Donner Canadian Foundation which made grants in the order of \$3 million last year and which enjoys a prestigious reputation across the country, operates effectively with only four professional officers and a few administrative support staff. It may be that certain specialized functions of the ICHRID and a different operational style may require a few more persons; but the objective must be to develop the simplest and lightest structure possible.

104. It would be useful, furthermore, that the personnel of the Secretariat with the exception of the President, at all times be composed in part of individuals seconded for a two to three year period from governmental and non-governmental organizations and institutions of Canada and of developing countries.

C. Human Rights Research and Education Centre of the University of Ottawa

105. The University of Ottawa Centre will be associated with the ICHRID by the ex officio participation of its Director on the Board of Directors of ICHRID and by its direct participation in the work of ICHRID. It will be the leading artisan of the Canadian and international network of exchange and diffusion of information and documentation as foreseen in the mandate of ICHRID. It will put its library and documentation centre at the disposal of the ICHRID. The ICHRID will grant to the University of Ottawa Centre resources necessary to carry-out these functions, including resources for the expansion and improvement of its library and of its international documentation network.

106. The Director of the University of Ottawa Centre will be an ex officio member of the Board of Directors of the ICHRID.

D. Canadian International Development Agency (CIDA)

107. CIDA will be associated with the ICHRID through the ex officio participation of its President on the Board of Directors and by the creation at the working level of a consultative mechanism for the evaluation of programs and projects (see paragraphs 113 and 114).

108. In view of the magnitude of its resources and of the credibility which it has acquired in the developing world, CIDA should become one of the leading Canadian players in this area and should be responsible for a major part of the response required in order to give effect to the government's determination to make Canada more visibly present, and more explicitly available for cooperation in the area of the development of human rights and institutions. Naturally, CIDA operates within policy directions and program priorities established by Ministers. As a result, we recommend in order to achieve the desired results, that CIDA be given new ministerial directives embracing a broader definition of development to enable it to undertake within its bilateral, multilateral and special programs a full range of initiatives in the area of civil and political rights and non-discrimination in the enjoyment of all rights.

109. The international justification for this approach can be found in the Declaration on the Right to Development adopted by the UN General Assembly in 1986 (resolution 41/128) with the support of 146 countries, including Canada, which reads in part:

"The right to development is an inalienable human right by virtue of which every human person and all peoples are entitled to participate in, contribute to and enjoy economic, social, cultural and political development, in which all human rights and fundamental freedoms can be fully realized."

110. We recommend, furthermore, that ministerial directives be given to CIDA to the effect that it:

- augment significantly the funding allocated within all its programs to the development of human rights and institutions. We have been unable to determine with any certainty the level of funding presently devoted by CIDA to such activities. We propose, therefore, that CIDA make such a determination and plan to augment gradually annual expenditures in this area by \$10 million in the course of the next three years;
- create a special unit for the development of human rights and institutions, to serve as catalyst, advocate and coordinator within the Agency and as an information centre and point of contact between the Agency and outside organizations. This unit should report directly to the President of CIDA;
- establish within its Directorate of Professional Services, an expert unit in areas such as judicial, legislative and electoral systems, human rights commissions, rights of disadvantaged groups, law enforcement and the implementation of international human rights treaties. This unit will serve the whole Agency and maintain close contacts with ICHRID, the IDRC, pertinent federal, provincial and territorial authorities, the Parliamentary Relations Secretariat, Universities and other entities active in this area;
- provide active and concrete support to pertinent programs of multilateral organizations such as the Voluntary Fund for the UN Advisory Services Program in the Field of Human Rights, programs of the Commonwealth, the Organization of American States and the Organization of African Unity;
- include in its annual report a description of its activities in the area of the development of human rights and institutions and a report on expenditures in that sector for each of its programs, including the multilateral programs.

111. The President of the Canadian International Development Agency will be an ex officio member of the Board of Directors of ICHRID.

E. Consideration of Projects

112. The ICHRID may receive directly or indirectly through our diplomatic missions, the IDRC, Canadian non-governmental organizations, international organizations, CIDA or any other federal, provincial or territorial agency, requests for assistance and cooperation emerging from developing countries. Organizations

active in this area may seek funding from, or involvement with, the ICHRID if they wish to do so. For those requests which ICHRID wishes to support and finance, it will, as appropriate, identify partners from among competent interested institutions and organizations. It will also receive project requests emanating from Canadian non-governmental organizations and institutions.

113. The ICHRID will evaluate projects in light of its mandate and of resources available to it, and in consultation as required with CIDA, the Department of External Affairs, or the IDRC. It will determine in what manner it will deal with such projects. It may propose to the IDRC or CIDA, for consideration, projects that it considers to lie more within their mandates. It will be up to these organizations to determine their response.

114. We recommend that a working level consultative committee involving ICHRID, CIDA and the IDRC be established under the auspices of ICHRID to ensure effective interaction on questions relating to international cooperation in the development of human rights and institutions.

F. Financing

115. The level of financing required for projects in this area is modest in comparison with personnel resource requirements. Our approach to the implementation of a program of cooperation in this area entails financing by CIDA of its major elements. We believe, therefore, that in the first year of operation of the ICHRID, program funding in the order of \$1 million will suffice, including the funds which will be provided to the University of Ottawa Centre. Program funding for the ICHRID should be increased progressively to \$4 million in the 5th year of its operation.

116. Additional funding should be allocated for the establishment and administration of the Board of Directors and its Secretariat. The required level of financing, to be determined, must take into account the need, pointed out by foundations and agencies working in this sector, to establish direct contacts with organizations in the field.

117. The sensitive nature of issues which will be dealt with by the ICHRID requires that it enjoy the greatest possible measure of independence and stability. All of our interlocutors have emphasized this point. In our view it is essential that the ICHRID be able to count on a given level of financing over a period of several years. We propose, therefore, that the funding mentioned in the preceding two paragraphs be conveyed to ICHRID by Parliament along with the strongest possible ongoing guarantee of forward funding for five year periods.

118. In order to broaden the base of financing available to the institute, it should be enabled to accept contributions within guidelines determined by its Board of Directors. In addition, federal, provincial and municipal authorities and agencies, parliaments and legislatures among others, should be invited to contribute to projects in which they are involved through financing or the provision of technical services or training. From discussions with possible Canadian partners, we believe that there is a willingness and ability to provide contributions of this nature.

G. Evaluation of the Centre

119. After a period of four years, an in-depth review and careful evaluation of the nature of the ICHRID, its financing, its structure, its operations and its relationship to CIDA, the IDRC and any other governmental agency should be made. We believe that this review should be carried out under the authority of the designated Minister, who in our view, should invite at that time, the views, observations and recommendations of an appropriate Parliamentary committee.

Conclusion

120. The area of the development of human rights and institutions is one which provides a wide range of possibilities for international cooperation. Many bodies of different kinds, bilateral and multilateral, have chosen to work in specific sectors of interest to them. We do not believe that it is possible or desirable to identify at this time a special sector which would represent a purely Canadian niche within this domain; rather we believe that Canada and the new institution that we are proposing, should remain open to the various possibilities to permit our particular abilities to orient the activities of the institute over time.

121. This is not to suggest that new Canadian initiatives and a new institution would be superfluous. To the contrary. Many of our interlocutors in New York and Washington, in our diplomatic missions and in Canada, have expressed the conviction that initiatives in this area and the creation of this institution would be useful. Some believe them to be necessary from the simple fact that they would be Canadian. It is a complex and hazardous undertaking, we have been told, but Canada enjoys a particularly favourable position: the reputation of its international development

cooperation program has been established and no one seriously can suspect Canada of ulterior motives. It is also our conviction. Two findings made in the course of our consultations in Canada, have reinforced that conviction. We found, firstly, that the will to reinforce Canada's international contribution to the promotion of human rights is common to representatives of all sectors of the population; and secondly, that any inclination to impose on our international partners a conception of democracy, a political system, or a system of values has been rejected by our interlocutors. We found enlightening the pluralistic conception of the world vigorously defended by Canadians and the total absence among them of cultural or political proselytism. In the eyes of our interlocutors, it mattered only that individuals and collectivities wherever they may be found, should enjoy their fundamental rights. Whether this objective was accomplished through institutions like or unlike our own, or within political and cultural traditions similar or dissimilar to our own was unimportant. It is, therefore, with confidence that we advocate the creation of an institution which will be founded above all on the will of Canadian organizations to act, and on the philosophy expressed by those of their representatives with whom we met.

122. We have wished to associate powerful public bodies such as CIDA and the IDRC with this institution. It is for this reason that we have proposed an approach which establishes between them and the ICHRID explicit links - some structural and some functional - links which without impinging on the integrity of their mandates or their roles will enhance the coherence of the total Canadian contribution.

123. There are other experienced and respected Canadian institutions with which it would be natural for the ICHRID to establish privileged relations from its inception. The first of these, which we have already mentioned is the Human Rights Research and Education Centre of the University of Ottawa. We have proposed that it be closely associated with the ICHRID and that it be charged with the implementation of certain precise functions envisaged in the mandate of the ICHRID. From the outset, the Board of Governors of ICHRID should in our view request the University of Ottawa Centre to formulate a program of action in this area.

124. For its part, and once again with access to limited resources, the Canadian Human Rights Foundation has acquired sound experience. In the area of education, in particular, it has developed an impressive network of collaborators and contacts in Canada and abroad. The ICHRID should engage it from the outset as a partner.

125. The reputation of the IDRC is well established. It has a long-standing involvement with developing country institutions and

it touches upon matters which will be of interest to the ICHRID. The IDRC possesses a network of regional bureaux in the developing world which are well established and rooted in the milieu. Senior officers of the Agency have demonstrated a strong interest in our work. We believe, therefore, that the ICHRID should actively explore with the IDRC various possibilities for collaboration. We have recommended that IDRC be part of a consultative arrangement also involving CIDA, to ensure effective interaction.

126. The success of the ICHRID will depend on the quality and ability of its Board and its Secretariat. Our consultation tour convinced us that able candidates for such positions can be found.

127. The success of the ICHRID will depend on the willingness of governmental and non-governmental organizations interested in human rights and international development to collaborate with it. We believe that this willingness exists.

128. Last but not least, the success of the ICHRID will depend on the will and the innovative capacity of politicians to entrust to the ICHRID the necessary resources and to demonstrate confidence in the leadership and judgement of its Board of Directors. The Report of the Special Joint Committee and the Response of the Government to it, as well as the recent Report of the Standing Committee of External Affairs and International Trade, give us reason to believe that this will and the capacity for innovation do exist.

APPENDIX A

Mandate of the Special Rapporteurs

Pursuant to a proposal of the Special Joint Committee on Canada's International Relations, the Government of Canada accepted the recommendations for an institution which would have as its aim the development, strengthening and promotion of democratic institutions and human rights in developing countries.

The Special Rapporteurs will present their ideas and recommendations to the Secretary of State for External Affairs through the Minister for External Relations.

The mandate of the Special Rapporteurs shall be:

1. To submit by 30 June 1987 a final report to the Secretary of State for External Affairs through the Minister of External Relations recommending an approach to the establishment of an institution which would have as its aim the development, strengthening and promotion of democratic practices and institutions and human rights in developing countries, as well as its proposed relationship to the Government of Canada and other relevant governmental or non-governmental institutions, together with the institution's proposed mandate, objectives, policies, program areas, organization, financing, location, etc.
2. In order to fulfill this mandate, the Special Rapporteurs will:
 - 2.1 Examine current policies, programs, projects, and activities of the Government of Canada to develop, strengthen and promote democratic institutions, principles and practices as well as the respect and furtherance of human rights in developing countries through CIDA, IDRC, the Department of External Affairs, other Departments, Agencies and Crown Corporations, etc.
 - 2.2 Consult among the following:
 - a) Parliamentarians;
 - b) Canadian non-governmental organizations, university centres, and individuals involved in international development cooperation, democratic development, and human rights questions;
 - c) Political party organizations; chief electoral officers; and the like;

- d) Canadian statutory human rights agencies, law reform bodies and appropriate provincial authorities;
 - e) Canadian business organizations at the national level, such as the Canadian Export Association, Canadian Chamber of Commerce, Canadian Manufacturers Association, Business Council on National Issues and Association of Consulting Engineers of Canada;
 - f) Media representatives.
3. Consult with international organizations and foundations such as the United Nations, the Commonwealth Secretariat, the UNDP, World Bank, Inter-American Bank, Ford Foundation, the Rockefeller Foundation and the like to become familiar with their programs, activities and experiences in the areas of democratic development and the promotion of human rights.
 4. Become familiar with and, as appropriate, consult with institutions of other democratic developed countries to assess their policies, programs, projects and activities in relation to democratic development and human rights. Any travel outside North America requires CIDA's prior approval.

APPENDIX B
ANNEXE B

CONSULTATIONS

Contents/Contenu

	page
I. THOSE INVITED TO COMMENT/ PERSONNES QUI ONT ETE INVITEES A PRESENTER DES COMMENTAIRES	40
A. Organizations and Individuals/Organisations et individus	40
B. University Presidents, Rectors and Professors/ Présidents, recteurs et professeurs d'universités	56
C. Provincial and Territorial Authorities/ Autorités provinciales et territoriales	65
II. THOSE WHO PROVIDED WRITTEN COMMENTS/ PERSONNES QUI NOUS ONT PRESENTE DES COMMENTAIRES ECRITS	68
A. Organizations and Individuals/Organisations et individus	68
B. Universities and Professors/Universités et professeurs	70
C. Provincial and Territorial Authorities/ Autorités provinciales et territoriales	73
III. THOSE WE MET	75

APPENDIX B
ANNEXE B

I. THOSE INVITED TO COMMENT/PERSONNES QUI ONT ETE INVITEES A PRESENTER
DES COMMENTAIRES

A. Organizations and Individuals/Organisations et individus

Atkins, George S.
The Developing Countries Farm Radio Network
Toronto, Ontario

Austin, Edie
The Gazette
Montreal, Quebec

Bacon, Marg
Inter-Church Coalition
on Africa
Toronto, Ontario

Bagambiire, David
Amnesty International
Halifax, Nova Scotia

Baillie, Warren R.
Chief Election Officer
Toronto, Ontario

Barton, The Reverend John
Anglican Church of Canada
Toronto, Ontario

Bazar, Beatrice
International Committee for
an Association of Democracies
Montreal, Quebec

Beachell, Laurie
Coalition of Provincial Organizations
of the Handicapped
Winnipeg, Manitoba

Beaudoin, Gérald-A
Centre de recherche et d'enseignement
sur les droits de la personne
Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario

Beaule, Pierre
Comité chrétien pour les droits
humains en Amérique latine
Montréal, Québec

Beaulne, Yvon
Hull, Québec

Bélanger, Ghislaine
Assistance médicale internationale
Montréal, Québec

Bell, Edward S.
Quaker Peacemakers
Ottawa, Ontario

Bergeron, Judith
Le Carrefour des solidarités internationales
Sherbrooke, Québec

Berkowitz, Peggy
Ottawa, Ontario

Berry, John
Association of Universities and Colleges of Canada
Ottawa, Ontario

Berry, Vicki
United Church of Canada
Toronto, Ontario

Bhatti, A. Sattar
Council of Muslim Communities of Canada
Ottawa, Ontario

Bird, Sheila
Radio-Canada International
Ottawa, Ontario

Black, Harry S.
Canadian Unicef Committee
Toronto, Ontario

Blair, Nancy
Canadian Catholic Organization for Development and Peace
Halifax, Nova Scotia

Boileau, Gaston
Amis de l'Arche - Haiti
Noranda, Québec

Borovoy, Alan
Canadian Civil Liberties Association
Toronto, Ontario

Brown, The Reverend Terry
Canada-Asia Working Group
Toronto, Ontario

Bruyère, Louis (Smokey)
Native Council of Canada
Ottawa, Ontario

Bryant, Chris
CUSO
Ottawa, Ontario

Burt, Christine
Social Justice Committee of Montreal
Montreal, Quebec

Campagnolo, The Honourable Iona
CUSO
Vancouver, British Columbia

Caron, Lucille
Travail Canada
Hull, Québec

Catto, Charles
Frontiers Foundation
Toronto, Ontario

Champagne, Jacques
Organisation catholique canadienne pour le
développement et la paix
Montréal, Québec

Chantigny, Marc
Centrale de l'enseignement du Québec
Ste-Foy, Québec

Chartier, Clem
World Council of Indigenous Peoples
Saskatoon, Saskatchewan

Chetty, Kes
Canadian Aid for Southern Africa Refugees
Vancouver, British Columbia

Christie, Jean
Inter Pares
Ottawa, Ontario

Clarke, Pat
CUSO
Vancouver, British Columbia

Clark, Tony
Canadian Conference of Catholic Bishops
Ottawa, Ontario

Collinette, The Honourable David
Liberal Party of Canada
Ottawa, Ontario

Comeau, Paul-André
Le Devoir
Montréal, Québec

Contreras, Rodrigo
World Council of Indigenous Peoples
Ottawa, Ontario

Côté, Pierre
Directeur général des élections
Ste-Foy, Québec

Cram, George
Anglican Church of Canada
Toronto, Ontario

Cumming, Lawrence S.
Oxfam-Canada
Ottawa, Ontario

Dadson, Ann
Secretary of State Department
Ottawa, Ontario

Danesh, H.B.
Bahá'í Community of Canada
Thornhill, Ontario

d'Aquino, Thomas
Business Council on National
Issues
Ottawa, Ontario

David, Robert M.
SUCO
Montréal, Québec

De Grâce, René
Canadian Red Cross
Toronto, Ontario

de Jong, Simon, M.P.
House of Commons
Ottawa, Ontario

Dennison, John G.
Ottawa Twinning Association
Ottawa, Ontario

Derksen, Jim
Disabled Peoples' International
Winnipeg, Manitoba

de Roo, Most Reverend Remi, S.T.D.
Bishop of Victoria
Victoria, British Columbia.

Deschênes, l'honorable Juge Jules
Montréal, Québec

Desmarais, Jean-Claude
Centre d'études et de coopération internationale
Montréal, Québec

Diguer, Robert
Canadian Bar Association
Ottawa, Ontario

Dobie, Robert
Terre des Hommes
Ville St-Laurent, Québec

Docquier, Gérald
United Steel Workers of America
Toronto, Ontario

Doody, Doreen
Parliamentary Spouses' Committee on Human Rights
Nepean, Ontario

Doray, Michel
Société de développement international Desjardins
Lévis, Québec

Doron, Janice
North-South Institute
Ottawa, Ontario

Douma, Courie
Dartmouth, N.S.

Dufresne, Bernard
Conférence des évêques catholiques du Canada
Ottawa, Ontario

Dulude, Louise
Comité canadien d'action sur le statut de la femme
Ottawa, Ontario

Elliott, Robert W.
The Association of Kinsmen Clubs
Cambridge, Ontario

Enns, Henry
Disabled Peoples' International
Winnipeg, Manitoba

Epstein, Bob
Grand Council of the Crees of Quebec
Ottawa, Ontario

Esmonde, Phil
South Pacific People's Foundation of Canada
Victoria, B.C.

Evans, Derek
Canada Asia Working Group
Toronto, Ontario

Fairweather, Gordon
Canadian Human Rights Commission
Ottawa, Ontario

Ferretti, Janine
Pollution Probe Foundation
Toronto, Ontario

Foster, John W.
United Church of Canada
Toronto, Ontario

Fournier, Francine
Association latino-américaine pour les droits humains
Montréal, Québec

Francis, Ian
Canadian Foundation for Caribbean Development
Ottawa, Ontario

Fraser, Lynn
Development Education Coordinating Council of Alberta
Calgary, Alberta

Fugère, Robert
Inter Church Fund for International Development
Toronto, Ontario

Garcia, Salvadora
Centre d'information et de documentation sur le Mozambique
et l'Afrique australe
Montréal, Québec

Gérin-Lajoie, Paul
Fondation Paul Gérin-Lajoie
Montréal, Québec

Giguère, Maria
La ligue des droits et libertés
Montréal, Québec

Girvan, Marnie
Canadian Bureau for International Education
Ottawa, Ontario

Goodfellow, Robert J.
Amnesty International Canadian Section
Ottawa, Ontario

Gordon, King
Ottawa, Ontario

Gold, Sylvia
Canadian Advisory Council on the Status of Women
Ottawa, Ontario

Gore, Carol
Toronto Star
Ottawa, Ontario

Graham, John
Oxfam Canada
Vancouver, British Columbia

Gray, John
The Globe and Mail
Toronto, Ontario

Greene, Bonnie
United Church of Canada
Toronto, Ontario

Green, Marg
Canadian Catholic Organization for Development and Peace
Vancouver, British Columbia

Grey, Julius H.
Canadian Human Rights Foundation
Montreal, Quebec

Hamel, Jean-Marc
Elections Canada
Ottawa, Ontario

Hamel, Roger
Canadian Chamber of Commerce
Ottawa, Ontario

Harker, John
International Labour Office
Ottawa, Ontario

Harland, Mardele
Saskatchewan Council for International Co-operation
Regina, Saskatchewan

Harmston, Richard
South Asia Partnership
Ottawa, Ontario

Harrison, Jim
Canadian Commission for UNESCO
Ottawa, Ontario

Héneault, Georges
Institut de développement international et de coopération
Ottawa, Ontario

Hockin, The Honourable Tom, M.P.
House of Commons
Ottawa, Ontario

Holmes, John
Canadian Institute of International Affairs
Toronto, Ontario

Hope-Simpson, Peggy
Annapolis Valley International Centre
Wolfville, Nova Scotia

Hosli, Walter
Arusha International Development Resource Centre
Calgary, Alberta

Houdet, Chantal
Sillery, Québec

Howard, Reverend John
Adventist Development and Relief Agency
Oshawa, Ontario

Hubbert, Lorrie
Cooperative Union of Canada
Ottawa, Ontario

Humphrey, John P.
Canadian Human Rights Foundation
Montreal, Quebec

Hutchinson, Moira
Taskforce on Churches and Corporate Responsibility
Toronto, Ontario

Imrie, I.G.
Parliamentary Relations Secretariat
Ottawa, Ontario

Innuksuk, Rhoda
Inuit Tapirisat of Canada
Ottawa, Ontario

Jackson, Rick
Canadian Labour Congress
Ottawa, Ontario

Jamieson, Lynn
Indian and Northern Affairs Canada
Ottawa, Ontario

Janzen, William
Mennonite Central Committee Canada
Ottawa, Ontario

Jay, Harry
Ottawa, Ontario

Jetté, Corinne
Centre de recherche - action
sur les relations sociales
Montréal, Québec

Jobin, Jacques
Jeunesse Canada Monde
Montréal, Québec

Johnson, Don
Canada World Youth
Vancouver, British Columbia

Johnston, Tom
Canadian Catholic Organization for
Development and Peace
Toronto, Ontario

Jull, Peter
Inuit Circumpolar Conference
Ottawa, Ontario

Kane, Marilyn
Native Women's Association of Canada
Ottawa, Ontario

Kangudi, Chibaladala
African Chamber of Commerce
Montreal, Quebec

Kaplansky, Kalmen
Human Rights Research and Education Centre
Ottawa, Ontario

Keil, J. George
Canadian Lutheran World Relief
Winnipeg, Manitoba

Kennedy, J. David
Canadian Rotary Committee for International Development
Guelph, Ontario

Kharas, Firdaus
United Nations Association in Canada
Ottawa, Ontario

Kines, Thomas
CARE Canada
Ottawa, Ontario

Klein, Manfred
Indian and Northern Affairs Canada
Vancouver, British Columbia

Knight, James W.
Federation of Canadian Municipalities
Ottawa, Ontario

Kozar, Tom
British Columbia Government Employees' Union
Burnaby, B.C.

Laberge, Louis
Fédération des travailleurs du Québec
Montréal, Québec

Lacoste, René
Le Cardinal Léger et ses oeuvres
Montréal, Québec

Ladhani, Nazeer
Aga Khan Foundation (Canada)
Toronto, Ontario

Laidlaw, John
Canadian Hunger Foundation
Ottawa, Ontario

Laplante, Laurent
Ici Québec
Québec, Québec

Larose, Gérard
Confédération des syndicats nationaux
Montréal, Québec

Leclair, Marc
Metis National Council
Ottawa, Ontario

Linden, The Honourable Justice A.M.
Law Reform Commission
Ottawa, Ontario

Linds, Warren
South Saskatchewan Committee for World Development
Regina, Saskatchewan

Llambias-Wolff, Jaime
Association québécoise des organismes de coopération internationale
Montréal, Québec

Lobe, Albert C.
Mennonite Central Committee
Winnipeg, Manitoba

Loiselle, Jean
Fondation Jules et Paul-Emile Léger
Montréal, Québec

Low, D.M.
Department of Justice
Ottawa, Ontario

MacDonald, The Honourable David
Ambassador to Ethiopia
Addis Ababa, Ethiopia

MacKay, W.A.
Nova Scotia Ombudsman
Halifax, Nova Scotia

Mackenzie, Gérald
La Ligue des droits et libertés
Montréal, Québec

Marcotte, Père C.
Collaboration santé internationale
Québec, Québec

Marier, Renault
Société de coopération pour le développement international
Sillery, Québec

Martin, Nigel
Canadian Council for International Cooperation
Ottawa, Ontario

Martin, John
Unitarian Service Committee
Ottawa, Ontario

Matas, David
B'Nai Brith Canada
Winnipeg, Manitoba

Maxwell, Jane
Inter-Church Committee on Human Rights in Latin America
Toronto, Ontario

McDermott, Lawrence
Plenty Canada
Lanark, Ontario

MacKay, Macha
Match International
Wolfville, Nova Scotia

McNeil, William
World University Services of Canada
Ottawa, Ontario

McTavish, Paula
Foster Parents Plan of Canada
Toronto, Ontario

Medina, Anne
CBC National News
Toronto, Ontario

Miller, Robert
Inter-Cultural Development Education Association Inc.
Winnipeg, Manitoba

Miller, Robert
Parliamentary Centre for Foreign Affairs and
Foreign Trade
Ottawa, Ontario

Miloff, Maury
South Asia Partnership
Ottawa, Ontario

Mitchell, Ann
International Defense and Aid Fund
for Southern Africa (Canada)
Ottawa, Ontario

Mitsui, Tad
Canadian Council of Churches
Toronto, Ontario

Moffet, Jean
Ten Days for World Development
Toronto, Ontario

Morley, David
Pueblito Canada Inc.
Toronto, Ontario

Murray, Marylou
National Action Committee on the Status of Women
Ottawa, Ontario

Neilson, Janet
International Development
Education Resource Association
Vancouver, British Columbia

Nielsen, Beth
YMCA Canada-International
Vancouver, British Columbia

Njoroje, Karanja
International Student Centre
Halifax, Nova Scotia

Nkani, Faustin
Action Matadi-Luozi Inc.
Alma, Québec

O'Neil, Maureen
Canadian Human Rights Commission
Ottawa, Ontario

Ortmann, Daniela Z.
Guelph International Resource Centre
Guelph, Ontario

Padgham, Terry
Victoria International Development Education Association
Victoria, British Columbia

Payette, André
Radio Québec
Montréal, Québec

Pelletier, Jean-Carol
Parti Progressiste Conservateur du Canada
Ottawa, Ontario

Petrie, Frank
Canadian Export Association
Ottawa, Ontario

Pineault, Roger
Association des ingénieurs-conseils du Canada
Ottawa, Ontario

Préfontaine, R.
Association Granby et ses villes-jumelées
Granby, Québec

Proulx, Monseigneur Adolphe
Conférence des évêques catholiques du Canada
Ottawa, Ontario

Rabalao, Levy
African-Canadian Council
Ottawa, Ontario

Ramsay, Gordon S.
Canadian Save the Children Fund
Toronto, Ontario

Régallet, Gabriel
Amnistie internationale
Section canadienne (francophone)
Montréal, Québec

Regehr, Ernie
Project Ploughshares
Waterloo, Ontario

Reimer, Vernon
Save the Children Fund of B.C.
Vancouver, British Columbia.

Reitman, Dorothy
Canadian Jewish Congress
Montreal, Quebec

Riberdy, Soeur Nicole
Entraide missionnaire
Montréal, Québec

Rickerd, Donald S.
Donner Canadian Foundation
Toronto, Ontario

Robinson, Eva
Hope International
New Westminster, B.C.

Robinson, José
Association latino-américaine sur les droits de la personne
Montréal, Québec

Rodriguez, Carloz
Organisation canadienne pour la solidarité et le développement
Montréal, Québec

Rosenblum, Simon
Project Ploughshares
Ottawa, Ontario

Ross, Marjorie
Canadian Council of Churches
Toronto, Ontario

Ryan, Father Tim
Inter-Church Committee on Human
Rights in Latin America
Toronto, Ontario

Sanger, Clyde
Unitarian Service Committee
Ottawa, Ontario

Scott, Archbishop Ted
Canadian Council of Churches
Toronto, Ontario

Sears, Robin V.
New Democratic Party
Toronto, Ontario

Seydegart, Magda
Human Rights Research and Education Centre
Ottawa, Ontario

Shack, Sybil
Manitoba Association of Human Rights and Liberties
Winnipeg, Manitoba

Sholzberg-Gray, Sharon
Match International Centre
Ottawa, Ontario

Siemens, Ray
Co-operative Union of Canada
Ottawa, Ontario

Simon, Mary
Inuit Circumpolar Conference
Ottawa, Ontario

Smith, Gail
Canadian Executive Service Overseas
Toronto, Ontario

Snyder, Lynda
CUSO
Halifax, Nova Scotia

Stackhouse, Reg, M.P.
House of Commons
Ottawa, Ontario

Stafford, David
Canadian Institute of International Affairs
Toronto, Ontario

Stanley, Kay
Status of Women Canada
Ottawa, Ontario

Stehr, Anna
Young Women's Christian Association of Canada
Toronto, Ontario

Stuart, Mary
Manitoba Council for International Co-operation
Winnipeg, Manitoba

Talbot, The Reverend Rodger
Presbyterian Church in Canada
Don Mills, Ontario

Tarnopolsky, Mr. Justice Walter
Ontario Court of Appeal
Toronto, Ontario

Thibault, Laurent
Canadian Manufacturers Association
Toronto, Ontario

Thomas, Eileen Mitchell
International Commission of Jurists
Ottawa, Ontario

Tripp, Linda
World Vision Canada
Mississauga, Ontario

Truchon, Gaston
Oxfam-Québec
Montréal, Québec

Urman, Stan
Canadian Human Rights Foundation
Montreal, Quebec

Vangurp, Carolyn
Oxfam
Halifax, Nova Scotia

Vernon, Gary
International Centre for Ocean Development
Halifax, Nova Scotia

Vokey, Robert
National Council of YMCAs of Canada
Ottawa, Ontario

Wainberg, Marilyn
B'Nai Brith Canada
Montreal, Quebec

Walls, Jan
Asia Pacific Foundation
Vancouver, British Columbia

Watson, A. John
World University Services of Canada
Ottawa, Ontario

Watts, George
Nu Chah Nult Tribal Council
Port Alberni, British Columbia

Weiers, Margaret
Toronto Star
Toronto, Ontario

Whitaker, Marilyn
Department of Indian and Northern Affairs
Hull, Quebec

White, Marian
Development Resource Information Centre
Halifax, Nova Scotia

Wicks, Doreen
Global Ed-Med. Supplies Inc.
Toronto, Ontario

Williams, Kenneth A.
Canadian Crossroads International
Toronto, Ontario

Wilson, The Very Reverend Lois
The Canadian Committee of Scientists and Scholars
Toronto, Ontario

Wilson, Marilyn
Amnesty International Canadian Section
Ottawa, Ontario

Winegard, William C., M.P.
House of Commons
Ottawa, Ontario

Wood, Bernard
North-South Institute
Ottawa, Ontario

Wright, Claudia
Manitoba Human Rights Commission
Winnipeg, Manitoba

Young, Dennis
New Democratic Party
Ottawa, Ontario

Zehr, Daniel
Mennonite Central Committee Canada
Ottawa, Ontario

B. University Presidents, Rectors and Professors/
Présidents, recteurs et professeurs d'universités

Anna, Tim
University of Manitoba

Arbour, Maurice
Université Laval

Arthurs, H.W.
President and Vice-Chancellor
York University

Barber, L.I.
Vice-Chancellor and President
University of Regina

Barré, Alain
Université Laval

Bay, Christian
University of Toronto

Bayefsky, Ann
University of Ottawa

Beckel, W.E.
President and Vice-Chancellor
Carleton University

Bernier, Ivan
Université Laval

Biddulph, H.L.
University of Victoria

Boardman, R.O.
Dalhousie University

Boulet, Gilles
Président
Université du Québec

Bousquet, Nicole
Université Laval

Boyle, Christine
Dalhousie University

Brecher, Irving
McGill University

Brisson, Jean-Maurice
Université de Montréal

Brownstone, Meyer
University of Toronto

Brun, Henri
Université Laval

Burns, Peter
University of British Columbia

Cabana, Aldée
Recteur
Université de Sherbrooke

Carignan, Pierre
Université de Montréal

Castel, Jean Gabriel
York University

Chevrette, François
Université de Montréal

Clark, Howard
President and Vice-Chancellor
Dalhousie University

Cloutier, Gilles G.
Recteur
Université de Montréal

Conley, Marshall
Acadia University

Connell, G.E.
President
University of Toronto

Cotler, Irwin
McGill University

Covell, Maureen
Simon Fraser University

Daniel, John S.
President
Laurentian University

Davies, Maureen
Carleton University

Debicki, Mark
University of Manitoba

D'Iorio, Antoine
Recteur
Université d'Ottawa

Downey, James
President and Vice-Chancellor
University of New Brunswick

Dumont, Hélène
Université de Montréal

Duplé, Nicole
Université Laval

Earp, A.J.
President and Vice-Chancellor
Brock University

Eliot, C.W.J.
President and Vice-Chancellor
University of Prince Edward Island

Farquhar, R.H.
President and Vice-Chancellor
University of Winnipeg

Fraser, E. Murray
University of Victoria

Frémont, Jacques
Université de Montréal

Gibson, R.D.
University of Manitoba

Godfrey, J.F.
President and Vice-Chancellor
University of King's College

Gosselin, Guy
Université Laval

Graham, John
University of Toronto

Halstead, John
Georgetown University

Harris, L.G.
President and Vice-Chancellor
Memorial University of Newfoundland

Heard, K.A.
Dalhousie University

Hellman, Judith Adler
York University

Herson, Naomi
President and Vice-Chancellor
Mount Saint Vincent University

Ho, Samuel
University of British Columbia

Holsti, Kal
University of British Columbia

Horowitz, Meyer
President and Vice-Chancellor
University of Alberta

Ianni, R.W.
Vice-Chancellor and President
University of Windsor

Jackson, Robert
University of British Columbia

James, Susan
University of Guelph

Johnston, D.L.
Principal and Vice-Chancellor
McGill University

Kenniff, P.J.
Rector and Vice-Chancellor
Concordia University

Kristjanson, L.F.
President and Vice-Chancellor
University of Saskatchewan

Lamoureux, Diane
Université Laval

Lavoie, Andrée
Université de Montréal

Leary, Virginia
University of Saskatchewan

Leblanc, Napoléon
Université Laval

Lee, A.A.
President and Vice-Chancellor
McMaster University

Legault, Albert
Université Laval

Loxley, John
University of Manitoba

Luke, David
Dalhousie University

MacDonald, A.A.
St. Francis Xavier University

MacDonald, Ian
York University

Macdonald, R. St. J.
Dalhousie University

Mace, Gordon
Université Laval

MacKinnon, Reverend G.A.
St-Francis Xavier University

MacLean, Guy Robertson
President and Vice-Chancellor
Mount Allison University

Mallea, J.R.
President and Vice-Chancellor
Brandon University

Massicotte, Guy
Recteur
Université du Québec à Rimouski

Matthews, B.C.
President and Vice-Chancellor
University of Guelph

Matthews, Robert
University of Toronto

McAllister, Ian
Dalhousie University

McDowell, Marilyn
Mount Saint Vincent University

McGee, Terry
University of British Columbia

McWhinney, Edward
Simon Fraser University

M'Gonigle Michael
Simon Fraser University

Messier, J.R.
Recteur
Université du Québec à Hull

Morel, André
Université de Montréal

Morgan, Edward
University of Toronto

Morin, Luc
Université Laval

Morrison, Barry
University of British Columbia

Morrison, Terrence
President
Athabasca University

Moulton, Edward
University of Manitoba

Naimark, Arnold
President and Vice-Chancellor
University of Manitoba

Neilson, William
University of Victoria

Nicholl, C.I.H.
Vice-Chancellor and Principal
Bishop's University

North, Liisa
York University

Ozmon, K.L.
President
Saint Mary's University
Paquet, J.G.
Recteur
Université Laval

Parent, Jacques R.
Recteur
Université du Québec à Trois-Rivières

Pedersen, K.G.
President and Vice-Chancellor
University of Western Ontario

Perkin, J.R.C.
President and Vice-Chancellor
Acadia University

Petch, H.E.
President and Vice-Chancellor
University of Victoria

Pichette, Claude
Recteur
Université du Québec à Montréal

Poff, Deborah
Department of Women Studies
Mount Saint Vincent University

Poupart, André
Université de Montréal

Powers, R.C.
Rector
Queen's University

Reid, W.M.
President
University College of Cape Breton

Ridd, Carl
University of Winnipeg

Rigaldies, Francis
Université de Montréal

Riverin, Alphonse
Recteur
Université du Québec à Chicoutimi

Rosehart, Robert G.
Vice-Chancellor
Lakehead University

Runte, Roseann
Présidente
Université Sainte-Anne

Sabourin, Louis
Groupe d'étude, de recherche et de
formation internationale
Montréal, Québec

Sandbrook, Richard
University of Toronto

Sanders, Douglas
University of British Columbia

Saywell, W.G.
President
Simon Fraser University

Schofield, J.A.
University of Victoria

Schuyler, George
Saint-Mary's University

Schwartz, Alf
Université Laval

Shaw, T.M.
Dalhousie University

Smiley, Donald
York University

Somjee, A.H.
Simon Fraser University

St. John, Peter
University of Manitoba

Strangway, D.W.
President and Vice-Chancellor
University of British Columbia

Tennyson, Brian
College of Cape Breton

Théall, D.F.
President and Vice-Chancellor
Trent University

Trackman, Leon E.
Dalhousie University

Tremblay, André
Université de Montréal

Tremblay, Guy
Université Laval

Trudel, Rémy
Recteur
Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue

Turp, Daniel
Université de Montréal

Van der Zwaag, David
Dalhousie University

Veltmeyer, Henry
Saint Mary's University

Wagner, Norman E.
President and Vice-Chancellor
University of Calgary

Weir, J.A.
President and Vice-Chancellor
Wilfrid Laurier University

Winham, G.R.
Dalhousie University

Woehrling, José
Université de Montréal

Woods, J.H.
President
University of Lethbridge

Woolstencroft, Peter
University of Waterloo

Wright, D.T.
President and Vice-Chancellor
University of Waterloo

Zylberberg, Jacques
Université Laval

C. Provincial and Territorial Authorities/Autorités provinciales et territoriales

Alberta

Horseman, The Honourable James D.
Minister of Federal and Intergovernmental Affairs

Kennedy, Albert
Assistant Deputy Minister of Labour

Lynch, John
Executive Director
Human Rights Commission

British Columbia

Strachan, The Honourable Bruce
Minister of Intergovernmental Relations

Edgeth, James
Chairman
Human Rights Council

Manitoba

Pawley, The Honourable R.
Premier and Minister of Federal- Provincial Relations

Germescheid, Darlene
Executive Director
Human Rights Commission

New Brunswick

Hatfield, The Honourable Richard B.
Premier

Kinsella, Noel
Chairman
Human Rights Commission

Newfoundland

Ottenheimer, The Honourable Gerald R.
Minister of Intergovernmental Affairs

Buckingham, Herbert
Department of Justice

Courage, Gladys
Executive Director
Human Rights Commission

Northwest Territories

Ballantyne, The Honourable Michael
Minister of Justice

Lal, Stien K.
Deputy Minister of Justice and Public Affairs

Nova Scotia

Buchanan, The Honourable John M.
Premier and Minister of Intergovernmental Affairs

Johnstone, P.A.
Executive Director
Human Rights Commission

Ontario

Peterson, The Honourable David
Premier and Minister of Intergovernmental Affairs

Purcell, Canon Borden
Chairman
Human Rights Commission

Herman, Thea
Ministry of the Attorney General

Prince Edward Island

Ghiz, The Honourable Joseph A.
Premier

Currie, Arthur
Deputy Minister of Justice

Trainor, Father Leo
Chair
Human Rights Commission

Quebec

Rémillard, l'honorable Gil
Ministre des Relations internationales et
Délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes

Ouellet, Aubert
Ministère des Relations internationales

Lachapelle, Jacques
Président
Commission des droits de la personne

Saskatchewan

Devine, The Honourable Grant
Premier

Kruzeniski, Ron
Chief Commissioner
Human Rights Commission

Welsh, Gale
Department of Justice

Yukon

Kimmerly, The Honourable Roger
Minister of Justice

Cross, Kathy
Department of Justice

APPENDIX B
ANNEXE B

II. THOSE WHO PROVIDED WRITTEN COMMENTS:
PERSONNES QUI NOUS ONT PRESENTE DES COMMENTAIRES ECRITS:

A. Organizations and Individuals/Organisations et individus

* On behalf of the organization or group noted/Au nom du groupe ou de
l'organisation

Baillie, Warren*
(and Johnson, David)
Elections Ontario
Toronto, Ontario

Bergeron, Judith*
Carrefour de Solidarité Internationale
Sherbrooke, Québec

Bryant, Chris*
CUSO
Ottawa, Ontario

Colwell, Michael*
World Involvement Activities
The Association of Kinsmen Clubs
Cambridge, Ontario

Contreras, Rodrigo*
(and Sanders, Joseph A.)
Assembly of First Nations
Ottawa, Ontario

Dobell, Peter (verbal comments)
Parliamentary Centre for Foreign Affairs
and Foreign Trade
Ottawa, Ontario

Doody, Doreen*
Parliamentary Spouses Human Rights Committee
Nepean, Ontario

Dufresne, Bernard*
Bureau des affaires sociales
Conférence des évêques catholiques du Canada
Ottawa, Ontario

Gelber, Sylva
Canadian Institute of International Affairs
Ottawa, Ontario

Gordon, J. King
Ottawa, Ontario

Greene, Bonnie M.*
Office of Church in Society
United Church of Canada
Toronto, Ontario

Harker, H. John
International Labour Office
Ottawa, Ontario

Jull, Peter
Inuit Circumpolar Conference
Ottawa, Ontario

Low, D. Martin
Department of Justice Canada
Ottawa, Ontario

Mackenzie, G. Milton*
Co-operative Union of Canada
Ottawa, Ontario

Miloff, Maury
South Asia Partnership
Ottawa, Ontario

Mitchell, Anne*
International Defence and Aid Fund for Southern Africa
Ottawa, Ontario

Page, Enid
Department of the Secretary of State of Canada
Ottawa, Ontario

Patenaude, Louis
Canadian Commission for UNESCO
Ottawa, Ontario

Petrie, Frank
Canadian Export Association
Ottawa, Ontario

Sears, Robin V.
New Democratic Party
Toronto, Ontario

Seitz, R. Lorne*
The Canadian Chamber of Commerce
Ottawa, Ontario

Shack, Sybil
Manitoba Association of Rights and Liberties
Winnipeg, Manitoba

Sorenson, John*
Eritrean Relief Association in Canada Inc.
Toronto, Ontario

Stokoe, Peter K.*
Canadian Foreign Aid Dialogue
Halifax, Nova Scotia

Vranjkovic, Peter
Department of Indian and Northern Affairs Canada
Vancouver, British Columbia

Wicks, Doreen*
Global Ed-Med Supplies Inc.
Toronto, Ontario

B. Universities and Professors/Universités et professeurs

* On behalf of the University/Au nom de l'université

Bay, Christian
University of Toronto
Toronto, Ontario

Barber, Lloyd*, President
(and Boan, Jack)
University of Regina
Regina, Saskatchewan

Barker, Jonathan
University of Toronto
Toronto, Ontario

Beaudoin, Gérald-A.*
(and Pentney, William F., and Seydegart, Magda)
Centre de recherche et d'enseignement sur
les droits de la personne
Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario

Brecher, Irving
McGill University
Montreal, Quebec

Burns, Peter*
The University of British Columbia
Vancouver, British Columbia

Conley, Marshall Wm.
Acadia University
Wolfville, Nova Scotia

Davies, Maureen
Carleton University
Ottawa, Ontario

D'Iorio, Antoine*
Recteur et vice-chancelier
Université d'Ottawa
Ottawa, Ontario

Dufour, André*
Vice-recteur exécutif
Université Laval
Québec Québec

Gillies, David W.
McGill University
Montreal, Quebec

Godfrey, John F., President
(and Andrew, Arthur)
University of King's College
Halifax, Nova Scotia

Gosselin, Guy
Université Laval
Québec, Québec

Harris, L.*
President
Memorial University of Newfoundland
St. John's, Newfoundland

Hersom, Naomi*
President
Mount Saint Vincent University
Halifax, Nova Scotia

Horowitz, Myer*, President
(and Torres, C.A.)
University of Alberta
Edmonton, Alberta

Howard, Rhoda E.
McMaster University
Hamilton, Ontario

Jackson, Robert H.
The University of British Columbia
Vancouver, British Columbia

Laurentian University
Office of the President
Sudbury, Ontario

Leclerc, Michel*
Vice-Président
Université du Québec
Sainte-Foy, Québec

MacKinnon, Gregory A.*, President
(and the Coady International Institute)
St. Francis Xavier University
Antigonish, Nova Scotia

Mallea, John R.*
President and Vice-Chancellor
Brandon University
Brandon, Manitoba

Matthews, R.O.
University of Toronto
Toronto, Ontario

McWhinney, Edward*
Simon Fraser University
Burnaby, British Columbia

Mohiddin, Ahmed
International Development Information Program
Carleton University
Ottawa, Ontario

Naimark, Arnold*, President
(and Hogan, Terry)
University of Manitoba
Winnipeg, Manitoba

Phillips, W.G.*
University of Windsor
Windsor, Ontario

Ridd, Carl
The University of Winnipeg
Winnipeg, Manitoba

Sandbrook, Richard
University of Toronto
Toronto, Ontario

Saywell, William G.*
President
Simon Fraser University
Burnaby, British Columbia

Shaw, Timothy M.
Lester Pearson Institute for International Development
Dalhousie University
Halifax, Nova Scotia

Somjee, A.H.*
Simon Fraser University
Burnaby, British Columbia

Tenckman, Judith
University of Waterloo
(and Cebotarev, E.A., Nef, J.,
Winson, A.R., University of Guelph)
Waterloo, Ontario

Tennyson, Brian
University College of Cape Breton
Sydney, Nova Scotia

C. Provincial and Territorial Authorities/Autorités provinciales et
territoriales

* On behalf of the Province or Territory/Au nom de la province ou du
territoire

Ballantyne, The Honourable Michael A.*
Minister of Justice
Yellowknife, Northwest Territories

Courage, Gladys
Human Rights Commission
St. John's, Newfoundland

Ghiz, The Honourable Joseph A.*
Premier of Prince Edward Island
Charlottetown, P.E.I.

Hanson, The Honourable Lyall*
Minister of Labour and Consumer Services
Victoria, British Columbia

Horsman, James D.
Minister of Federal and Intergovernmental Affairs
Edmonton, Alberta

Kennedy, Al
Alberta Labour
Edmonton, Alberta

Kimmerly, The Honourable R.S.*
Minister of Justice
Whitehorse, Yukon

Malone, Christopher
Ministère des Relations internationales
Québec, Québec
Réponse préliminaire

McNiven, James D.*
Deputy Minister of Development
Halifax, Nova Scotia

Penner, The Honourable Roland*
Attorney-General of Manitoba
Winnipeg, Manitoba

Shaben, The Honourable Larry R.*
Minister of Economic Development and Trade
Minister Responsible for the
Alberta Agency for International Development
Edmonton, Alberta

Stanley, H.H.*
Deputy Minister
Intergovernmental Affairs Secretariat
Newfoundland and Labrador
St. John's, Newfoundland

III. THOSE WE MET
(Cities indicated are those in which the meetings took place)

Ackerman, Nancy
Bahá'í Community of Canada
Toronto, Ontario

Anna, Tim
University of Manitoba
Winnipeg, Manitoba

Austin, Edie
The Gazette
Montreal, Quebec

Bacon, Marg
Inter-Church Coalition on Africa
Toronto, Ontario

Baillie, Warren
Chief Election Officer of Ontario
Toronto, Ontario

Barton, William
Canadian Institute for International Peace and Security
Ottawa, Ontario

Bay, Christian
University of Toronto
Toronto, Ontario

Bazar, Beatrice
International Committee for an Association of Democracies
Montreal, Quebec

Beaulne, Yvon
Hull, Quebec

Bergeron de Villiers, Louise
Status of Women Canada
Hull, Quebec

Bernier, Ivan
Centre québécois des relations internationales
Quebec, Quebec

Berry, Vicki
United Church of Canada
Toronto, Ontario

Blair, Nancy
Canadian Catholic Organization for Development and Peace
Halifax, Nova Scotia

Boardman, R.O.
Dalhousie University
Halifax, Nova Scotia

Brecher, Irving
McGill University
Montreal, Quebec

Burns, Peter
University of British Columbia
Vancouver, British Columbia

Butler, Paula
Canadian Council of Churches
Toronto, Ontario

Cadieux, Rita
Canadian Human Rights Commission
Ottawa, Ontario

Campagnolo, The Honourable Iona
Canadian University Service Overseas
Vancouver, British Columbia

Canadian Council for International Cooperation (CCIC), Ottawa, Ontario:

Harland, Mardele
Chairman
of the Board of CCIC
Saskatchewan Council for
International Cooperation

Bhatti, A. Sattar
Council of Muslim Communities
of Canada

Chilton, Patty
Jeunesse Canada Monde

Cousineau, Rhéal
Care Canada

Cumming, Lawrence
Oxfam-Canada

Ferretti, Janine
Pollution Probe Foundation

Graham, John
Oxfam-British Columbia

Lacoste, René
Fondation Jules et
Paul-Emile Léger

Llambias-Wolff, Jaime
Association québécoise des
organismes de coopération
internationale

McDermott, Lawrence
Plenty Canada

McGinnis, David
Arusha International Development
Resource Centre

Morley, David
Pueblito Canada Inc.

Padghan, Terry
Victoria International Development
Education Association

Patten, Rick
National Council of YMCA's in Canada

Schneider, Ruth
College of Cape Breton

Schuyler, George
St. Mary's University

Stuart, Mary
Manitoba Council for International
Cooperation

CCIC Staff:

Martin, Nigel
Allard, Louise
Bégin, Monique
Chatterjee, Lilian
Chrétien, Thérèse
Nangle, Hugh
Rosenberg, Dorothy Goldin

Canadian Human Rights Foundation, Montreal

Humphrey, John
Fournier, Jean
Slatkoff, William
Urman, Stan
Vlassic, Ivan

Castel, Jean Gabriel
York University
Toronto, Ontario

Champagne, Jacques
Organisation catholique canadienne pour le
développement et la paix
Montreal, Quebec

Chevrette, François
University of Montreal
Montreal, Quebec

Clarke, Pat
Canadian University Service Overseas
Vancouver, British Columbia

Cohen, Stanley
Law Reform Commission of Canada
Ottawa, Ontario

Collinette, The Honourable David
Liberal Party of Canada
Hull, Quebec

Collinette, Penny
Liberal International Congress
Hull, Quebec

Comber, Gary
International Centre for Ocean Development
Halifax, Nova Scotia

Comeau, Paul-André
Le Devoir
Montreal, Quebec

Conley, Marshall
Acadia University
Halifax, Nova Scotia

Continuing Federal-Provincial-Territorial Committee of
Officials Responsible for Human Rights:

Alberta

Kennedy, Albert
Assistant Deputy Minister
of Labour

Lynch, John
Executive Director
Human Rights Commission

Seudder, Stan
Chair
Human Rights Commission

British Columbia

Wilson, Douglas
British Columbia Council of
Human Rights

Manitoba

Germescheid, Darlene
Executive Director
Human Rights Commission

New Brunswick

O'Brien, J. Michael
Executive Director
Human Rights Commission

Newfoundland

Buckingham, Herbert
Department of Justice

Nova Scotia

Johnstone, P.A.
Executive Director
Human Rights Commission

Ontario

Brown, George
Director
Human Rights Commission

Herman, Thea
Ministry of the Attorney General

Shipley, Allan Q.
Ministry of the Attorney General

Prince Edward Island

Trainor, J. Leo
Chairperson
Human Rights Commission

Quebec

Ouellet, Aubert
Ministère des Relations
internationales

Lachapelle, Jacques
Président
Commission des droits de la personne

Lafleur, Patrice
Ministère des Relations
internationales

Ménard, Geneviève
Secrétariat aux affaires
intergouvernementales
canadiennes

Saskatchewan

Kruzeniski, Ronald
Chief Commissioner
Human Rights Commission

Welsh, Gale
Department of Justice

Canada - Federal Delegation:

Dadson, Ann
Secretary of State Canada

Hough, Barbara
Department of Justice

Livermore, Dan
Department of External Affairs

St-Onge, Martin
Federal-Provincial Relations Office

Low, Martin
Department of Justice

Knight, Elizabeth
Secretary of State Canada

Page, Enid
Secretary of State Canada

Lavoie, Adèle
Secretary of State Canada

Thomson, Tamra
Status of Women Canada

Crispin, Diane
Secretary of State Canada

Contreras, Rodrigo
Assembly of First Nations
Hull, Quebec

Côté, Pierre
Directeur général des élections
Quebec, Quebec

Cotler, Irwin
McGill University
Ottawa, Ontario

Covell, Maureen
Simon Fraser University
Vancouver, British Columbia

Cram, George
Anglican Church of Canada
Toronto, Ontario

Danesh, Hossain
Bahá'í Community of Canada
Toronto, Ontario

Davies, Sir Peter
Anti-Slavery Society for the Protection of Human Rights (U.K.)
Montreal, Quebec

Debicki, Mark
University of Manitoba
Winnipeg, Manitoba

De Grâce, René
Canadian Red Cross
Toronto, Ontario

Derksen, Jim
Disabled Peoples' International
Winnipeg, Manitoba

Deschênes, The Honourable Justice Jules
Montreal, Quebec

Desmarais, Jean-Claude
Centre d'études et de coopération internationale
Montreal, Quebec

Docquier, Gerald
United Steel Workers of America
Toronto, Ontario

Douma, Courie
Amnesty International
Halifax, Nova Scotia

Elections Canada, Ottawa, Ontario
Hamel, Jean-Marc
Gould, Ron
Lavoie, Louis

Epstein, Bob
Grand Council of the Crees of Quebec
Hull, Quebec

Evans, Derek
Canadian Council of Churches
Toronto, Ontario

Fairweather, Gordon
Canadian Human Rights Commission
Ottawa, Ontario

Ford Foundation, New York, N.Y.
Urquardt, Sir Brian
Carmichael, William
Isaacs, Anita

Foster, John
United Church of Canada
Toronto, Ontario

Fournier, Francine
Association latino-américaine pour les droits humains
Montreal, Quebec

Gosselin, Guy
Laval University
Quebec, Quebec

Graham, The Honourable Senator Al
Ottawa, Ontario

Gray, John
Globe and Mail
Toronto, Ontario

Green, Marg
Canadian Catholic Organization for Development and Peace
Vancouver, British Columbia

Groves, Bob
Native Council of Canada
Hull, Quebec

Harker, John
International Labour Office
Toronto,, Ontario

Hastings, John
Federation of Canadian Municipalities
Ottawa, Ontario

Hellman, Judith Adler
York University
Toronto, Ontario

Hockin, The Honourable Tom, M.P.
Co-chairman
Special Joint Committee on Canada's International Relations
Ottawa, Ontario

Hodgson, Ray
Presbyterian Church in Canada
Toronto, Ontario

Holsti, Kal
University of British Columbia
Vancouver, British Columbia

Human Rights Research and Education Centre, University of Ottawa
Pentney, William
Seydegart, Magda
Fruhling, Hugo

Hope-Simpson, Peggy
Annapolis Valley International Centre
Wolfville, Nova Scotia

Houdet, Chantal
Quebec, Quebec

Inter-American Development Bank, Washington, D.C.
Brousseau, Ronald
Czarnecki, Marian
Elac, John
Heurtemothe, Julio

International Development Research Centre, Ottawa, Ontario

Auger, Robert
Corea, Ernest
Perez, Andres
Robertson, Rob
van Ameringen, Marc
Whyte, Anne

Jackson, Robert
University of British Columbia
Vancouver, British Columbia

Johnson, David
Office of the Chief Election Officer
Toronto, Ontario

Johnson, Don
Canada World Youth
Vancouver, British Columbia

Jull, Peter
Inuit Circumpolar Conference
Ottawa, Ontario

Keirstead, Paula M.
Disabled Peoples' International
Winnipeg, Manitoba

Kozar, Tom
B.C. Government Employees' Union
Vancouver, British Columbia

Lange, Ursula
Canadian Lutheran World Relief
Winnipeg, Manitoba

Laplante, Laurent
Ici Québec
Quebec, Quebec

Larose-Edwards, Paul
Amnesty International
Ottawa, Ontario

Leblanc, Napoléon
Centre québécois des relations internationales
Quebec, Quebec

Legault, Albert
Laval University
Quebec, Quebec

Linden, The Honourable Justice A.M.
Law Reform Commission
Ottawa, Ontario

Lingermann, Daniel
Halifax, Nova Scotia

Llambias-Wolff, Jaime
Association québécoise des organismes de coopération internationale
Montréal, Québec

MacDonald, The Honourable David
Canadian Ambassador to Ethiopia
Hull, Quebec

MacDonald, Ian
York International
Toronto, Ontario

MacKay, Macha
Match International
Halifax, Nova Scotia

MacKay, W.A.
Ombudsman of Nova Scotia
Halifax, Nova Scotia

Mackenzie, Gérald
Ligue des droits et libertés
Montreal, Quebec

Marcotte, Père C.
Collaboration santé internationale
Quebec, Quebec

Marsden, The Honourable Senator Lorna
Ottawa

Matas, David
B'Nai Brith Canada
Winnipeg, Manitoba

Matthews, Robert
University of Toronto
Toronto, Ontario

McCarthy, Paul
World University Service Canada
Hull, Quebec

Miller, Robert
Parliamentary Centre for Foreign Affairs and Foreign Trade
Hull, Quebec

Miloff, Maury
South Asia Partnership
Hull, Quebec

Morgan, Edward
University of Toronto
Toronto, Ontario

Moroto, Donald Rojas
World Council of Indigenous Peoples
Hull, Quebec

Moulton, Edward
University of Manitoba
Winnipeg, Manitoba

Mulat, Aklilu
Hope International
Vancouver, British Columbia

Murphy, Brian
Inter Pares
Hull, Quebec

National Endowment for Democracy, Washington, D.C.
Plattner, Mark

Njoroje, Karanja
International Student Centre
Halifax, Nova Scotia

North, Liisa
York University
Toronto, Ontario

Obomsawin, Raymond
World Council of Indigenous Peoples
Hull, Quebec

O'Neil, Brian
Oxfam-Canada
Halifax, Nova Scotia
Organization of American States, Washington, D.C.

Rodrigues, Ambassador Edith Marques
Venezuela

Careno, Edmundo Vargas, Executive Secretary
Inter-American Commission on Human Rights

Poole, Linda, Executive Secretary
Status of Women Commission

Owen, B.H.
Canadian Foreign Aid Dialogue
Halifax, Nova Scotia

Parliamentary Relations Secretariat, House of Commons, Ottawa, Ontario

Imrie, Ian
Immarigeon, Henriette
Chafe, Carole
Knowles, Stephen

Payette, André
Radio Québec
Montreal, Quebec

Pearson, Geoffrey
Canadian Institute for International Peace and Security

Permanent Representatives to the United Nations
and Office of the U.N. Secretary General, New York, N.Y.:

Adouki, Ambassador Martin
Congo

Essy, Ambassador Amara
Côte d'Ivoire

Barnett, Ambassador Lloyd
Jamaica

Fareed, Shoukat
Pakistan

Beauge, Ambassador Victor
Argentina

Lewis, Ambassador Stephen
Canada

Diallo, Issa
Executive Office of the Secretary
General

Ritter, Ambassador Jorge
Panama

Perret, Art
YMCA Canada-international
Vancouver, British Columbia

Petrie, Frank
Canadian Export Association
Hull, Quebec

Pinault, Roger
Association of Consulting Engineers of Canada
Ottawa, Ontario

Poff, Deborah
Mount Saint Vincent University
Halifax, Nova Scotia

Reitman, Dorothy
Canadian Jewish Congress
Montreal, Quebec

Rickerd, Donald S.
Donner Foundation Canada
Toronto, Ontario

Ridd, Carl
University of Winnipeg
Winnipeg, Manitoba

Rockefeller Foundation, New York, N.Y.
Mooock, Joyce
Smith, Theodore

Rose, Alan
Canadian Jewish Congress
Montreal, Quebec

Rosenblum, Simon
Project Ploughshares
Ottawa, Ontario

Ross, Marjorie
Canadian Council of Churches
Toronto, Ontario

Ryan, Father Tim
Inter-Church Committee on
Human Rights in Latin America
Toronto, Ontario

St. John, Peter
University of Manitoba
Winnipeg, Manitoba

St-Pierre, Noel
Centrale de l'enseignement du Québec
Montreal, Quebec

Sandbrook, Richard
University of Toronto
Toronto, Ontario

Sanders, Joe
Assembly of First Nations
Ottawa, Ontario

Scott, Archbishop Ted
Canadian Council of Churches
Toronto, Ontario

Sears, Robin
New Democratic Party
Toronto, Ontario

Shack, Sybil
Manitoba Association of Rights and Liberties
Winnipeg, Manitoba

Smiley, Donald
York University
Toronto, Ontario

Smith, Gail
Canadian Executive Service Overseas
Toronto, Ontario

Snyder, Linda
Canadian University Service Overseas
Halifax, Nova Scotia

Somjee, A.H.
Simon Fraser University
Burnaby, British Columbia

Stackhouse, Reg, M.P.
Chairman
House of Commons Standing Committee on Human Rights
Ottawa, Ontario

Stanley, Kay
Status of Women Canada
Hull, Quebec

Stokoe, Peter
Canadian Foreign Aid Dialogue
Halifax, Nova Scotia

Stehr, Anna
Young Women's Christian Association of Canada
Toronto, Ontario

Swatsky, Barbara
Canadian Unicef Committee
Toronto, Ontario

Tarnopolsky, Mr. Justice Walter
Ontario Court of Appeals
Toronto, Ontario

Tripp, Linda
World Vision Canada
Toronto, Ontario

Turp, Daniel
University of Montreal
Montreal, Quebec

United Nations Development Program, New York, N.Y.

Bernandes, Bent
Joseph, Andrew
McAdams, D.

Navajas-Magro, H.
Rees, Garth Ap
Salgado, Ignacio Perez

Venturelli, Sabine
Association latino-américaine sur les droits de la personne
Montreal, Quebec

Vernon, Gary C.
International Centre of Ocean Development
Halifax, Nova Scotia

Wainberg, Marilyn
B'Nai Brith of Canada
Montreal, Quebec

Walmsley, Norma
Founder of MATCH International
Hull, Quebec

Watson, Patrick*
"Struggle for Democracy" TV Series
Toronto, Ontario

Weiers, Margaret
Toronto Star
Toronto, Ontario

Wells, Larry
Office of the Chief Election Officer
Toronto, Ontario

Whelan, Jim
Office of the Chief Election Officer
Toronto, Ontario

Wilson, Marilyn
Amnesty International Canadian Section
Hull, Quebec

Winegard, William C., M.P.
Chairman
House of Commons Standing Committee
on External Affairs and International Trade

Woolstencroft, Peter
University of Waterloo
Toronto, Ontario

World Bank, Washington, D.C.
Vogl, Frank
Beckman, David

Wright, Claudia
Manitoba Human Rights Commission
Winnipeg, Manitoba

Wright, Gerald
Office of the Minister of State for Finance
Ottawa, Ontario

Zylberberg, Jacques
Laval University
Quebec, Quebec

* telephone conference

APPENDIX C

Activities of the Canadian International
Development Agency and the International
Development Research Centre

1. This is a description of the involvement of two Canadian organizations in activities relating to the promotion and development of human rights and democratic institutions and processes internationally. The Canadian International Development Agency (CIDA), a government agency, and the International Development Research Centre (IDRC), a Crown Corporation, with an independent Canadian and International Board of Directors, fund activities within the Overseas Development Assistance budget of the Government of Canada.

2. Neither CIDA nor IDRC maintain a program devoted to human rights per se, but both have supported human rights related activities through different funding modes and a variety of sources within their respective organizations. Although neither has a specific mandate relating to human rights, both organizations have made statements on the subject. The Vice-President of the Policy Branch of CIDA has said:

"Human Rights include not only civil and political rights, but also the right of every individual to the full enjoyment of economic, social and cultural rights; all these rights are indivisible and interdependent in the sense that they all contribute, by different means, to ensuring the development of the individual in freedom and dignity. In this sense, "Human Rights" and "Development" merge in that most fundamental concept, human dignity".

The IDRC Board of Governors has defined "development" as:

"a process for the benefit of people ... consistent with human dignity, which is best fostered in conditions of adequate nutrition, sound health, independence of spirit, pride in indigenous culture, and respect for human rights".

3. Both subjects - human rights, and democratic institutions and processes - are concepts of uncertain ambit. The following description of work supported, or undertaken, by these two organizations is detailed in its listing of projects which could be identified as fitting a given notion of human rights and democratic institution building - bearing in mind that "human rights" and "democratic institution building" do not figure among headings available for retrieval from CIDA's records. However, given the uncertainty of the concepts which in some sense could embrace all development efforts, the description should be thought of as an illustrative, rather than comprehensive, review of the work of the two institutions in this field.

Democratic Institutions and Processes

4. CIDA is engaged in providing technical support to the government of Haiti in holding elections planned for late 1987. This includes the training of election officials, the training of jurists to write election laws, and the provision of equipment such as ballot boxes, ballots, etc.

5. CIDA has provided grants to strengthen the concept of the ombudsman, by providing funds to the International Ombudsman Institute for projects involving technical assistance to the Public Complaints Commission in Nigeria, and the Ombudsman's Office in Sri Lanka.

6. CIDA has also provided support in a variety of ways to two types of organizations, unions and co-operatives, which represent people in the area of economic activity, but with an influence potentially extending into the social or political system. Funds have been given to the Canadian Labour Congress to support the training of union leaders and to conduct research on three continents. This included support for black unions in South Africa. As an example of support for co-operatives, funds were provided to the Coady International Institute in Nova Scotia to work with the Agency for Industrial Mission in South Africa to develop an increased capacity for community and co-operative development among development agencies in South Africa through leadership and other training.

7. CIDA has supported linkage projects with several universities, such as the University of Saskatchewan with the University of Khartoum, and the University of Victoria with a Malaysian institution, to train lawyers in constitutional law. CIDA has also supported the travel to Canada of a lawyer who was involved in making recommendations to the Government of Grenada on constitutional matters. It also responded positively to a request from Uganda to study how Canada could be of assistance in matters involving the Uganda constitution.

8. IDRC has funded a project with Universidad del Pacifico in Lima, designed to examine the structures and performance of the two houses of parliament in Peru. More specifically, it examined the composition and procedures of the parliamentary committee system, and the resources available to the parliament.

9. IDRC has also approved a new program called Public Policies, Representative Institutions and Participatory Processes. This program could include studies on general questions of function and structure, or specific structural and functional aspects of institutions and processes in relation to particular policy issues.

The Protection of Civil and Political Rights

10. The African Charter of Human and Peoples Rights was the subject of a conference held in Nairobi by the International Commission of Jurists. The conference, funded by IDRC, was designed to involve influential African figures in promoting the ratification of the Charter by African states. Also in Africa, IDRC supported the inaugural meeting

of the Conference of African International Lawyers, which dealt in part with human rights and humanitarian law.

11. In Latin America, IDRC funded a research project of the Andean Commission of Jurists which examined the judicial treatment of cases involving the right to association, the right to free speech, and the right to habeas corpus. The study looked at the way in which Chilean and Peruvian judges dealt with these issues. Also in Latin America, CIDA funded Peace Brigades International (Guatemala) through the Canadian Friends Service Committee. The objective of the Brigades is to increase the number of individuals and groups able to exercise their rights, and reduce the number of political killings. Members of the Brigades live with and escort individuals and their families, thought to be likely targets of death squads. They also provide safe meeting places and provide human rights information to the international community.

12. In Asia, IDRC is supporting a project of the Asian Coalition of Human Rights Organizations. It is a multi-country study of the extent to which the right to association is honored in law and practice in Asia. It also involves the effect of the current legal situation on how grassroots organizations can fulfill their mandate.

13. In the Middle East, IDRC is funding a conference on Law in the Service of Man, the West Bank affiliate of the International Commission of Jurists, which will discuss how international human rights and humanitarian law applies on the West Bank.

Victims

14. CIDA has contributed money to a program in which the United Church of Canada assists the Dependants Conference of the South African Council of Churches. The Council offers financial assistance to more than one thousand families of political prisoners by looking after their housing and health needs, education, and travel to visit their incarcerated family members. Support is also offered for the rehabilitation of prisoners, detainees, and banned or restricted people. Legal fees are paid and loans given to start small businesses.

15. Through the International Defence and Aid Fund for Southern Africa, CIDA has made a substantial contribution to the financial support of families of detainees, including the education of their children. CIDA has also provided similar support through programs involving the Canadian Labour Congress, OXFAM-Canada and Canadian Aid for Southern African Refugees. Elsewhere in southern Africa, CIDA provided two grants in the early 1980s, again to the International Defence and Aid Fund for Southern Africa, to assist in the rehabilitation of former political prisoners in Zimbabwe.

Disadvantaged Groups

16. In developing countries the relative lack of educational opportunities or economic power make even greater the disadvantage of

disadvantaged groups. These groups need support to realize their individual or group potential to fully enjoy their human rights.

17. In the case of women, CIDA has given a grant to the Inter-American Legal Services Association (ILSA) in Bogota to provide legal assistance to Colombia women to improve their social and legal status. This project involved the provision of legal advice on social and commercial matters, the holding of meetings to familiarize women in Bogota with the existing legal system, and the study of laws touching the position of women.

18. Another example of CIDA funding designed to establish women's rights was a grant to the Anglican Church of Canada which worked with the World Council of Churches to prepare and disseminate, in francophone West Africa, educational material about the dangers to health of female circumcision as well as the rights aspect of the question. Both CIDA and IDRC have funded numerous other projects to assist in improving the social and economic well-being of women.

19. CIDA has established a Women in Development overview program to ensure attention to the needs of women and an analysis of the impact on women of all programs and projects funded by the Agency.

20. In the case of workers, CIDA has provided money through the Canadian Labour Congress to allow the Council of Unions of South Africa to provide research and legal services to black workers and unions, and to educate workers about their rights. IDRC has funded a research project with the Public Law Institute in Kenya to determine those issues with a legal aspect of greatest concern to Kenyan workers, to research the issues, and to produce educational material for workers setting out their rights with regard to these issues.

21. In the case of indigenous peoples, CIDA has provided a major grant to the World Council of Indigenous Peoples, for its objective of promoting the right of indigenous peoples to take their place in society. IDRC has given funds to the Andean Commission of Jurists in Lima to carry out a research project on the appropriate legislative, administrative and judicial approaches to conflict resolution among the indigenous peasantry. This project is to describe the nature of conflicts between the official law and peasant law, the way in which judicial officials apply both sets of law, and to propose measures to strengthen legal pluralism in the Andes.

The Judiciary

22. Funds for the strengthening of the judiciary have usually been provided through support in holding conferences or for judges travelling to conferences. IDRC has made grants to the Centre for the Independence of Judges and Lawyers to hold a conference in Zambia to consider the organization and jurisdiction of the courts, the status and rights of judges, and the independence of the judiciary in the legal profession. IDRC also helped to fund the World Conference on the Independence of Justice in Montreal. This conference examined ways in which national

judicial systems can carry out their work without interference from the Executive.

23. CIDA assisted the Jamaican Magistrates Association to support members on a study tour on the administration of justice in Atlantic Canada, thus exposing them to how Canadian courts resolve legal conflicts. Another CIDA grant allowed developing country magistrates to attend the continuing judicial education program of the Commonwealth Magistrates Association in Cyprus. CIDA also provided funds to permit some South African participants to attend the Black Lawyers and Jurists Conference in Toronto. This conference dealt in part with the legal aspects of the struggle against apartheid.

24. In the developing world, legal services are most lacking in the rural areas. Through the Geneva-based International Commission of Jurists, IDRC has sponsored numerous workshops and conferences in Africa, aimed at studying the reasons why there is so little service available to the rural populations, and the ways to solve the problem. Such conferences have involved both activists and officials and have led to a sharper analysis of the problem, as well as to pilot projects designed to develop a service delivery model.

25. A very important organization operating in this field is the Inter-American Legal Services Association (ILSA) based in Bogota. It stimulates and conducts research on legal services, publishes a newsletter, holds conferences, and acts as a clearinghouse for information for many legal clinics in the region. CIDA has provided substantial funds for its general operations for a number of years. In addition, it has provided money to ILSA to facilitate the upgrading of legal services in two countries in the region. A grant was made to help establish a non-profit corporation to operate the Belize Legal Aid Service, to set up a "store front" clinic under the direction of an attorney, and to provide free or low cost legal advice to the poor. Another grant to ILSA allowed it to help the Kingston (Jamaica) Legal Aid Clinic extend services to the rural areas. The clinic deals with questions such as land tenure, landlord and tenant relations, and family conflicts. IDRC has made a research grant to ILSA to compile a manual suitable for teaching legal aid workers about ways in which clinics can achieve a development impact in their communities. This involves eight studies of cases where a clinic has gone beyond the provision of standard lawyer-client services, and moved to working with groups attempting to improve their communities through social action.

26. A major comparative study of legal aid clinic models by the Centro de Investigacion y Educacion Popular in Bogota and Osgoode Hall Law School at York University is being funded by IDRC. It is designed to scientifically test the effectiveness of traditional professional clinics serving individual clients, compared to community-run, development-oriented clinics. The study is looking at the ways in which the clinics determine community needs, enhance the relations between community members and authorities, and resolve disputes within the community. The study hopes to elaborate an internationally-appropriate research model which clinics can use to evaluate their own structures and programs.

27. CIDA has provided substantial support to the Inter-American Institute of Human Rights in San José, Costa Rica. The Institute concentrates on educational activities, such as promoting the incorporation of human rights into the curricula of the educational systems of the region. It also promotes academic research on human rights problems in the region, and organizes meetings to promote in the public mind the idea that human rights should have a prominent place in the scale of human values.

28. IDRC has funded a project with the Inter-American Institute of Human Rights in San José, to develop a comprehensive compendium containing the legal instruments in existence at the Inter-American level in the area of human rights.

29. The 1987-88 Program of Work of the Information Sciences Division of IDRC states that projects in the area of "Humanitarian Affairs" will focus on

"information activities related to the right of indigenous peoples and of marginal groups in rural and urban areas to full participation in the development of their country - economic and political rights, and the rights of minorities - that are likely to involve support for regional activities linked with the International Human Rights Information and Documentation System, HURIDOCs".

30. CIDA has also supported the travel of the Chief Commissioner of the Canadian Human Rights Commission to Zimbabwe to assess the possibility of support being provided to the Legal Resources Foundation with the collaboration of the Human Rights Research and Education Centre of the University of Ottawa. The Foundation, which promotes public legal education and research wishes to initiate programs promoting the development of legal resources, and to establish a law library.

31. IDRC has provided two fellowships to support work on human rights in developing countries - one to a Filipino on the linkage between human rights and development in Asia, and one to a Canadian on fundamental rights in Columbia.

Safe Products and a Safe Environment

32. In the consumer area, CIDA has made a major grant to the International Organization for Consumers Unions which tests products and educates the public.

33. IDRC has funded a series of studies by the Consumers' Association of Penang in Malaysia. Studies have dealt with such topics as false advertising, product liability law and malpractices in the housing industry.

34. In the environmental area, the same series of studies by the Consumers Association of Penang has yielded work on toxic chemicals, hazardous waste management, and pesticides.

35. IDRC has funded many other occupational health projects, such as multi-country study with the Asian Association of Occupational Health in Singapore which examined the magnitude and severity of the problem of pesticide poisoning in the agricultural areas of Thailand, Indonesia, Sri Lanka and Malaysia. The study included a review of relevant legislation and recommendations for reform.

36. IDRC has also provided a grant to an association of activist lawyers in the Philippines, called SALAG, to study the legal situation of a community faced with liquified petroleum gas tanks being built near homes and places of work. The study is to identify relevant laws, develop and enhance the active participation of the people in the identification, planning and implementation of legal actions and strategies; and to formulate law reform proposals.

37. IDRC has also funded a seminar held by the Environmental Problems Foundation of Turkey, which examined the implementation of the major piece of environmental legislation in Turkey. In particular it looked at the failure to develop standard-setting regulations to protect the environment.